



L'entreprise en difficulté en France en 2018

Une fin de cycle ?

Mars 2019

Sommaire

Note méthodologique	1
Editorial	3
Une fin de cycle ?	4
Les procédures amiables	8
Focus sur l'échantillon Deloitte	8
Données nationales (CNAJM)	9
Les procédures judiciaires	11
Entreprises et emplois menacés	11
Evolution mensuelle sur 8 ans	13
Evolution par trimestre	14
Les entreprises de plus de 20 salariés	16
Au regard de la création d'entreprises	18
Taux de défaillances	19
Analyse détaillée par tranche d'effectif	20
Analyse détaillée par chiffre d'affaires	21
Analyse selon l'ancienneté de l'entreprise	23
Analyse par activité	24
Focus sauvegarde accélérée et sauvegarde financière accélérée	28
Focus sauvegarde et redressement judiciaire	29
Issues des procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde	32
Analyse par région	33
Analyse par région et par secteur d'activité	35
Auvergne – Rhône-Alpes	36
Bourgogne – Franche-Comté	39
Bretagne	42
Centre – Val de Loire	45
Corse	48
Grand Est	51
Hauts-de-France	54
Ile-de-France	57
Normandie	60
Nouvelle-Aquitaine	63
Occitanie	66
Pays de la Loire	69
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	72
Deloitte Restructuring Services	75
Altares	76

Note méthodologique

Sources procédures amiables

Deloitte Finance a analysé les données relatives aux procédures amiables (mandat *ad hoc* et conciliation) ouvertes en 2018 par 17 tribunaux de commerce français (Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Montpellier, Nanterre, Nice, Orléans, Rennes, Toulouse et certains tribunaux d'Ile-de-France).

Deloitte Finance a également recueilli, depuis 2014, les données produites et publiées par l'Observatoire consulaire des entreprises en difficulté (OCED) concernant les 9 tribunaux de commerce d'Ile-de-France (Paris, Nanterre, Bobigny, Créteil, Meaux, Versailles, Melun, Evry et Pontoise).

Sources procédures collectives

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro Siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des tribunaux de commerce ou des tribunaux d'instance ou de grande instance. Altares est également licencié officiel du BODACC (Bulletin officiel d'annonces civiles et commerciales) depuis 1987. Les données collectées ont été actualisées au 14 février 2019.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au BODACC. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la distribution des nomenclatures des activités françaises NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises de sources publiques, telles que l'Insee ou de sources privées.

Ces données ne peuvent être considérées comme exhaustives au regard du nombre d'entreprises ne publiant pas leurs comptes sociaux. En revanche, elles offrent une base de comparaison entre les différents exercices.

Analyses

Deloitte Finance a analysé :

- le volume de procédures de prévention instruites par les 17 tribunaux de l'échantillon ainsi que leurs issues entre 2014 et 2018 ;
- les ouvertures de procédures collectives par nombre de salariés, secteur d'activité, âge et situation géographique entre 2014 et 2018. Par hypothèse, ont été retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de procédure judiciaire, soit :
 - sauvegarde (incluant la sauvegarde accélérée et la sauvegarde financière accélérée),
 - redressement judiciaire,
 - liquidation judiciaire directe (les liquidations judiciaires subséquentes à une sauvegarde ou un redressement judiciaire n'ont pas été comptabilisées comme de nouvelles procédures).

L'équipe Restructuring Services



Christophe Guerner
Directeur

Mauritia Foujols
Directeur

Sandrine Gril-Prats
Associée

Jean-Pascal Beauchamp
Associé

Gilles Willot
Directeur

Laurent Jehanne
Directeur

Altares



Charles Battista
Directeur de la Communication
et des Relations Externes



Thierry Millon
Responsable des études

Nous souhaitons notamment remercier les experts qui nous ont apporté leur support dans la réalisation de cette étude :

Monsieur Bernard Cohen-Hadad, Président de la CPME Paris Ile-de-France et Président de la Commission Financement de la CPME,

Monsieur Nicolas de Germay, Président de l'Association des investisseurs en retournement,

Monsieur Louis Margueritte, Secrétaire général du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et

Monsieur Félix Blossier, Rapporteur au CIRI | Direction générale du Trésor,

Monsieur Bruno Nivière, Président du Tribunal de Commerce de Marseille,

Maître Christophe Thevenot, administrateur judiciaire, Président du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ) et **Monsieur Romain Eyssautier**, Chargé d'études statistiques de l'Observatoire économique du CNAJMJ,

Madame Aruna Soogrim, responsable de l'OCED (Observatoire consulaire des entreprises en difficulté),

l'OCED (Observatoire consulaire des entreprises en difficulté) pour les statistiques relatives aux entreprises en Ile-de-France,

Les secrétariats de Présidence et greffes des tribunaux de commerce d'Aix-en-Provence, de Lille, Lyon, Montpellier, Nanterre, Nice, Orléans, Rennes, Toulouse et la Région Ile-de-France pour la communication de statistiques relatives à leur activité en matière de procédures amiables,

ainsi que **Christophe Guerner**, **Maxime Levrouw**, **Vincent Magot-Cuvrû**, **Fei Wang** et **Florence Sunder** (Deloitte Restructuring Services) pour leur contribution.

Editorial : une fin de cycle ?

Les résultats pour l'année 2018, en termes de défaillances d'entreprises et d'emplois concernés, apparaissent en ligne avec les exercices baissiers précédents, confortant une situation d'embellie économique retrouvée et nous éloignant des pics enregistrés lors de l'année 2013.

En effet, l'année 2018 se caractérise par un total de 54 627 procédures judiciaires ouvertes (SVG, RJ et LJ) avec environ 165 675 emplois concernés par celles-ci.

Le constat est rassurant, car les tendances baissières enregistrées sur les années précédentes se maintiennent, même si un certain ralentissement est constaté.

Les seuils atteints à fin 2018 apparaissent au plus bas

et correspondent à ceux enregistrés il y a plus de 10 années.

En effet, comparées à 2017, les données quantitatives apparaissent favorables avec :

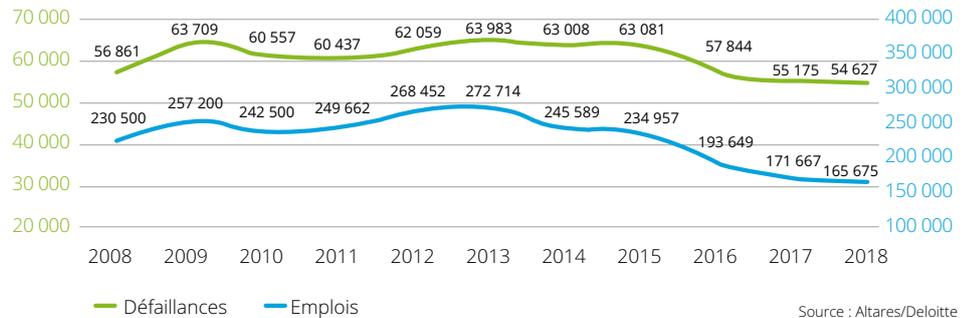
- une baisse d'environ 3 % des emplois concernés vs 2017 ; et
- une baisse de 1% des procédures ouvertes vs 2017 (soit 548 procédures en moins).

La même tendance baissière est constatée au niveau des procédures amiables

(mandat *ad hoc* et conciliation) ouvertes en 2018 :
Ainsi, le CNAJMJ fait état d'une baisse nationale de 2% des procédures ouvertes par rapport à 2017 (soit 3 599 procédures ouvertes) avec un nombre d'emplois concernés (soit 85 829 emplois) en baisse de 16% par rapport à l'année précédente. Cette baisse, en nombre, est variable selon les tribunaux : certains, tel celui de Nanterre enregistrant une baisse sensible de ses procédures amiables alors que celui de Marseille connaît une augmentation sur l'année avec une accélération marquée du nombre de demandes d'ouvertures sur le deuxième semestre 2018. Nous rappelons que notre étude retient seulement le nombre de procédures ouvertes, sans préjuger de la taille des sociétés.

Ce constat, rassurant de prime abord, n'est-il pas en fait un constat en trompe-

Evolution des défaillances et des emplois menacés sur la période 2008-2018



Source : Altares/Deloitte

l'œil car l'analyse des données intra-annuelle permet de mettre en lumière **une tendance différente, plus inquiétante, au regard des procédures judiciaires.**

En effet, si le nombre de procédures judiciaires ouvertes suit une courbe faiblement baissière sur l'année entière, celle-ci s'inverse depuis juin 2018 et remonte de manière régulière depuis cette date. Les données enregistrées sur le T4 2018 reviennent à celles du T4 2016.

A y regarder de plus près, cette tendance d'inversion des courbes se confirme de manière plus marquée pour les entreprises de plus de 20 salariés. Rappelons que, sur la totalité des 54 627 défaillances enregistrées en 2018, seules 1 284 entreprises de plus de 20 salariés ont fait l'objet d'une défaillance, représentant ainsi 2% du total des défaillances. Ce segment d'entreprises est incontournable car il concentre environ 62 800 employés menacés, soit 38% des salariés concernés par les défaillances.

Et ce segment enregistre une hausse de 2% des défaillances en nombre d'entreprises. En nombre d'emplois concernés, la hausse enregistrée ressort à environ 9%.

La même tendance de hausse des procédures judiciaires s'applique également pour les entreprises de plus de 7,5M€ de CA pour 2018.

En revanche, concernant les procédures amiables, la tendance baissière constatée au niveau annuel (source CNAJMJ) ne masque pas d'inversion de tendance intra-annuelle en nombre de procédures ouvertes, toutes tailles confondues. La question se pose de savoir si une analyse similaire par tranche de CA et/ou d'effectif aurait permis d'infirmer ou de confirmer la tendance observée sur les procédures judiciaires.

L'échantillon des 17 tribunaux interrogés par nos soins fait apparaître, quant à lui, une hausse à prendre en compte de 15%.

Une fin de cycle ?

En termes de secteurs, les données analysées mettent particulièrement en lumière les difficultés rencontrées par un certain nombre d'activités qui connaissent une forte hausse par rapport à 2017 : il s'agit notamment des activités de services aux entreprises, de transports et logistiques, celles liées aux industries agroalimentaires ainsi qu'aux activités de commerce et de réparation automobile, outre celles liées à l'enseignement.

Il convient également de retenir le poids, en nombre, de certaines industries dans le total des défaillances, indépendamment de leur variation annuelle : les secteurs de la construction, du commerce (de gros et de détail), de l'hébergement, restauration et débits de boissons, de l'industrie hors agroalimentaire peuvent ainsi être cités.

Différents praticiens interrogés sur les secteurs en difficulté en 2018 ont mis en avant le secteur du retail (commerce de détail textile, jouets, ameublement...) en soulignant l'impact du mouvement des « gilets jaunes ».

Evolution des taux directeurs depuis janvier 1999



Source : Site BCE et fedprimerate

Les données analysées ne permettent pas de confirmer cette causalité sur 2018. Il est patent que ce mouvement a servi de catalyseur pour accentuer les difficultés d'entreprises en difficulté ou récemment restructurées et dont les fêtes de décembre et les soldes de janvier

constituaient un pic de revenus et de trésorerie attendu et indispensable. Les effets préjudiciables à la fois en termes de manque à gagner et de besoin de financement se ressentiront au cours du premier semestre 2019.

Les conséquences en termes de confiance et de moral des chefs d'entreprise hexagonaux et plus largement d'image vis-à-vis de la communauté internationale, bien que difficiles à appréhender, auront indéniablement un impact défavorable en 2019.

C'est dans ce contexte qu'il convient de s'interroger sur le caractère conjoncturel ou structurel de la tendance à la remontée des défaillances depuis juin 2018.

Avec un moral positif à fin 2018 des chefs d'entreprise français, une accélération sensible du nombre de créations d'entreprises (+17% versus 2017), un maintien d'une politique accommodante des banques centrales en termes de taux directeurs, un accès au crédit facilité et un environnement du droit du travail rendu plus lisible et moins risqué grâce aux ordonnances Macron, les entreprises françaises doivent cependant faire face à de nouveaux enjeux économiques et de marché pour se réinventer, notamment en termes de digitalisation.

Et dans un contexte de ralentissement de la croissance, de nombreux signaux faibles commencent à être perçus par les praticiens du Restructuring, les investisseurs et les prêteurs.

Ainsi, d'un point de vue concurrentiel, les entreprises françaises assistent souvent impuissantes aux gains de parts de marché par les GAFAs qui continuent d'ubériser à perte de nombreux secteurs.

Sur le plan géopolitique, de nombreuses incertitudes sont apparues, avec par exemple, l'occurrence de plus en plus

envisageable d'un *hard* Brexit, de contextes politiques compliqués et tendus en Allemagne et en Italie, des tensions sino-US liées aux droits de douane générant des conséquences en Europe, faisant peser une menace sur les secteurs automobiles et aéronautiques. L'échéance des élections européennes courant mai est également de nature à générer de l'attentisme de la part des entreprises jusqu'à cette date.

Sur le plan économique, l'année 2018 a consacré un boom, au niveau international et en France, des transactions d'entreprises, avec des valorisations hautes de moins en moins corrélées à la valeur intrinsèque des entreprises acquises, créant ainsi un effet de bulle. Si le service de la dette dépend déjà des performances de l'entreprise acquise, la valeur des taux d'intérêt, s'ils venaient à monter, aurait une conséquence immédiate sur la capacité de ce service. Et toutefois dans ce contexte, l'embellie économique des derniers exercices a rendu la pratique prudentielle des acteurs plus souple avec des *covenants* plus limités.

La combinaison de ces différents facteurs entre eux fait de 2019 et 2020 des années à forts enjeux pour les entreprises nationales et laisse à penser que nous sommes à la fin d'un cycle. Sur le plan de notre environnement légal français et européen, les règles du jeu en termes de traitement de l'insolvabilité sont en train de changer en profondeur, de nature à entraîner l'émergence d'un nouveau paradigme pour les entreprises en difficulté, les investisseurs, les créanciers et les praticiens du Restructuring :

- Ainsi, la promulgation courant 2019 de la loi Pacte simplifiera le quotidien des PME pour les rendre plus compétitives. La loi permettra notamment un rebond facilité du chef d'entreprise défaillant en réduisant les délais et les coûts de la procédure de liquidation judiciaire

simplifiée et en promouvant une véritable culture de la deuxième chance. Il s'agit d'un pas en avant important et notre législateur s'inscrit ici en amont des avancées du droit européen de l'insolvabilité.

- Autre chantier important, celui de la réforme engagée du droit des sûretés. Cette réforme vise à modifier notamment le cautionnement, les sûretés réelles et le régime de ces dernières dans le cadre d'une procédure collective. Elle entraînera ainsi un repositionnement de l'équilibre entre le débiteur et le créancier dans le traitement de nos procédures amiables et collectives.
- C'est aussi l'un des objectifs de la directive du Parlement européen et du Conseil relative aux cadres de restructurations préventifs, à la seconde chance et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures de restructuration, d'insolvabilité et d'apurement. Sa transposition dans notre droit interne est prévue dans le courant du premier semestre 2019 et son application devrait voir le jour dans les deux années qui suivent. Parmi ses objectifs figure la volonté au niveau européen de lever les incertitudes et les freins liés aux règles actuelles en matière d'insolvabilité pour les investissements transfrontières. Une volonté d'harmonisation du droit de l'insolvabilité entre les pays membres, avec une convergence accrue des procédures préventives et de restructuration apparaît indispensable pour garantir une meilleure sécurité juridique pour les investisseurs transfrontières tout en permettant une approche et un traitement précoce des entreprises viables en difficulté financière.

Rappelons que notre boîte à outils hexagonale est déjà l'une des mieux équipées au niveau européen en

matière préventive. Gageons que la richesse de nos outils, renforcée par un environnement juridique en cours de mutation, permettra à nos praticiens Restructuring dans une année 2019 à forts enjeux économiques de proposer le plus en amont possible aux entreprises viables en difficulté les options de retournement les plus pérennes.

Bonne lecture,

Jean-Pascal Beauchamp

Associé responsable de l'activité Restructuring financier



Ce qu'ils en pensent...

Différents professionnels ont été interrogés sur la situation économique des entreprises en 2018, sur les perspectives économiques, financières et juridiques de 2019 et plus largement sur l'ensemble des facteurs qui pourraient influencer l'évolution des défaillances au cours des années à venir :

Le contexte du point de vue des entrepreneurs



Bernard Cohen Hadad, Président de la CPME Paris – Ile-de-France, considère que la hausse du nombre de défaillances constatées à compter du deuxième semestre 2018 pourrait être considérée

comme un réajustement économique et non une tendance de fond.

Ainsi, il n'y a pas d'indice fort dans l'environnement économique, français ou européen, permettant de présager d'une véritable hausse structurelle des défaillances. En effet, ces défaillances peuvent être liées à des entreprises, parfois en fin de course ou dont les difficultés déjà prégnantes ont pu être renforcées par la perte de certains marchés.

De manière générale, la situation reste positive pour les chefs d'entreprise dont le moral tend au beau fixe. Les enjeux des entreprises sont plus tournés actuellement vers l'identification de compétences, l'innovation, le renforcement du passage au numérique, la cybersécurité ou la nécessité de maintenir un niveau de CAPEX suffisant dans un environnement économique en mutation par exemple. Il constate l'absence de durcissement du crédit, la mise en place attendue et sans heurts des ordonnances Travail, du prélèvement à la source et des primes Macron pour les entreprises.

Le sujet du financement des investissements dans l'immatériel reste présent pour les PME. Le recours à l'emprunt reste limité du fait des besoins de garantie à soumettre sur cette typologie d'investissements. Il souligne le rôle joué par BPI France pour faciliter la mise en place de ces garanties.

Seules les incertitudes liées à l'effet « gilets jaunes » amènent à s'interroger sur un impact préjudiciable pour les PME, notamment pour celles dans le domaine du retail, de la distribution ou de la logistique.

Enfin, une crainte est évoquée liée à un potentiel risque systémique relatif au financement des grandes entreprises sur les marchés internationaux et pour lesquelles l'endettement pourrait dépasser leurs fonds propres. L'occurrence d'une rupture de marché ou d'une augmentation des taux pourrait provoquer des difficultés de remboursement et, par voie de conséquence, une nouvelle crise. A cet égard, il souligne le comportement plus responsable dans leurs engagements des PME.

Un effet « gilets jaunes » ?



Concernant les perspectives et l'année 2019, **Nicolas de Germay**, Président de l'AIR, considère que le mouvement des « gilets jaunes » est avant tout une crise morale. Les principales victimes de ce mouvement devraient être les PME et en particulier celles évoluant dans l'activité du commerce de détail.



Selon **Bruno Nivière**, Président du Tribunal de Commerce de Marseille, l'impact des manifestations des « gilets jaunes » sur le retail ne s'est pas fait encore sentir d'autant que les entreprises ont commencé par solliciter des moratoires, notamment auprès du Trésor public et de l'URSSAF. Par ailleurs, le conseil régional a annoncé des mesures d'aides pour les commerçants pénalisés par le mouvement. En effet, un fonds de solidarité de 2 M€ a été créé pour épauler les TPE impactées. Les aides prendront la forme de subventions allant de 1 000€ à 6 500€ en fonction de la perte de CA estimé.

Impact du Brexit



Nicolas de Germay, Président de l'AIR, estime que le Brexit ne devrait pas avoir un impact majeur en France si ce n'est dans certains secteurs d'activité comme le commerce international. Il devrait avoir un impact négatif surtout pour le Royaume-Uni.



Au niveau international, **Bernard Cohen Hadad**, Président de la CPME Paris Ile-de-France, ne voit pas dans le Brexit une véritable menace pour les entreprises françaises. Ce marché deviendra certes plus compliqué à conquérir. Malgré une incertitude sur ce sujet qui reste prégnante, les entreprises concernées se sont préparées en amont. Cette transition pourrait être plus difficile pour les PME qui n'auront pas pu anticiper les changements.

La Loi Pacte et la transposition de la directive européenne



Louis Margueritte, secrétaire général du CIRI, et Félix Blossier, rapporteur, ont évoqué parmi les axes importants de 2019 :

- la promulgation d'ici la fin du premier semestre 2019 de la loi Pacte ;
- la réforme du droit des sûretés pour laquelle une consultation de place auprès des praticiens du Restructuring va être mise en place ; et
- la transposition de la directive du Parlement européen et du Conseil.

Le CIRI souhaite s'impliquer dans la transposition de la directive qui soulèvera notamment sur le plan de la pratique la question de l'avenir des plans à 10 ans compte tenu de l'implémentation de classes de créanciers et l'utilisation d'un outil d'application forcée interclasses (*cross class cram down*).



Bruno Nivière, Président du Tribunal de Commerce de Marseille, réagit concernant la loi Pacte sur le rehaussement des seuils d'audit, lequel va limiter la détection des entreprises en

difficulté car il y aura mécaniquement moins de procédures d'alerte déclenchées sur les sociétés de taille peu significative. Or, les procédures d'alerte sont très souvent à l'origine des procédures de prévention très efficaces que sont la conciliation et le mandat *ad hoc*.



Pour **Christophe Thevenot**, Président du CNAJMJ, deux sujets devraient animer l'actualité du Restructuring et impacter les pratiques en 2019 :

• le vote de la loi Pacte au printemps qui poursuit un objectif de facilitation du rebond des chefs d'entreprise en difficulté ; et

- les ordonnances « sûretés » et de transposition de la directive européenne qui devraient soulever des questions fondamentales pour la communauté des professionnels de la restructuration et notamment autour de la question de la place du créancier dans nos procédures par rapport aux procédures des autres pays européens. Le CNAJMJ constate que le rééquilibrage de nos procédures sur celles des autres pays européens, Royaume-Uni et Allemagne en tête, se poursuit.

Cette démarche pourrait s'effectuer avec deux mécanismes :

- l'évolution éventuelle de la structure de l'article 1 de la loi sur l'insolvabilité ;
- l'introduction de davantage de classes de créanciers avec de nouvelles règles qui vont s'imposer à celles-ci (mise en place d'un principe d'application forcée interclasses appelé *cross class cram down*. Ces changements devraient intervenir dans les 12 à 24 mois).

La directive devrait aborder le sujet du statut des professionnels et de leur mode de rémunération. La rémunération devrait inciter les professionnels à être diligents et efficaces.

Tonalité de l'année 2019



Pour **Christophe Thevenot**, Président du CNAJMJ, l'année 2019 devrait être une année intense pour les professionnels de la restructuration. Il souligne d'ailleurs que cette tendance s'est fait ressentir

dès les premières semaines de l'année.

Pour faire face à cette hausse des défaillances, le CNAJMJ constate déjà les efforts de l'Administration avec notamment un allongement de la durée des moratoires CCSF et une démarche positive et bienveillante d'accompagnement des entreprises en difficulté notamment par le CIRI.



Nicolas de Germay, Président de l'AIR, relève une baisse des carnets de commandes, parfois de façon significative dans certains secteurs, notamment dans l'industrie des biens de

consommation.

L'année 2019 devrait être une année compliquée pour les entreprises bien qu'aidées par les politiques de soutien et notamment le maintien de taux d'intérêt accommodants. Cela pose la question des potentiels leviers supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour relancer l'économie dans le cas d'une crise plus significative que prévue...



Pour **Louis Margueritte**, secrétaire général du CIRI, concernant les perspectives 2019, il est encore tôt pour établir une tendance de fond. L'effet « gilets jaunes » ne s'est pas encore

fait pleinement ressentir même si des effets ont déjà été ressentis sur des sociétés déjà fragilisées par leurs difficultés en 2018. D'autre part, le « mur du LBO » attendu n'a pas encore été rencontré à date.



Bruno Nivière, Président du Tribunal de Commerce de Marseille, souligne que l'année 2018 n'a pas été marquée par l'impact de dossiers très significatifs.

Aucune hausse sensible du nombre d'ouvertures de procédures ne s'est fait ressentir depuis le début de l'année 2019. De même, *a priori*, un éventuel impact du Brexit ne s'est pas fait ressentir à date dans les tribunaux de la région.

Les procédures amiables

Focus sur l'échantillon Deloitte

Sur notre échantillon de 17 tribunaux*, le nombre de procédures amiables ouvertes en 2018 est au plus haut niveau de ces 5 dernières années à 1 190 procédures ouvertes. Cette hausse concerne en premier lieu les mandats ad hoc (+22% vs 2017) et dans une moindre mesure les procédures de conciliation (+8% vs 2017).

Le nombre d'ouvertures de procédures amiables est en hausse de 15% par rapport à 2017 sur notre échantillon avec un recours plus important au mandat *ad hoc* (605 procédures, soit 51% des procédures amiables) plutôt qu'à la conciliation (585 procédures, soit 49% des procédures amiables).

Le nombre d'ouvertures de mandats ad hoc est en forte hausse (+22%) par rapport à 2017 avec 108 procédures supplémentaires. Cette hausse est portée par les tribunaux de Lyon (+54 mandats) et Rennes (+26 mandats).

Procédures amiables - Evolution sur l'échantillon Deloitte de 17 tribunaux

	2014	2015	2016	2017	2018	v.18/17	part 18
Aix-en-Provence	36	27	23	13	23	77%	4%
Lille	31	17	16	26	36	38%	6%
Lyon	31	65	30	55	109	98%	18%
Montpellier	8	11	11	6	30	400%	5%
Nanterre	37	31	33	29	19	(34%)	3%
Nice	-	47	63	51	47	(8%)	8%
Orléans	27	10	23	14	27	93%	4%
Paris + IDF*	262	219	244	247	238	(4%)	39%
Rennes	14	13	15	10	36	260%	6%
Toulouse	51	46	40	46	40	(13%)	7%
Mandats ad hoc	497	486	498	497	605	22%	51%
Aix-en-Provence	12	21	20	22	26	18%	4%
Lille	26	29	17	18	18	-	3%
Lyon	83	62	102	119	105	(12%)	18%
Montpellier	3	8	10	5	20	300%	3%
Nanterre	46	47	45	26	25	(4%)	4%
Nice	6	2	17	14	30	114%	5%
Orléans	14	6	46	21	13	(38%)	2%
Paris + IDF*	231	272	310	257	283	10%	48%
Rennes	25	19	13	26	37	42%	6%
Toulouse	18	24	35	34	28	(18%)	5%
Conciliations	464	490	615	542	585	8%	49%
Total	961	976	1 113	1 039	1 190	15%	100%

Note : (*) Inclut les données des tribunaux de commerce de Paris, Bobigny, Créteil, Melun, Evry, Pontoise et, depuis le 1^{er} octobre 2013, Versailles et Meaux.

Les tribunaux mentionnés en gras sont les tribunaux spécialisés instaurés par la loi du 6 août 2015.

Source : Tribunaux de commerce

* Les 17 tribunaux composant notre échantillon incluent les tribunaux spécialisés de Bobigny, Evry, Lyon, Montpellier, Nanterre, Nice, Orléans, Paris, Rennes et Toulouse ainsi que les tribunaux d'Aix-en-Provence, de Créteil, Lille, Meaux, Melun, Pontoise et Versailles.

Le nombre d'ouvertures de procédures de conciliation est en hausse (+8% par rapport à 2017 (+43 procédures)).

Données nationales (CNAJMJ)

Cette hausse des procédures amiables constatée sur notre échantillon n'est pas confirmée au niveau national par le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ).

Au niveau national, les données communiquées par l'Observatoire économique du CNAJMJ sont présentées sur 3 ans. La méthode de comptabilisation des procédures a été modifiée par rapport à l'étude 2018 entraînant une variation des données à la baisse tant en termes d'emplois que de procédures.

On observe ainsi 3 599 procédures amiables en 2018, dont 70% de mandats ad hoc. Cela représente une baisse de 2% des procédures par rapport à 2017.

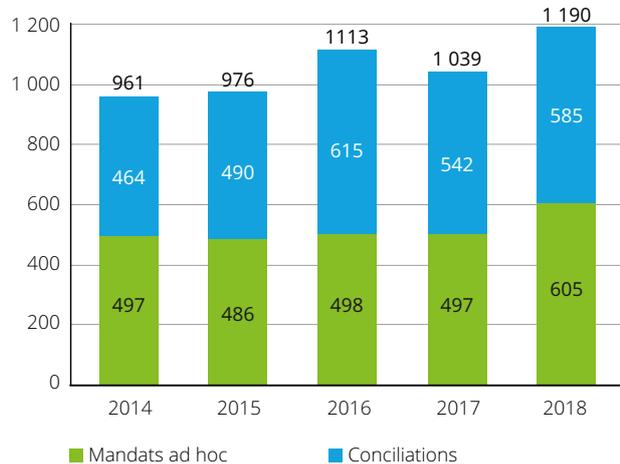
D'autre part, le nombre d'emplois concernés continue de décroître à 85 829 emplois en 2018 (soit -16% par rapport à 2017) dont 62% sont concernés par des procédures de conciliation.

Sur la période de 2016 à 2018, la baisse des procédures amiables apparaît mesurée (-5%), alors que la baisse des emplois concernés apparaît plus sensible (-56%).

Il est intéressant de constater que, sur notre échantillon des 17 principaux tribunaux de commerce, le rapport mandats *ad hoc*/conciliations est de 51%/49%, alors que celui constaté par le CNAJMJ sur le plan national est de 70%/30%.

Procédures amiables (2016-2018) - Echantillon Deloitte

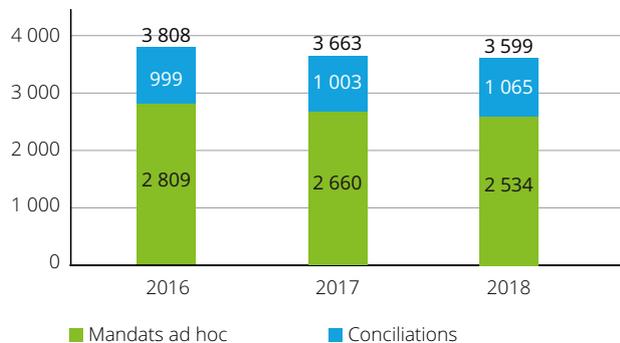
Evolution sur un échantillon de 17 tribunaux



Source : Altares/Deloitte

Procédures amiables (2016-2018) au niveau national

Données CNAJMJ



Source : Altares/Deloitte

Emplois menacés (2016-2018)

Données CNAJMJ



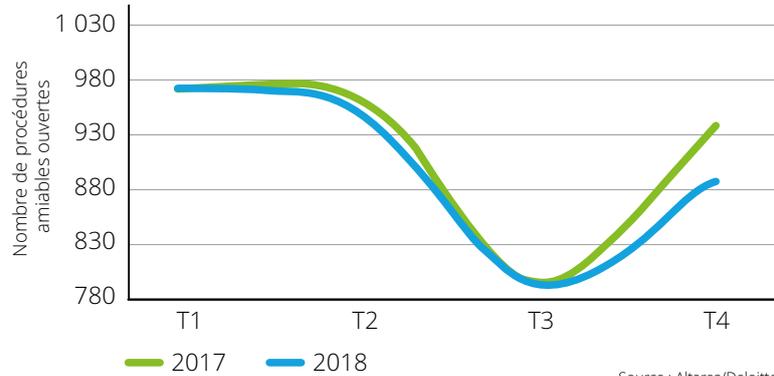
Source : Altares/Deloitte

Par ailleurs, la tendance intraannuelle des ouvertures de procédures amiables reste stable par rapport à l'année passée jusqu'au 3^e trimestre. Le 4^e trimestre 2018 apparaît en baisse par rapport à 2017 de 50 procédures.

Nous verrons plus loin dans l'étude que cette tendance baissière des procédures amiables est différente de la tendance haussière constatée pour les procédures judiciaires sur le 4^e trimestre 2018.

Nombre de procédures amiables ouvertes par trimestre 2017 vs 2018

Données CNAJMJ



Pour **Louis Margueritte**, secrétaire général du CIRI, l'année 2018 a été dense avec 42 nouveaux dossiers

(environ 70 000 emplois concernés), contre 28 nouveaux dossiers en 2017. Les dossiers traités représentent essentiellement des sociétés françaises dans lesquelles interviennent des créanciers internationaux sans pour autant que des procédures d'insolvabilité européenne aient été mises en place.

Pour mémoire, le CIRI est une équipe composée de 5 rapporteurs (dont une secrétaire générale adjointe) et de deux assistantes. Chaque rapporteur a entre 10 et 20 dossiers sous sa responsabilité.

Les crédits budgétaires alloués pour l'année 2019 (prêts FDES et CODEFI) sont en baisse pour s'établir à 50 M€ (vs 100 M€ en 2018).



Bruno Nivière, Président du tribunal de commerce de Marseille, second tribunal en nombre de juges en France nous indique que dans le cadre des procédures amiables (entretien, MAH et conciliation), 416 procédures ont été

ouvertes (contre 321 en 2017), dont 198 avant le 30 juin 2018. Ces 416 procédures sont composées de :

- 255 entretiens de prévention dont 141 avant le 30 juin 2018 ;
- 58 MAH dont 23 avant le 30 juin 2018 ;
- 103 procédures de conciliation dont 34 avant le 30 juin 2018.

Sur la partie amiable, on constate donc une hausse des procédures (mandats ad hoc et conciliations) sur le second semestre 2018, dont une véritable accélération pour les conciliations (+ 202% par rapport au 1^{er} semestre 2018).

En revanche, le nombre d'emplois concernés par les procédures amiables (mandats ad hoc et conciliations) est en baisse, passant de 19 249 en 2017 à 16 127 en 2018.

Les procédures judiciaires

Entreprises et emplois menacés

2018 marque une nouvelle baisse du nombre total des défaillances d'entreprises en France (-1% vs 2017)...

Avec 54 627 défaillances d'entreprises, l'année 2018 se maintient sous la barre des 60 000 défaillances pour la troisième année consécutive, avec une baisse de 13,9% par rapport à 2015.

Les trois différentes procédures judiciaires ont connu une diminution du nombre d'ouvertures, avec une baisse significative des sauvegardes (-11%, soit -130 procédures) et dans une moindre mesure des redressements judiciaires (-1%, soit -113 procédures) et des liquidations judiciaires (-1%, soit -305 procédures).

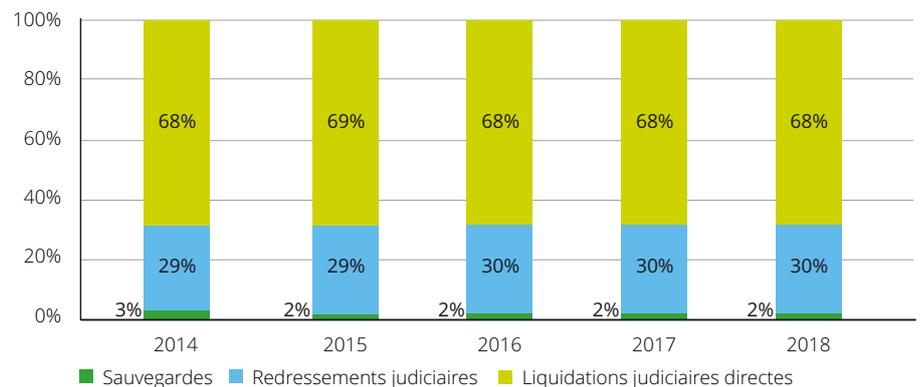
La part de chaque procédure collective dans le nombre total des défaillances reste dans les mêmes proportions que ces dernières années, avec 30% de redressements judiciaires, 2% de sauvegardes et 68% de liquidations judiciaires.

Ouvertures de procédures collectives (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2014	2015	2016	2017	2018	vs 18/17	part 17	part 18
Sauvegardes	1 647	1 543	1 293	1 184	1 054	(11%)	2%	2%
Redressements judiciaires	18 205	18 494	17 288	16 472	16 359	(1%)	30%	30%
Liquidations judiciaires directes	43 156	43 385	39 263	37 519	37 214	(1%)	68%	68%
Total (entreprises)	63 008	63 422	57 844	55 175	54 627	(1%)	100%	100%
Sauvegardes	20 771	21 066	13 453	9 725	9 205	(5%)	6%	6%
Redressements judiciaires	117 740	106 180	87 615	76 402	76 321	(0%)	45%	46%
Liquidations judiciaires directes	107 078	107 711	92 581	85 540	80 149	(6%)	50%	48%
Total (emplois menacés)	245 589	234 957	193 649	171 667	165 675	(3%)	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives (2014-2018)



Source : Altares/Deloitte

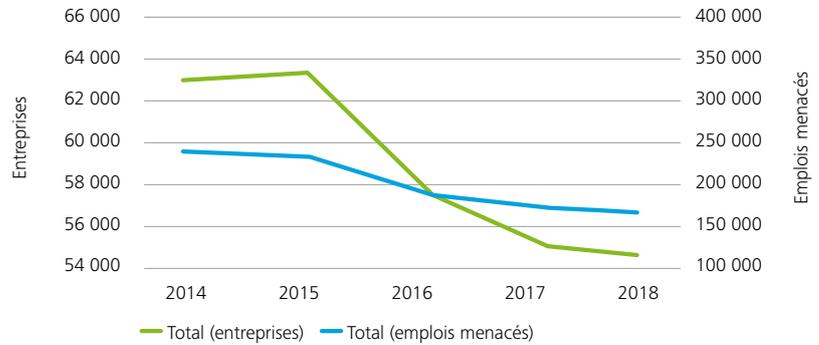
... accompagnée comme en 2017 d'une diminution du nombre d'emplois menacés (-3% vs 2017), cette diminution apparaissant plus mesurée.

La diminution du nombre de défaillances s'accompagne d'une baisse du nombre d'emplois menacés de 3% par rapport à 2017, passant de 171 667 à 165 675.

Les procédures avec une période d'observation concernent la part majoritaire des emplois menacés (85 526 emplois, soit 52% du total), tandis que les liquidations judiciaires, qui représentent 68% des procédures ouvertes, concernent 80 149 emplois menacés, soit 48%.

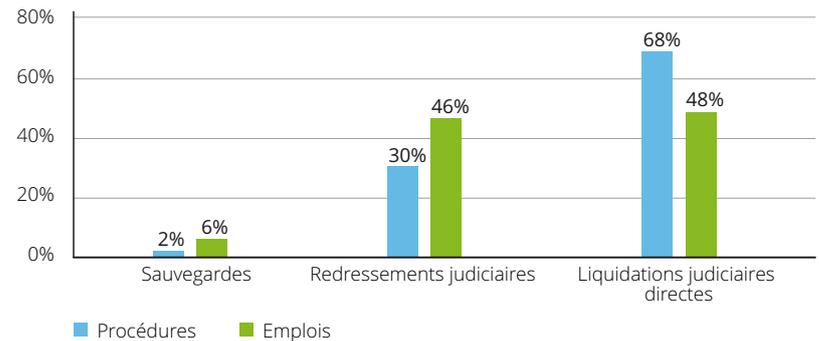
Le taux moyen d'emplois menacés par les procédures ouvertes continue de décroître et passe de 3,1 en 2017 à 3,0 en 2018, soit une baisse de 0,1 pt sur 1 an et de 0,7 pt sur 4 ans.

Evolution des défaillances (en nombre d'entreprises et en nombre d'emplois menacés)



Source : Altares/Deloitte

Répartition des défaillances et des emplois menacés selon la procédure en 2018



Source : Altares/Deloitte



Nicolas de Germy, Président de l'AIR, dresse un bilan contrasté de l'exercice 2018. En effet, s'il constate un nombre plus faible de défaillances sur l'exercice, il note que celles-ci apparaissent beaucoup plus complexes. Cet effet se traduit pour les investisseurs en retournement par un nombre de dossiers avec un potentiel de retournement plus faible en 2018. Selon lui, les procédures amiables ou judiciaires sont déclenchées de plus en plus tardivement et souvent avec un choix de procédures en décalage avec la réalité économique des sociétés concernées (mise en place de procédures amiables pour des entreprises qui pourraient ou devraient entrer en procédures collectives).



Bruno Nivière, Président du Tribunal de Commerce de Marseille, enregistre une baisse de 18% du nombre de défaillances en 2018 pour son tribunal. Ce chiffre peut être réduit à 8,3% en retraitant le dossier Maranatha qui a engendré à lui seul environ 150 procédures en 2017. Par ailleurs, il relève une baisse constante du nombre de procédures sur l'année entière, contrairement à l'effet constaté au niveau national d'augmentation des procédures sur le deuxième semestre 2018. Et de préciser que, pour 963 procédures ouvertes sur 12 mois, 499 l'ont été avant le 30 juin.

Les procédures judiciaires

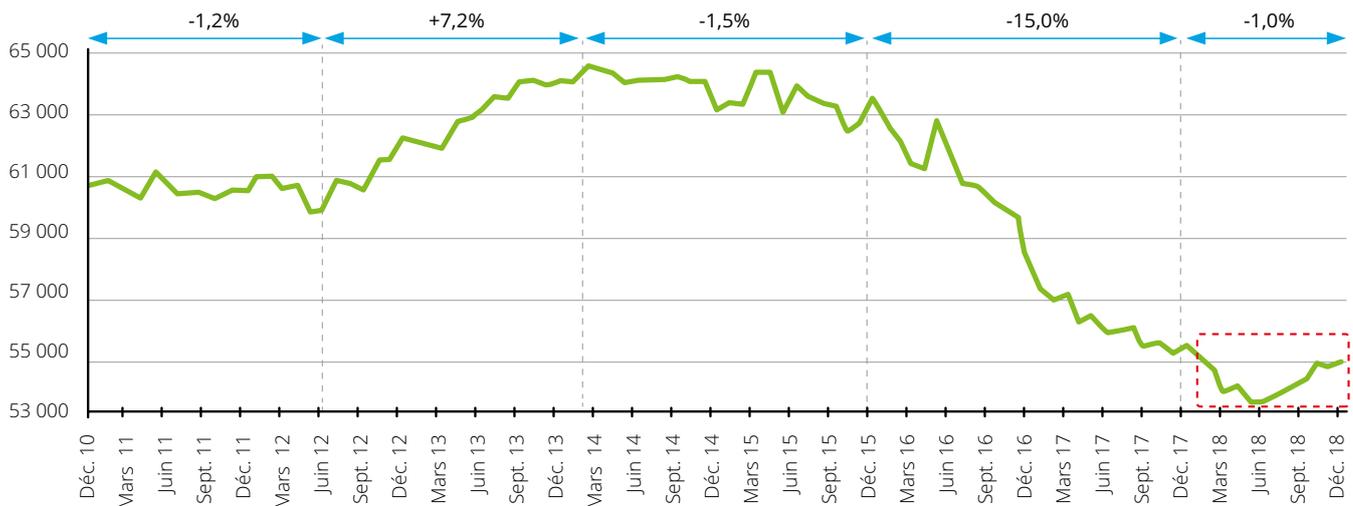
Evolution mensuelle sur 8 ans

L'année 2018 est marquée par une inversion de la tendance baissière constatée depuis février 2014 sur 12 mois glissants. Le point d'inflexion se trouve en juin 2018.

La baisse constatée (sur 12 mois glissants) depuis février 2014 s'est poursuivie jusqu'en juin 2018. A partir de juin 2018, une hausse de 2,6% du nombre de défaillances est constatée jusqu'à la fin de l'année 2018 sur 12 mois glissants.

Elle retrouve en décembre 2018 le niveau atteint en janvier/février 2018.

Evolution mensuelle des défaillances depuis décembre 2010 (sauvegardes, RJ et LJ sur 12 mois glissants)



Source : Altares/Deloitte



Christophe Thevenot, Président du CNAJMJ, nous indique qu'une tendance haussière du nombre d'ouvertures de procédures à compter du deuxième semestre 2018 a été ressentie par les AJ/MJ à travers l'ensemble du territoire.

Cette tendance concerne plusieurs secteurs d'activité mais, selon Christophe Thevenot, le secteur du commerce de détail a été particulièrement impacté, et ce avant même le début du mouvement des « gilets jaunes ».

Les procédures judiciaires

Evolution par trimestre

Le nombre total de défaillances diminué de 1% au niveau national par rapport à 2017.

Cette variation de -1% est toutefois la résultante de deux tendances contrastées entre le premier semestre 2018 (en baisse) et le second semestre 2018 (en hausse).

La baisse des défaillances sur le premier semestre 2018 (vs le premier semestre 2017) masque également une inversion de cette tendance qui s'opère à compter de juin 2018.

En effet, sur le premier semestre 2018, le nombre de procédures ouvertes diminué de 1 852 procédures par rapport à la même période en 2017.

En revanche, le deuxième semestre 2018 est marqué par une hausse du nombre global d'ouvertures de procédures de 1 304 procédures. Cette hausse du nombre d'ouvertures de procédures est principalement portée par les redressements judiciaires et les liquidations judiciaires.

Au cours du T4 2018, le niveau de procédures ouvertes est supérieur au niveau de procédures ouvertes au T4 2016 mais en deçà du niveau du T4 2015 (soit 15 914 procédures).

Evolution par trimestre du nombre de défaillances

	2017				Total
	T1	T2	T3	T4	
RJ	4 639	4 289	3 211	4 333	16 472
LJ	11 008	9 390	7 514	9 607	37 519
Sauvegardes	363	319	224	278	1 184
Total	16 010	13 998	10 949	14 218	55 175

Source : Altares

	2018				Total
	T1	T2	T3	T4	
RJ	4 156	4 066	3 606	4 531	16 359
LJ	10 113	9 273	7 834	9 994	37 214
Sauvegardes	283	265	216	290	1 054
Total	14 552	13 604	11 656	14 815	54 627

Source : Altares

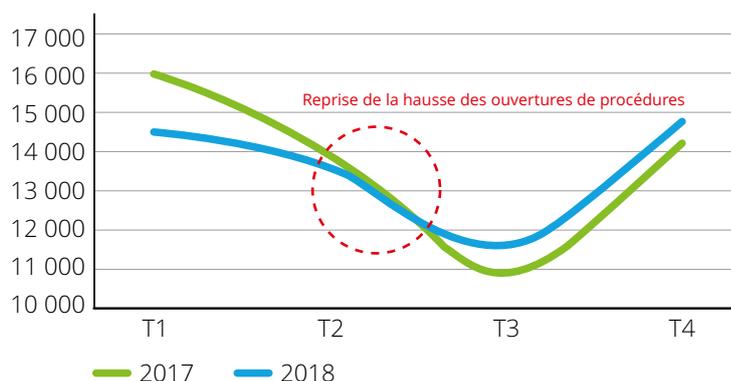
	Variation 2017 vs 2018 (valeur)				Total
	T1	T2	T3	T4	
RJ	(483)	(223)	395	198	(113)
LJ	(895)	(117)	320	387	(305)
Sauvegardes	(80)	(54)	(8)	12	(130)
Total	(1 458)	(394)	707	597	(548)

Source : Altares

	Variation (%)				Total
	T1	T2	T3	T4	
RJ	(10%)	(5%)	12%	5%	(1%)
LJ	(8%)	(1%)	4%	4%	(1%)
Sauvegardes	(22%)	(17%)	(4%)	4%	(11%)
Total	(9%)	(3%)	6%	4%	(1%)

Source : Altares

Nombre de procédures ouvertes par trimestre 2017 vs 2018



Le nombre total d'emplois menacés diminue de 3% au niveau national par rapport à 2017.

Cette variation de -3% est toutefois la résultante de deux tendances contrastées entre les trois premiers trimestres de l'exercice 2018 (en baisse) et le dernier trimestre 2018 (en hausse).

La baisse du nombre d'emplois menacés sur les trois premiers trimestres 2018 (vs les trois premiers trimestres 2017) masque également une inversion de cette tendance qui s'opère sur le dernier trimestre de l'exercice.

En effet, le nombre d'emplois menacés diminue de 8 783 emplois sur les trois premiers trimestres 2018 par rapport à la même période en 2017.

En revanche, le dernier trimestre 2018 est marqué par une hausse du nombre d'emplois menacés de 2 791 emplois. Cette hausse du nombre d'ouvertures de procédures est principalement portée par les liquidations judiciaires et les procédures de sauvegardes.

Rappelons que dans le même temps, le nombre de procédures ouvertes commence à remonter dès juin 2018. Le dernier trimestre 2018 a donc été touché par davantage de procédures et davantage d'emplois menacés.

Evolution par trimestre du nombre d'emplois menacés

	2017				Total
	T1	T2	T3	T4	
RJ	19 983	20 649	14 842	20 928	76 402
LJ	24 196	22 356	18 534	20 454	85 540
Sauvegardes	2 467	2 788	2 202	2 268	9 725
Total	46 646	45 793	35 578	43 650	171 667

Source : Altares

	2018				Total
	T1	T2	T3	T4	
RJ	21 515	17 351	16 156	21 299	76 321
LJ	21 732	21 786	15 094	21 537	80 149
Sauvegardes	2 035	2 062	1 503	3 605	9 205
Total	45 282	41 199	32 753	46 441	165 675

Source : Altares

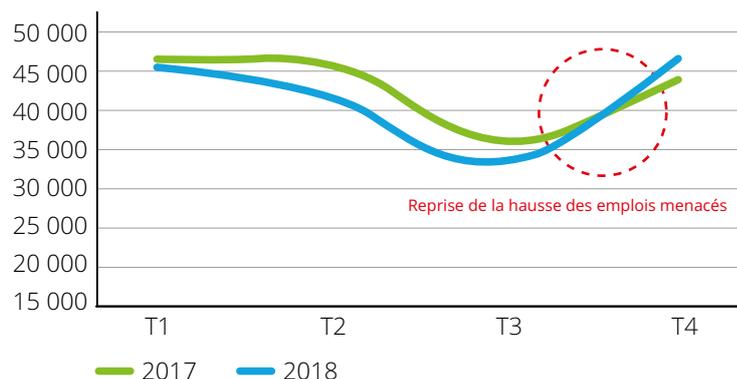
	Variation 2017 vs 2018 (valeur)				Total
	T1	T2	T3	T4	
RJ	1 532	(3 298)	1 314	371	(81)
LJ	(2 464)	(570)	(3 440)	1 083	(5 391)
Sauvegardes	(432)	(726)	(699)	1 337	(520)
Total	(1 364)	(4 594)	(2 825)	2 791	(5 992)

Source : Altares

	Variation (%)				Total
	T1	T2	T3	T4	
RJ	8%	(16%)	9%	2%	(0%)
LJ	(10%)	(3%)	(19%)	5%	(6%)
Sauvegardes	(18%)	(26%)	(32%)	59%	(5%)
Total	(3%)	(10%)	(8%)	6%	(3%)

Source : Altares

Nombre d'emplois menacés par trimestre 2017 vs 2018



Les procédures judiciaires

Les entreprises de plus de 20 salariés

La tendance globale annuelle (-1%) de baisse du nombre de procédures ouvertes ne s'applique pas aux entreprises de taille plus conséquente (plus de 20 salariés). Pour rappel, seulement 1 284 défaillances ont été enregistrées pour des entreprises de plus de 20 salariés en 2018, soit 2% du total de défaillances.

Le nombre total de défaillances augmente de 2% en 2018 pour les entreprises de plus de 20 salariés par rapport à 2017 avec près de 5 059 emplois menacés en plus.

Au total, nous pouvons ainsi compter 28 procédures de plus par rapport à 2017. Cette hausse des défaillances est portée par les ouvertures de redressement judiciaires (+22 ouvertures) et de liquidations judiciaires (+7 ouvertures) compensée par la baisse des sauvegardes (-1 ouverture).

De même, le nombre total d'emplois menacés, soit 62 786, augmente de 9% (soit 5 059 emplois) dans les entreprises de plus de 20 salariés du fait :

- des liquidations judiciaires ouvertes en 2018 qui ont concerné des entreprises de taille plus conséquente (+3 378 emplois menacés pour seulement 7 procédures de plus) ;
- de la hausse du nombre de RJ ouverts en 2018 dans des entreprises comptant légèrement plus de salariés en moyenne qu'en 2017 (+5% d'emplois menacés soit +1 875 emplois) ; et
- de la baisse des procédures de sauvegarde ouvertes en 2018 (-1%, soit 1 procédure) qui se traduit par une baisse des emplois menacés sur ce segment (-3%, soit -194 emplois).

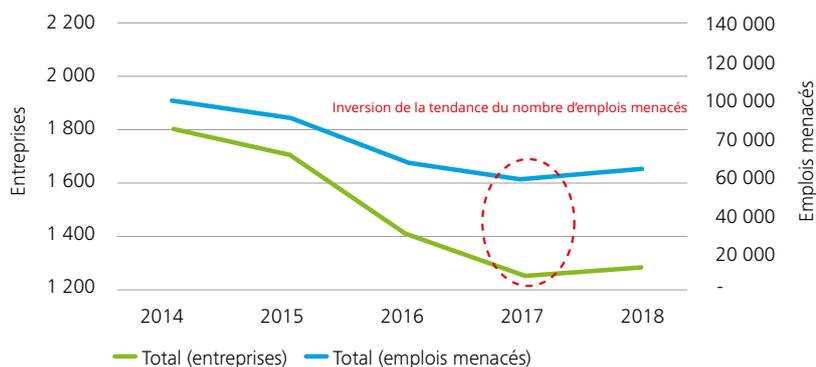
Ce nombre d'emplois marque une rupture avec la tendance baissière des emplois menacés constatée au cours des quatre années précédentes tout en restant néanmoins inférieur aux 67 209 emplois menacés en 2016.

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de plus de 20 salariés (en nombre de sociétés et d'emplois menacés)

	2014	2015	2016	2017	2018	vs 18/17	part 17	part 18
Sauvegardes	244	203	162	112	111	(1%)	9%	9%
Redressements judiciaires	1 049	971	823	726	748	3%	58%	58%
Liquidations judiciaires directes	503	526	421	418	425	2%	33%	33%
Total (entreprises)	1 796	1 700	1 406	1 256	1 284	2%	100%	100%
Sauvegardes	12 771	15 098	8 692	6 319	6 125	(3%)	11%	10%
Redressements judiciaires	65 596	54 497	43 904	38 410	40 285	5%	67%	64%
Liquidations judiciaires directes	20 256	19 988	14 613	12 998	16 376	26%	23%	26%
Total (emplois menacés)	98 623	89 583	67 209	57 727	62 786	9%	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

Evolution comparée du nombre de procédures au bénéfice d'entreprises de plus de 20 salariés et du nombre d'emplois menacés



La part des procédures au bénéfice d'entreprises de + de 20 salariés reste stable par rapport à 2017 et représente 2% du nombre total de procédures ouvertes en 2018 (54 627 proc.). Les emplois menacés relatifs à ces procédures représentent 38% des emplois menacés.

Le ratio du nombre de défaillances d'entreprises de + de 20 salariés par rapport au total de défaillances reste stable sur les cinq dernières années entre 2% et 3%.

Le ratio du nombre d'emplois menacés dans des entreprises de + de 20 salariés augmente à partir de 2018 à 38% (contre 34% en 2017) atteignant de nouveau le ratio de 2015. Cela signifie que les procédures ouvertes en 2018 concernent des entreprises de taille plus conséquente.

Les procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire restent l'apanage des entreprises de taille importante.

Ainsi, une analyse procédure par procédure montre que si la sauvegarde représente 2% du total des procédures ouvertes en 2018, elle représente 9% des procédures relatives à des entreprises de + de 20 salariés.

Le redressement judiciaire représente 30% du total des procédures ouvertes pour 58% des procédures relatives à des entreprises de + de 20 salariés.

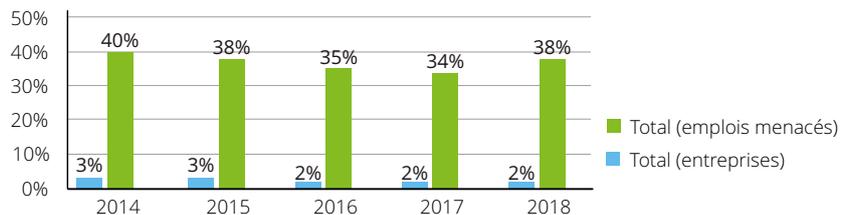
A l'inverse, la liquidation judiciaire représente 68% du total des procédures ouvertes pour seulement 33% des procédures relatives à des entreprises de + de 20 salariés.

Ratio ouvertures totales contre ouvertures pour les entreprises de plus de 20 salariés
(en nombre de sociétés et d'emplois menacés)

	2014	2015	2016	2017	2018	vs 18/17
Sauvegardes	15%	13%	13%	9%	11%	+1,1 pts
Redressements judiciaires	6%	5%	5%	4%	5%	+0,2 pts
Liquidations judiciaires directes	1%	1%	1%	1%	1%	+0,0 pts
Total (entreprises)	3%	3%	2%	2%	2%	+0,1 pts
Sauvegardes	61%	72%	65%	65%	67%	+1,6 pts
Redressements judiciaires	56%	51%	50%	50%	53%	+2,5 pts
Liquidations judiciaires directes	19%	19%	16%	15%	20%	+5,2 pts
Total (emplois menacés)	40%	38%	35%	34%	38%	+4,3 pts

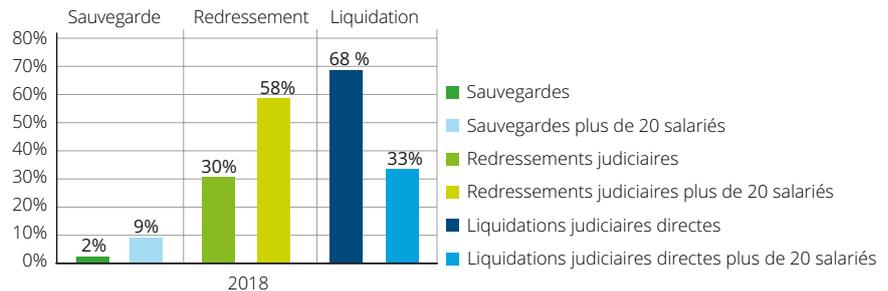
Source : Altares/Deloitte

Comparaison des défaillances et des emplois menacés par année pour les entreprises de plus de 20 salariés



Source : Altares/Deloitte

Défaillances totales par rapport aux défaillances d'entreprises de plus de 20 salariés en 2018



Source : Altares/Deloitte

Les procédures judiciaires

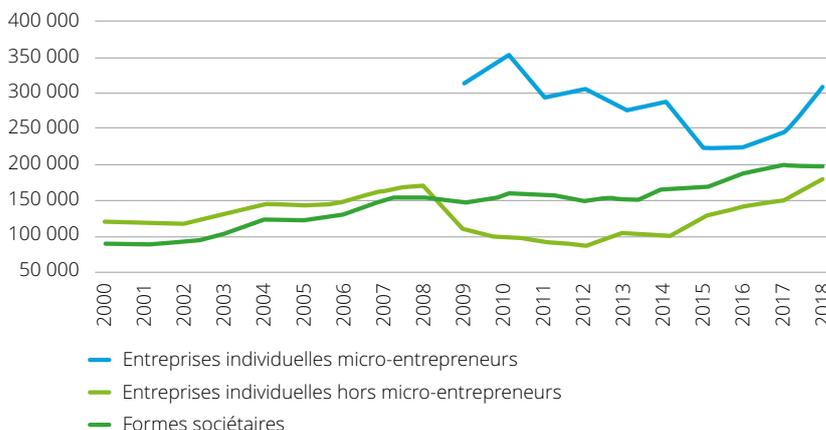
Au regard de la création d'entreprises

Les défaillances d'entreprises continuent de baisser en 2018, alors que les créations d'entreprises progressent sensiblement.

Les créations d'entreprises sont en hausse de 17% sur 2018 avec environ 691 000 entreprises nouvelles contre environ 591 000 en 2017 portées par les entreprises individuelles hors et avec microentrepreneurs et les formes sociétaires.

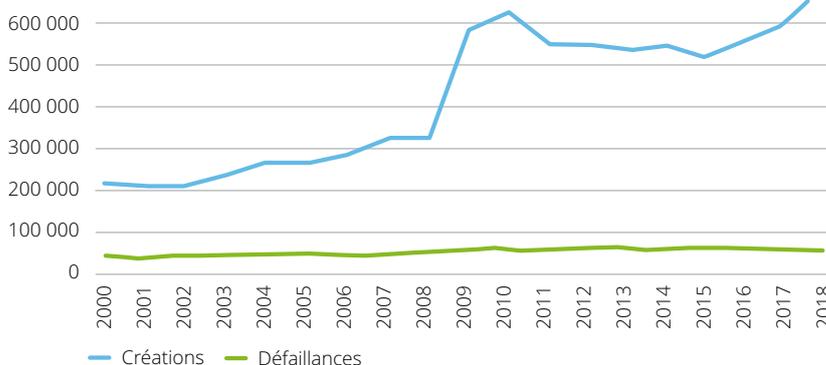
On constate que le taux du nombre de défaillances sur les créations d'entreprises continue de décroître, passant de 9 % en 2017 à 8% en 2018. Cela signifie que pour une entreprise défaillante en 2018, 12 sont créées. Pour mémoire, en 2008, pour une défaillance, on comptait presque 6 entreprises créées.

Créations d'entreprises 2000-2018 (entreprises individuelles ou formes sociétaires)



Source : Insee

Evolution du nombre de créations d'entreprises au regard du nombre de défaillances



Source : Insee/Altarea

Part de défaillances dans les créations d'entreprises



Source : Insee/Altarea

Les procédures judiciaires

Taux de défaillances

Les entreprises les plus vulnérables sont les entreprises employant entre 1 et 9 salariés.

Comme en 2017, le taux de défaillances reste le plus fort pour les entreprises employant 1 à 9 salariés (4,4%), suivi par les entreprises comptant entre 10 et 50 salariés (1,8%) et enfin par les entreprises ayant plus de 50 salariés (0,9%).

Le taux d'emplois menacés est en légère baisse dans les entreprises de moins de 10 salariés (48% en 2018 contre 50% en 2017) et dans les entreprises comprenant entre 10 et 50 salariés (28% en 2018 contre 30% en 2017). Dans les entreprises de plus de 50 salariés, on note en revanche un taux d'emplois menacés en hausse de 4 points passant de 20% en 2017 à 24% en 2018.

Cela représente en moyenne 1,7 emploi menacés dans les entreprises défaillantes de moins de 10 salariés, 14,8 dans les entreprises défaillantes employant 10 à 50 salariés et 130,7 dans les entreprises défaillantes de plus de 50 salariés.

Les données relatives au stock d'entreprises publiées par l'Insee chaque année ne sont pas disponibles à la date de rédaction de cette étude. Le taux de défaillances 2018 a donc été calculé sur la base des défaillances 2018 et du stock d'entreprises publié pour 2017.

Stock d'entreprises selon l'Insee

	31/12/15	31/12/16	31/12/17	En %
0 salarié	2 672 394	2 881 867	3 152 007	72%
1 à 9 salariés	961 112	1 022 267	1 042 776	24%
10 à 50 salariés	167 141	170 276	172 033	4%
Plus de 50 salariés	32 442	32 605	32 652	1%
Total	3 833 089	4 107 015	4 399 468	100%

Source : Insee, Sirene, REE

Nombre de défaillances en 2018 (selon le nombre d'emplois menacés)

	Sauve.	RJ	LJ	Total	En %	Taux déf. 17	Taux déf. 18
0 salarié	-	1 419	3 959	5 378	10%	0,4%	0,2%
1 à 9 salariés	840	13 210	31 760	45 810	84%	3,7%	4,4%
10 à 50 salariés	187	1 515	1 432	3 134	6%	1,8%	1,8%
Plus de 50 salariés	27	215	63	305	1%	0,9%	0,9%
Total	1 054	16 359	37 214	54 627	100%	1,3%	1,2%

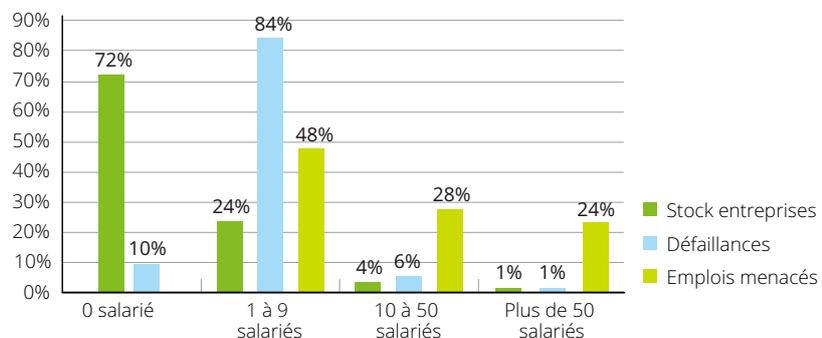
Source : Altares/Deloitte

Nombre d'emplois menacés en 2018

	Sauve.	RJ	LJ	Total	En %	Moyenne 17	Moyenne 18
1 à 9	1 896	25 318	52 321	79 535	48%	2,2	1,7
10 à 50	3 247	23 611	19 426	46 284	28%	16,6	14,8
Plus de 50	4 062	27 392	8 402	39 856	24%	118,7	130,7
Total	9 205	76 321	80 149	165 675	100%	3,1	3,0

Source : Altares/Deloitte

Comparaison du stock d'entreprises et du taux de défaillances par tranche d'effectif



Source : Altares/Insee/Deloitte

Les procédures judiciaires

Analyse détaillée par tranche d'effectif

On observe une diminution globale du nombre de procédures ouvertes en 2018 de 1%. Cette légère baisse traduit un double effet :

- pour les entreprises de moins de 10 salariés (représentant 94% des procédures ouvertes en 2018), le nombre de procédures ouvertes a diminué en 2018 par rapport à 2017 (soit -1,3%) ; et
- pour les entreprises de plus de 10 salariés (représentant 6% des procédures ouvertes en 2018), le nombre de procédures ouvertes en 2018 a augmenté par rapport à 2017 (soit +4,2%).

De même, en termes d'emplois menacés, les procédures ouvertes en 2018 sur les sociétés de moins de 19 salariés diminuent de 9,7% alors qu'elles augmentent de 8,8% sur les entreprises comptant au moins 20 salariés.

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif (en nombre d'entreprises)

	2017				2018				Var. 2018/2017				Part 17	Part 18
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Total	Total
Moins de 3	627	10 804	29 147	40 578	546	10 844	28 968	40 358	-13%	0%	-1%	-1%	74%	74%
3 à 5	194	2 612	5 005	7 811	172	2 505	4 808	7 485	-11%	-4%	-4%	-4%	14%	14%
6 à 9	133	1 348	1 940	3 421	122	1 280	1 943	3 345	-8%	-5%	0%	-2%	6%	6%
10 à 19	118	982	1 009	2 109	103	982	1 070	2 155	-13%	0%	6%	2%	4%	4%
20 à 49	72	529	360	961	84	533	362	979	17%	1%	1%	2%	2%	2%
50 à 99	24	108	41	173	12	117	40	169	-50%	8%	-2%	-2%	0%	0%
100 et plus	16	89	17	122	15	98	23	136	-6%	10%	35%	11%	0%	0%
Total	1 184	16 472	37 519	55 175	1 054	16 359	37 214	54 627	-11%	-1%	-1%	-1%	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif (en nombre d'emplois menacés)

	2017				2018				Var. 2018/2017				Part 17	Part 18
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Total	Total
Sans ou inconnu														
1 ou 2	642	10 976	28 740	40 358	561	9 590	25 392	35 543	-13%	-13%	-12%	-12%	24%	21%
3 à 5	618	8 069	15 455	24 142	560	7 785	14 904	23 249	-9%	-4%	-4%	-4%	14%	14%
6 à 9	825	8 376	12 010	21 211	775	7 943	12 025	20 743	-6%	-5%	0%	-2%	12%	13%
10 à 19	1 321	10 571	16 337	28 229	1 184	10 718	11 452	23 354	-10%	1%	-30%	-17%	16%	14%
20 à 49	1 926	12 736	8 037	22 699	2 063	12 893	7 974	22 930	7%	1%	-1%	1%	13%	14%
50 à 99	1 565	6 230	2 271	10 066	736	6 910	2 336	9 982	-53%	11%	3%	-1%	6%	6%
100 et plus	2 828	19 444	2 690	24 962	3 326	20 482	6 066	29 874	18%	5%	126%	20%	15%	18%
Total	9 725	76 402	85 540	171 667	9 205	76 321	80 149	165 675	-5%	0%	-6%	-3%	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

Analyse détaillée par chiffre d'affaires

L'exercice 2018 est marqué par deux tendances contraires :

- une baisse de 1% du nombre de défaillances sur les tranches de chiffre d'affaires inférieures ou égales à 7,5 M€ ; et
- une hausse de 6% du nombre de défaillances pour les entreprises comptant plus de 7,5 M€ de chiffre d'affaires.

Parmi les défaillances dans les sociétés comptant plus de 75 M€ de CA, on trouve notamment les défaillances de Toys"R"Us, Doux, ou encore Electrolux Home Products France.

Ouvertures de procédures collectives par tranche de CA (en nombre d'entreprises)

	2017				2018				Var. 2018/2017				Part 17	Part 18
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Total	Total
0 ou inconnu	544	10 084	22 792	33 420	432	9 669	21 755	31 856	-21%	-4%	-5%	-5%	61%	58%
< à 1,5 M€	476	5 432	13 956	19 864	454	5 744	14 770	20 968	-5%	6%	6%	6%	36%	38%
de 1,5 à 3 M€	67	477	509	1 053	85	482	452	1 019	27%	1%	-11%	-3%	2%	2%
de 3 à 7,5 M€	58	315	215	588	55	287	176	518	-5%	-9%	-18%	-12%	1%	1%
de 7,5 à 15 M€	24	101	33	158	17	98	44	159	-29%	-3%	33%	1%	0%	0%
de 15 M€ à 30 M€	8	40	8	56	5	41	12	58	-38%	3%	50%	4%	0%	0%
de 30 M€ à 75 M€	6	17	4	27	5	24	2	31	-17%	41%	-50%	15%	0%	0%
plus de 75 M€	1	6	2	9	1	14	3	18	0%	133%	50%	100%	0%	0%
Total	1 184	16 472	37 519	55 175	1 054	16 359	37 214	54 627	-11%	-1%	-1%	-1%	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

Défaillances d'entreprises de plus de 50 M€ de CA ou 300 salariés en France placées en sauvegarde, RJ ou LJ (ouvertures) en 2018

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
Toys"R"Us	77	1988	327	RJ	07	1 315	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
Doux	29	1960	316	LJ	04	997	Transformation et conservation de la viande de volaille
Electrolux Home Products France	60	1976	287	RJ	02	160	Commerce interentreprises d'appareils électroménagers
Audim	93	1981	158	RJ	08	20	Centrales d'achat non alimentaires (produits télécoms)
Sa François Fondeville	66	1991	120	RJ	10	357	Construction d'autres bâtiments
Majencia	92	1989	113	RJ	11	685	Fabrication de meubles de bureau et de magasin
Doux Aliments	29	1976	110	LJ	04	33	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme
Rougier Afrique International	79	1997	109	RJ	03	37	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
Jestin Sas	29	2004	98	RJ	10	10	Commerce interentreprises de produits surgelés
Vallegrain Distribution	28	1989	89	RJ	11	135	Transformation et conservation de la viande de boucherie
Peugeot Japy	25	1991	80	RJ	02	336	Fabrication d'autres équipements automobiles
O'Energie	55	2009	76	LJ	12	3	Commerce interentreprises de combustibles et de produits annexes
Ar Industries	36	2015	73	RJ	01	379	Fonderie de métaux légers
Sbmtp	75	2009	72	RJ	09	201	Commerce interentreprises de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil
Artmadis	59	1995	72	RJ	05	219	Comm. interent. de vaisselle, verrerie
Cookup Solutions	57	2006	71	RJ	07	10	Commerce interentreprises de produits surgelés
Skbt Aluminium	54	2014	70	RJ	05	50	Métallurgie de l'aluminium
Gibson Innovations France Sas	92	2013	68	LJ	05	55	Comm. Interent. d'appareils électroménagers
Nfm Technologies	69	1987	66	RJ	08	261	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction
Société Nouvelle Aim Group	50	2015	64	RJ	04	225	Transformation et conservation de la viande de boucherie
Cef Entreprise Générale du Bâtiment	91	1975	61	RJ	10	116	Construction d'autres bâtiments
Seco Fertilisants	60	1956	60	RJ	04	96	Fabrication de produits azotés et d'engrais
Gimaex	77	1984	60	RJ	01	134	Construction de véhicules automobiles
Saint-Jean Industries Poitou	69	2012	60	RJ	11	334	Fonderie de métaux légers
Ateliers Des Janves	08	1957	59	RJ	09	NC	Forge, estampage, matriçage, métallurgie des poudres
Floriot Construction	01	1985	58	RJ	11	153	Construction d'autres bâtiments
Dominique Prudent	71	1971	46	RJ	04	500	Transports routiers de fret de proximité
Isopro Sécurité Privée Idf	75	2013	39	LJ	10	1 382	Activités de sécurité privée
Maîtres-Chiené télésurveillance Parisiens Enseigne : Mcts Parisiens	75	1991	34	SAUV	06	500	Activités de sécurité privée
Bodyguard	91	1997	19	LJ	04	500	Activités de sécurité privée
Agoge Sécurité	44	1998	11	RJ	02	332	Activités de sécurité privée
Ludendo Commerce France	75	1997	NC	RJ	03	1 600	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
Desmazières	59	1987	NC	RJ	02	1 119	Commerce de détail de la chaussure
Procedo Private Security Sarl	57	1986	NC	RJ	12	470	Activités de sécurité privée
Grand Conseil de la Mutualité	13	1952	NC	LJ	10	500	Autres assurances
Propreté Environnement Industriel Sa	91	1993	NC	SAUV	04	1 000	Nettoyage courant des bâtiments

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible
Source : Altares/Deloitte

Les procédures judiciaires

Analyse selon l'ancienneté de l'entreprise

En 2018, comme les cinq dernières années, les défaillances concernent principalement des entreprises âgées de 3 à 10 ans (28 433 procédures soit 52% du total des défaillances).

Les jeunes entreprises (moins de 3 ans) et les entreprises âgées de 11 à 15 ans affichent une relative stabilité en termes de défaillances (respectivement +0,2%, soit +17 procédures et +0,9%, soit +57 procédures).

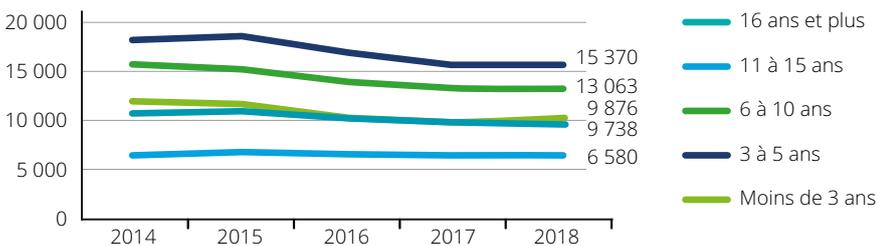
On note toutefois que la diminution du nombre de procédures ouvertes en 2018 concerne principalement les entreprises âgées de 3 à 5 ans (-1%, soit -210 procédures) et de plus de 16 ans (-3%, soit -295 procédures).

Evolution des défaillances selon l'âge de la société

	2014	2015	2016	2017	2018	vs 17/16	vs 18/17
Ouvertures de procédures	63 008	63 422	57 844	55 175	54 627	-5%	-1%
Moins de 3 ans	12 015	11 672	10 215	9 859	9 876	-3%	0%
3 à 5 ans	18 284	18 541	17 029	15 580	15 370	-9%	-1%
6 à 10 ans	15 545	15 244	13 938	13 180	13 063	-5%	-1%
11 à 15 ans	6 501	6 813	6 451	6 523	6 580	1%	1%
16 ans et plus	10 663	11 152	10 211	10 033	9 738	-2%	-3%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des défaillances selon l'âge de la société



Source : Altares/Deloitte

Les procédures judiciaires

Analyse par activité

Diminution des défaillances sur l'ensemble des secteurs d'activité, à l'exception du transport et de la logistique, des activités financières et d'assurance et des services aux entreprises.

Les secteurs les plus touchés par les défaillances restent la construction (13 768 défaillances en 2018), le commerce (11 789 défaillances en 2018) et le secteur de l'hébergement, de la restauration et des débits de boissons (7 429 défaillances en 2018). Ces trois secteurs représentent 60% des défaillances au niveau national en 2018.

La plus forte augmentation du nombre de procédures ouvertes en 2018 se retrouve dans les secteurs des services aux entreprises (+7%, soit +440 procédures vs 2017) et du transport (+14%, soit + 247 procédures vs 2017) dont les stocks de défaillances sont de respectivement de 7 091 et 2 067 entreprises.

Les baisses les plus fortes se retrouvent dans le commerce (-4%, soit -446 procédures vs 2017) et dans la construction (-3% soit -398 procédures vs 2017), ces deux secteurs restants les plus conséquents en termes de stock de défaillances.

Il est intéressant de constater que la baisse des procédures dans le commerce de détail n'est pas ressentie par les professionnels qui ont eu à traiter des procédures concernant des grandes enseignes de distribution (Toys"R"Us...).

Défaillances selon l'activité

AGRICULTURE

Chasse, pêche, forêt

Culture

Elevage

CONSTRUCTION

Bâtiment

Immobilier

COMMERCE

Commerce et réparation de véhicules

Commerce de détail

Commerce de gros

INDUSTRIE

Industrie agroalimentaire

Industrie hors agroalimentaire

INFORMATION ET COMMUNICATION

Services informatiques et édition de logiciels

Autres activités information et communication

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Transport routier de marchandises

Autres activités de transport

ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE

SERVICES AUX ENTREPRISES

Activités scientifiques et techniques

Services administratifs aux entreprises

SERVICES AUX PARTICULIERS

Activités de réparation

Coiffeurs, soins de beauté et corporels

Autres services à la personne

HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS

Hébergement

Restauration

Débits de boissons

AUTRES ACTIVITES

Santé humaine et action sociale

Activités récréatives

Enseignement

Autres activités

Total

Source : Altares/Deloitte

2015				2016				2017				2018				Total
Svg	RJ	LJ	Total	Var 17/18												
63	746	591	1 400	66	715	636	1 417	59	839	656	1 554	53	754	603	1 410	-9%
6	81	125	212	2	99	150	251	5	92	148	245	3	86	136	225	-8%
30	322	243	595	39	289	228	556	23	346	215	584	22	327	222	571	-2%
27	343	223	593	25	327	258	610	31	401	293	725	28	341	245	614	-15%
309	5 237	12 582	18 128	257	4 689	10 817	15 763	265	4 156	9 745	14 166	214	4 143	9 411	13 768	-3%
161	4 408	10 936	15 505	131	3 800	9 306	13 237	115	3 446	8 442	12 003	105	3 454	8 174	11 733	-2%
148	829	1 646	2 623	126	889	1 511	2 526	150	710	1 303	2 163	109	689	1 237	2 035	-6%
340	3 016	10 538	13 894	272	2 837	9 419	12 528	227	2 755	9 253	12 235	216	2 713	8 860	11 789	-4%
29	555	1 476	2 060	35	552	1 475	2 062	23	519	1 449	1 991	27	589	1 449	2 065	4%
229	1 719	6 624	8 572	183	1 648	5 918	7 749	147	1 594	5 831	7 572	140	1 501	5 516	7 157	-5%
82	742	2 438	3 262	54	637	2 026	2 717	57	642	1 973	2 672	49	623	1 895	2 567	-4%
160	1 613	2 665	4 438	142	1 523	2 379	4 044	122	1 373	2 357	3 852	90	1 314	2 438	3 842	0%
38	571	954	1 563	50	530	847	1 427	37	513	905	1 455	42	562	960	1 564	7%
122	1 042	1 711	2 875	92	993	1 532	2 617	85	860	1 452	2 397	48	752	1 478	2 278	-5%
38	328	1 076	1 442	27	333	1 058	1 418	27	327	1 057	1 411	17	335	948	1 300	-8%
22	188	611	821	15	209	643	867	15	202	644	861	11	225	580	816	-5%
16	140	465	621	12	124	415	551	12	125	413	550	6	110	368	484	-12%
34	505	1 198	1 737	25	496	1 189	1 710	18	514	1 288	1 820	16	606	1 445	2 067	14%
16	341	892	1 249	14	312	829	1 155	13	334	786	1 133	9	330	802	1 141	1%
18	164	306	488	11	184	360	555	5	180	502	687	7	276	643	926	35%
26	111	268	405	24	99	244	367	16	110	210	336	18	100	238	356	6%
309	2 145	5 066	7 520	225	2 254	4 803	7 282	205	1 945	4 501	6 651	220	2 190	4 681	7 091	7%
270	1 302	3 225	4 797	184	1 244	3 013	4 441	176	1 196	2 787	4 159	59	867	2 312	3 238	-22%
39	843	1 841	2 723	41	1 010	1 790	2 841	29	749	1 714	2 492	161	1 323	2 369	3 853	55%
25	754	1 897	2 676	28	564	1 772	2 364	26	593	1 654	2 273	25	541	1 672	2 238	-2%
-	74	242	316	5	63	231	299	5	79	230	314	1	65	223	289	-8%
21	509	1 305	1 835	15	375	1 209	1 599	17	406	1 107	1 530	19	359	1 115	1 493	-2%
4	171	350	525	8	126	332	466	4	108	317	429	5	117	334	456	6%
159	2 800	5 521	8 480	133	2 584	5 027	7 744	136	2 536	4 821	7 493	121	2 368	4 940	7 429	-1%
36	253	285	574	24	207	225	456	28	267	246	541	24	151	225	400	-26%
107	2 126	4 435	6 668	97	1 978	4 010	6 085	84	1 823	3 778	5 685	79	1 786	3 886	5 751	1%
16	421	801	1 238	12	399	792	1 203	24	446	797	1 267	18	431	829	1 278	1%
80	1 239	1 983	3 302	94	1 194	1 919	3 207	83	1 324	1 977	3 384	64	1 295	1 978	3 337	-1%
29	482	493	1 004	30	513	440	983	26	587	459	1 072	16	513	495	1 024	-4%
21	323	658	1 002	29	289	653	971	30	304	644	978	22	298	588	908	-7%
22	274	498	794	18	256	523	797	15	285	522	822	18	329	584	931	13%
8	160	334	502	17	136	303	456	12	148	352	512	8	155	311	474	-7%
1 543	18 494	43 385	63 422	1 293	17 288	39 263	57 844	1 184	16 472	37 519	55 175	1 054	16 359	37 214	54 627	-1%

Les procédures judiciaires

Pour les entreprises de plus de 20 salariés, on constate que davantage de secteurs connaissent une hausse des défaillances.

Dans ces entreprises, les deux secteurs les plus touchés par les défaillances (construction et industrie) représentent 41% des procédures ouvertes.

La hausse des défaillances dans certains secteurs, comme celui du transport et de la logistique, concerne des entreprises de toutes tailles (+14% de procédures ouvertes pour les défaillances de plus de 20 salariés et +14% toutes tailles d'entreprises confondues).

En revanche, d'autres secteurs ne suivent pas la même tendance quelles que soient leurs tailles. Par exemple, le

bâtiment (+15%, soit +35 procédures) ou la santé (+29%, soit +19 procédures) ont connu une hausse des défaillances dans les entreprises de plus de 20 salariés, contrairement à la tendance générale de ces secteurs. L'industrie (-13%, soit -35 procédures) et le service aux entreprises (-7%, soit -18 procédures) connaissent une baisse proportionnellement plus forte dans les grandes entreprises.

Défaillances selon l'activité pour les entreprises de + de 20 salariés

	2017				2018				Total
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Var 17/18
AGRICULTURE	1	8	6	15	3	6	4	13	-13%
Chasse, pêche, forêt	-	1	2	3	-	-	2	2	-33%
Culture	1	7	4	12	-	3	-	3	-75%
Elevage	-	-	-	-	3	3	2	8	n/a
CONSTRUCTION	20	127	85	232	22	159	99	280	21%
Bâtiment	19	124	83	226	9	156	96	261	15%
Immobilier	1	3	2	6	13	3	3	19	217%
COMMERCE	16	94	34	144	27	73	41	141	-2%
Commerce et réparation de véhicules	1	4	4	9	6	8	5	19	111%
Commerce de détail	3	41	17	61	11	28	18	57	-7%
Commerce de gros	12	49	13	74	10	37	18	65	-12%
INDUSTRIE	31	194	51	276	9	176	56	241	-13%
Industrie agroalimentaire	6	32	7	45	6	25	14	45	0%
Industrie hors agroalimentaire	25	162	44	231	3	151	42	196	-15%
INFORMATION ET COMMUNICATION	4	24	12	40	3	24	8	35	-13%
Services informatiques et édition de logiciels	2	15	4	21	2	18	6	26	24%
Autres activités information et communication	2	9	8	19	1	6	2	9	-53%
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	7	38	38	83	2	57	36	95	14%
Transport routier de marchandises	5	22	28	55	2	35	28	65	18%
Autres activités de transport	2	16	10	28	-	22	8	30	7%
ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	1	-	2	3	1	1	3	5	67%
SERVICES AUX ENTREPRISES	13	133	111	257	21	112	106	239	-7%
Activités scientifiques et techniques	7	35	17	59	4	43	23	70	19%
Services administratifs aux entreprises	6	98	94	198	17	69	83	169	-15%
SERVICES AUX PARTICULIERS	-	11	5	16	2	13	6	21	31%
Activités de réparation	-	-	-	-	-	3	1	4	n/a
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	-	1	2	3	1	2	1	4	33%
Autres services à la personne	-	10	3	13	1	8	4	13	0%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	10	33	16	59	9	25	18	52	-12%
Hébergement	4	15	5	24	3	3	5	11	-54%
Restauration	5	15	8	28	5	21	12	38	36%
Débits de boissons	1	3	3	7	1	1	1	3	-57%
AUTRES ACTIVITES	9	64	58	131	12	102	48	162	24%
Santé humaine & action sociale	5	40	20	65	3	55	26	84	29%
Activités récréatives	1	2	15	18	4	9	6	19	6%
Enseignement	2	18	6	26	5	25	9	39	50%
Autres activités	1	4	17	22	-	13	7	20	-9%
Ouvertures de procédures	112	726	418	1 256	111	748	425	1 284	-2%



Louis Margueritte

constate également plusieurs tendances de fond dans les secteurs

d'activité des dossiers sollicitant le CIRI :

- les industries à fort besoin en capitaux comme la sous-traitance automobile ou la métallurgie ;
- l'industrie agroalimentaire ; et
- le retail (jouet, habillement...).

Ces secteurs sont également pénalisés par l'effet auto-accélérateur exogène à la dimension économique qu'il convient de prendre en compte lié à la crainte des créanciers/ investisseurs sur l'avenir de ces secteurs au fur et à mesure des défaillances qui les impactent.



Selon **Christophe**

Thevenot, le secteur du commerce de détail, impacté avant

même le début du mouvement des « gilets jaunes », devrait connaître des difficultés structurelles liées à une mutation des habitudes de consommation. Les effets de ce mouvement devraient se faire ressentir à compter de la fin du premier trimestre 2019 bien que les pertes des commerçants directement imputables à ce mouvement soient assez difficiles à quantifier.



Nicolas de Germay

retient pour le secteur du retail la remise en question structurelle

passant par une remise à plat des business models à l'image de ce qu'a connu cette activité aux Etats-Unis il y a déjà quelques années.

Les procédures judiciaires

Focus sauvegarde accélérée et sauvegarde financière accélérée

En 2018, aucune sauvegarde accélérée ou de sauvegarde financière accélérée n'a été recensée.

De façon générale, les procédures de sauvegarde accélérée et de sauvegarde financière accélérée représentent une part résiduelle des procédures de sauvegarde. Depuis sa création, la sauvegarde accélérée a donc été utilisée à trois reprises. Il s'agissait de la société HAMAC en 2014 et ACG holding en 2014 et, à nouveau, en 2017.

Aucune procédure de sauvegarde financière accélérée n'a été réalisée en 2018.

Il est précisé que les données en termes d'emplois ne sont pas significatives, en ce qu'une majorité des sociétés ayant recours à ces procédures sont des holdings employant peu ou pas de salariés ou des sociétés ne publiant pas leurs comptes sociaux.

Ouvertures de SA et SFA (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2014	2015	2016	2017	2018	vs17/18	part 17	part 18
Sauvegardes accélérées	2	-	-	1	-	(100%)	33%	n/a
Sauvegardes financières accélérées	1	6	7	2	-	(100%)	67%	n/a
Total (entreprises)	3	6	7	3	-	(100%)	100%	n/a
Sauvegardes accélérées	8	-	-	8	-	(100%)	80%	n/a
Sauvegardes financières accélérées	43	2 101	160	2	-	(100%)	20%	n/a
Total (emplois menacés)	51	2 101	160	10	-	(100%)	100%	n/a

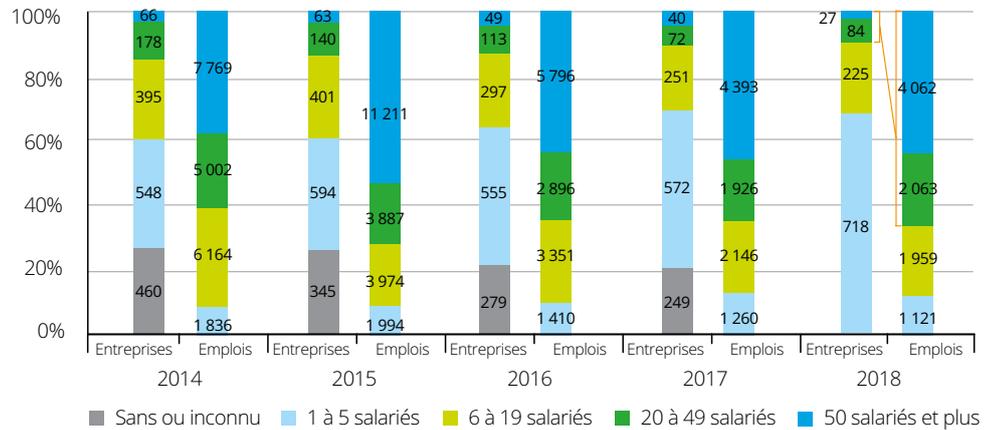
Source : Altares/Deloitte

Focus sauvegarde et redressement judiciaire

Sauvegarde

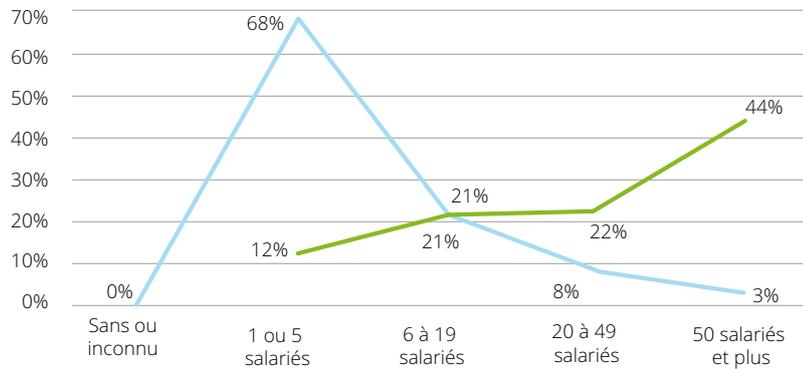
En 2018, 111 sauvegardes (contre 112 en 2017) ont été ouvertes au bénéfice d'entreprises de plus de 20 salariés (soit 10,5% du total des sauvegardes ouvertes). Elles ont concerné 6 125 emplois (contre 6 319 en 2017), soit 67% du total des emplois menacés par l'ouverture d'une procédure de sauvegarde (contre 65% en 2017). A l'inverse, 718 sauvegardes (soit 68% du total des sauvegardes ouvertes en 2018) ont été ouvertes au bénéfice d'entreprises de moins de 5 salariés et ont menacé 1 121 emplois (soit 12% des emplois menacés dans les sauvegardes en 2018).

Ouvertures de sauvegardes exprimées en nombre d'entreprises et en nombre d'emplois menacés (2014-2018)



Source : Altares/Deloitte

3% des sauvegardes représentent 44% des emplois menacés dans les sauvegardes (soit 4 062 emplois sur 9 205)



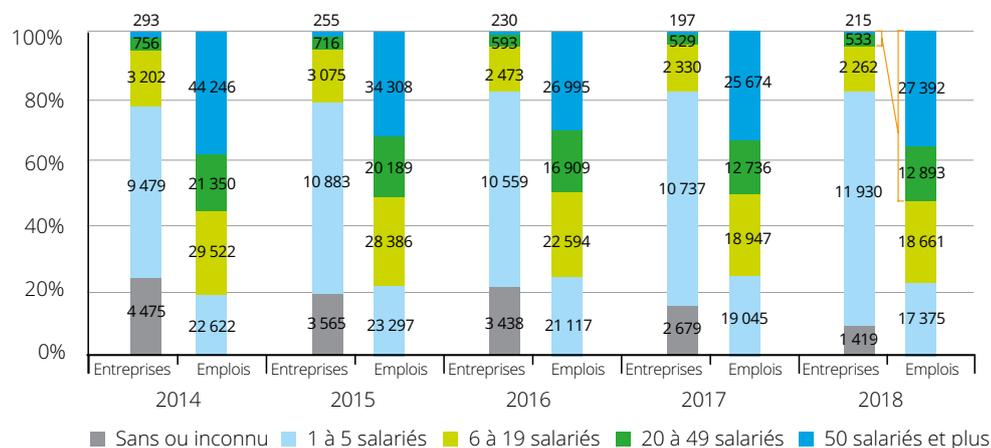
Source : Altares/Deloitte

Focus sauvegarde et redressement judiciaire

Redressement judiciaire

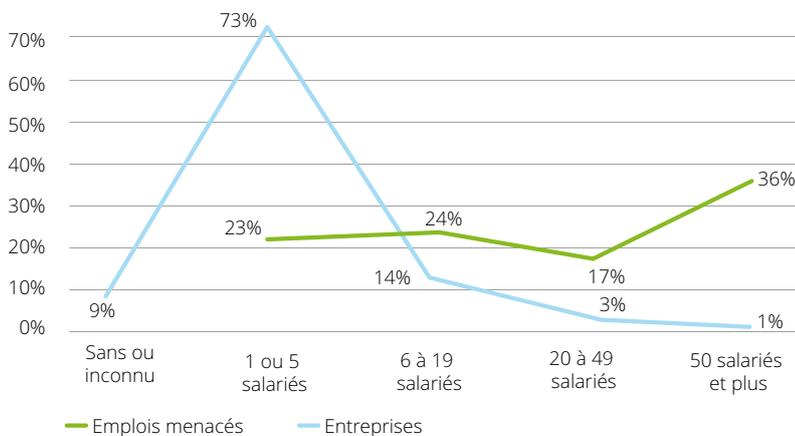
En 2018, 748 redressements judiciaires (contre 726 en 2017) ont été ouverts au bénéfice d'entreprises de plus de 20 salariés (soit 4,6% des RJ ouverts en 2018). Ils ont concerné 40 285 emplois (contre 38 410 en 2017), soit 52,8% du total des emplois menacés par l'ouverture d'un redressement judiciaire. A l'inverse, 13 349 redressements judiciaires (soit 81,6% des RJ ouverts en 2018) ont été ouverts au bénéfice d'entreprises de moins de 5 salariés et ont menacé 17 375 emplois (soit 22,8% des emplois menacés dans les RJ en 2018).

Ouvertures de redressements judiciaires exprimés en nombre d'entreprises et en nombre d'emplois menacés (2013-2018)



Source : Altares/Deloitte

1% des redressements judiciaires représente 36% des emplois menacés (soit 27 392 emplois sur 76 321)



Source : Altares/Deloitte

Il y a approximativement 1 procédure de redressement judiciaire sur 4 dans laquelle un administrateur judiciaire est désigné (4 186 en 2018). Ce taux reste stable sur les six dernières années.

Pour mémoire, la désignation d'un administrateur judiciaire n'est pas obligatoire dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire lorsque le chiffre d'affaires est inférieur à 3 M€ ou que l'entreprise emploie moins de 20 salariés.

Pour rappel, la loi du 6 août 2015 a instauré le principe de la désignation de deux coadministrateurs judiciaires pour les entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires (entre autres critères).

En 2018, 464 procédures de redressement judiciaire pour des entreprises affichant un chiffre d'affaires supérieur à 3 M€ ont été ouvertes et 748 pour des entreprises de plus de 20 salariés.

Nombre d'administrateurs judiciaires dans les procédures de redressement judiciaire

	2014	2015	2016	2017	2018
Redressements judiciaires	18 205	18 494	17 288	16 472	16 359
Administrateurs judiciaires	4 464	4 263	4 289	4 105	4 186
Taux	25%	23%	25%	25%	26%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures de RJ selon la taille de la société (nombre d'entreprises)

	2014	2015	2016	2017	2018
Ouvertures de RJ	18 205	18 494	17 288	16 472	16 359
Moins de 20 salariés	17 156	17 523	16 465	15 746	15 611
20 salariés et plus	1 049	971	823	726	748

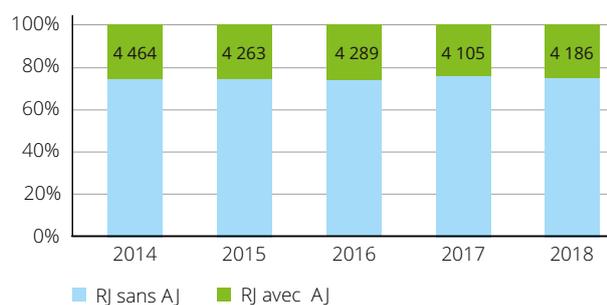
Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures de RJ selon le CA de la société

	2014	2015	2016	2017	2018
Ouvertures de RJ	18 205	18 494	17 288	16 472	16 359
< à 3 M€ de CA	17 464	17 821	16 692	15 993	15 895
> à 3 M€ de CA	741	673	596	479	464

Source : Altares/Deloitte

Ratio de redressement judiciaire avec ou sans administrateur judiciaire



Source : Bodacc

Les procédures judiciaires

Issues des procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde

Statistiquement, la sauvegarde offre environ deux fois plus de chances de bénéficier d'un plan de redressement que le redressement judiciaire.

En ne retenant pas les années 2017 et 2018, non significatives au regard du nombre de procédures toujours en cours, l'analyse historique montre un ratio de plans de « continuation » plus important en sauvegarde qu'en redressement judiciaire (52% contre 24% en 2016).

Il est possible de rajouter les 3% de plans de cession des 24% de plans de redressement en 2016 qui sont également des sorties positives pour l'entreprise et ses employés en redressement judiciaire.

Le taux de plans de sauvegarde, après avoir augmenté entre 2012 et 2015 (de 50% à 59%), a baissé de 7 points en 2016 (52%) tandis que les conversions en liquidation judiciaire continuent de diminuer également (de 27% en 2015 à 20% en 2016) ; ces évolutions pourraient traduire la poursuite de la bonne utilisation de la procédure de sauvegarde.

Les plans de continuation consécutifs à un redressement judiciaire baissent également (de 28% en 2015 à 24% en 2016) au contraire des conversions en liquidations judiciaires (66% en 2014 contre 68% en 2016).

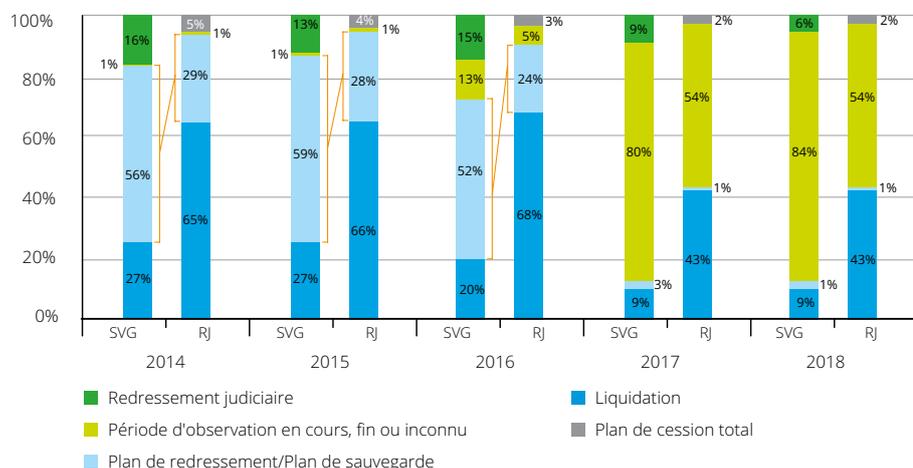
Statistiquement, les issues d'un redressement judiciaire sont une liquidation judiciaire à 68%, un plan de redressement à 24% et un plan de cession à 3% (chiffres 2016).

Issues des procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde

	2014		2015		2016		2017		2018	
	SVG	RJ								
Période d'observation en cours, fin ou inconnu	13	164	15	269	165	796	943	8 890	881	8 876
Plans de redressement/Plan de Sauvegarde	922	5 322	918	5 258	672	4 138	37	138	14	114
Plans de cession total	NA	961	NA	818	NA	555	NA	384	NA	359
Redressement judiciaire	265	NA	195	NA	191	NA	101	NA	59	NA
Liquidation	447	11 758	415	12 149	265	11 799	103	7 060	100	7 010
Total	1 647	18 205	1 543	18 494	1 293	17 288	1 184	16 472	1 054	16 359

Source : Altares/Deloitte

Analyse comparée des issues des procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde



Source : Altares/Deloitte

Analyse par région

La baisse globale du nombre de procédures ouvertes en France en 2018 (-1% vs 2017) masque une forte disparité entre les régions.

D'une part, l'Île-de-France (+6%, soit +660 procédures), les DOM TOM (+32%, soit +494 procédures) et les Hauts-de-France (+1%, soit +56 procédures) sont les principales régions ayant connu une année 2018 défavorable.

D'autre part, les régions PACA (-13%, soit -809 procédures), Auvergne - Rhône-Alpes (-6%, soit -374 procédures), Occitanie (-6%, soit -307 procédures) et Bretagne (-6%, soit -139 procédures) ont connu une année 2018 plus favorable.

Les autres régions ont un niveau relativement stable d'ouvertures de procédures en 2018 par rapport à 2017. Par ailleurs, comme en 2017, l'Île-de-France connaît la part de défaillances la plus importante de France (22%) suivie de de la région Auvergne - Rhône-Alpes (12%).

Evolution des défaillances (sauv., RJ, LJ) par région

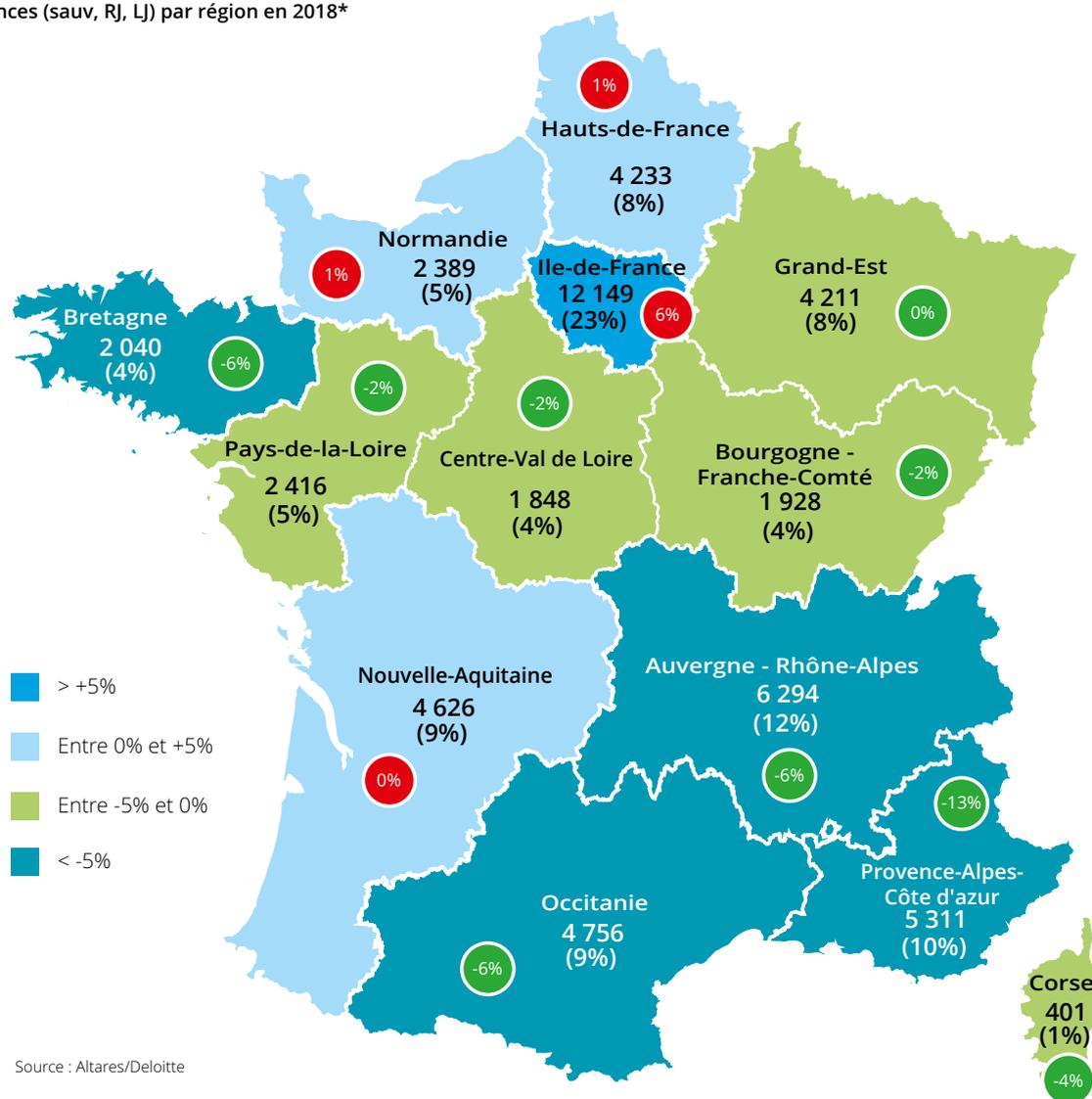
	2014	2015	2016	2017	2018	v.18/17	part 2018	v.18/17 (valeur)
Alsace	1 972	1 674	1 741	1 675	1 562	-7%	3%	(113)
Champagne	1 104	1 109	958	903	1 049	16%	2%	146
Lorraine	1 986	1 980	1 828	1 645	1 600	-3%	3%	(45)
Grand Est	5 062	4 763	4 527	4 223	4 211	0%	8%	(12)
Aquitaine	3 372	3 306	2 909	2 787	2 731	-2%	5%	(56)
Limousin	674	689	604	589	587	0%	1%	(2)
Poitou-Charentes	1 735	1 784	1 402	1 236	1 308	6%	2%	72
Nouvelle-Aquitaine	5 781	5 779	4 915	4 612	4 626	0%	8%	14
Auvergne	980	1 010	909	894	941	5%	2%	47
Rhône-Alpes	6 796	6 599	5 885	5 774	5 353	-7%	10%	(421)
Auvergne - Rhône-Alpes	7 776	7 609	6 794	6 668	6 294	-6%	12%	(374)
Haute-Normandie	1 565	1 619	1 507	1 348	1 331	-1%	2%	(17)
Basse-Normandie	1 259	1 247	1 028	1 025	1 058	3%	2%	33
Normandie	2 824	2 866	2 535	2 373	2 389	1%	4%	16
Bourgogne	1 349	1 374	1 232	1 173	1 190	1%	2%	17
Franche-Comté	985	1 002	782	790	738	-7%	1%	(52)
Bourgogne - Franche-Comté	2 334	2 376	2 014	1 963	1 928	-2%	4%	(35)
Bretagne	2 765	2 546	2 250	2 179	2 040	-6%	4%	(139)
Centre - Val de Loire	2 148	2 346	1 894	1 886	1 848	-2%	3%	(38)
Corse	372	347	429	419	401	-4%	1%	(18)
Île-de-France	11 834	12 761	12 332	11 489	12 149	6%	22%	660
Languedoc-Roussillon	3 339	3 302	2 889	2 744	2 586	-6%	5%	(158)
Midi-Pyrénées	2 781	2 727	2 427	2 319	2 170	-6%	4%	(149)
Occitanie	6 120	6 029	5 316	5 063	4 756	-6%	9%	(307)
Nord - Pas-de-Calais	3 539	3 560	3 177	2 968	3 055	3%	6%	87
Picardie	1 520	1 423	1 392	1 209	1 178	-3%	2%	(31)
Hauts-de-France	5 059	4 983	4 569	4 177	4 233	1%	8%	56
Pays de la Loire	2 997	3 120	2 646	2 472	2 416	-2%	4%	(56)
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 484	6 574	5 909	6 120	5 311	-13%	10%	(809)
Dom-Tom et étranger	1 452	1 323	1 714	1 531	2 025	32%	4%	494
Ouvertures de procédures	63 008	63 422	57 844	55 175	54 627	-1%	100%	(548)

Source : Altares/Deloitte

Les procédures judiciaires

Analyse par région

Carte d'évolution des défaillances (sauv, RJ, LJ) par région en 2018*



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

* Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2017.

Analyse par région et par secteur d'activité

Cette carte de France présente les secteurs concernés par les trois plus importantes procédures par région (en chiffre d'affaires).

Normandie

- Transformation et conservation de la viande de boucherie
- Fabrication de carrosseries et remorques
- Commerce de gros d'animaux vivants

Hauts-de-France

- Commerce de gros d'appareils électroménagers
- Commerce de gros de vaisselle, verrerie et produits d'entretien
- Fabrication de produits azotés et d'engrais

Ile-de-France

- Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
- Centrales d'achat non alimentaires
- Fabrication de meubles de bureau et de magasin

Bretagne

- Transformation et conservation de la viande de volaille
- Fabrication d'aliments pour animaux de ferme
- Commerce de gros de produits surgelés

Grand Est

- Commerce de gros de combustibles et de produits annexes
- Commerce de gros de produits surgelés
- Métallurgie de l'aluminium

Pays de la Loire

- Ingénierie, études techniques
- Construction de maisons individuelles
- Transformation et conservation de la viande de boucherie

Centre - Val de Loire

- Transformation et conservation de la viande de boucherie
- Fonderie de métaux légers
- Construction d'autres bâtiments

Bourgogne - Franche-Comté

- Fabrication d'autres équipements automobiles
- Transports routiers de fret de proximité
- Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques

Auvergne - Rhône-Alpes

- Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction
- Fonderie de métaux légers
- Construction d'autres bâtiments

Nouvelle-Aquitaine

- Commerce de gros de bois et de matériaux de construction
- Fabrication de portes et fenêtres en métal
- Fabrication de plats préparés

Occitanie

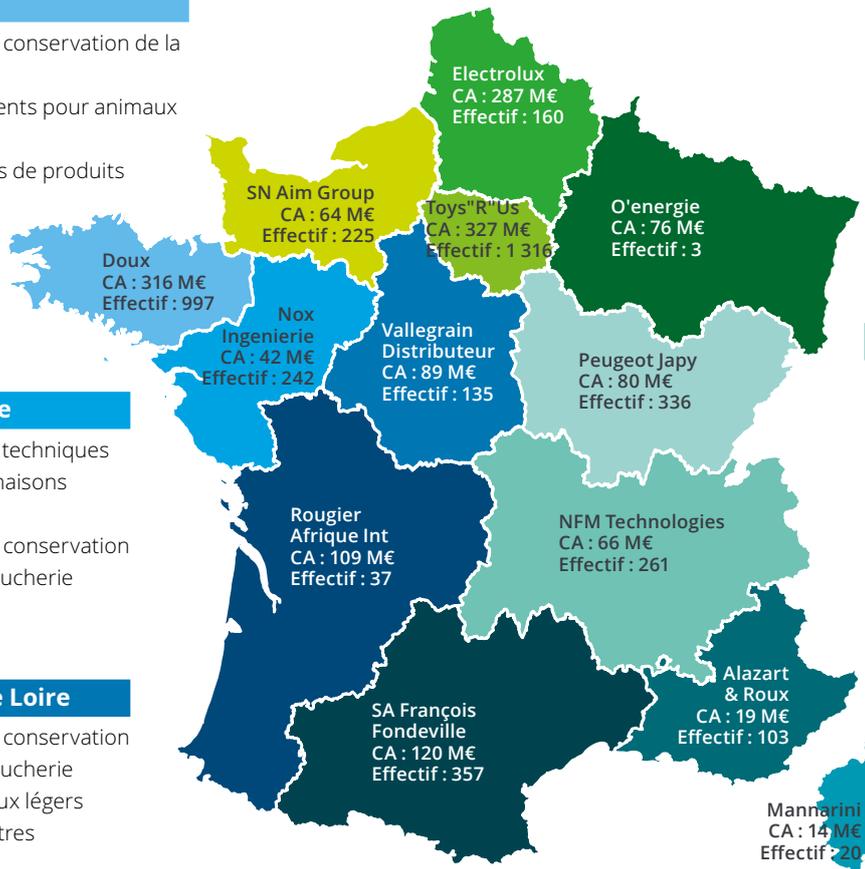
- Construction d'autres bâtiments
- Récupération de déchets triés
- Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé

PACA

- Transformation et conservation de la viande de boucherie
- Travaux de revêtement des sols et des murs
- Commerce de gros de fleurs et plantes

Corse

- Commerce de gros de viandes de boucherie
- Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
- Commerce de gros alimentaire spécialisé divers



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Auvergne - Rhône-Alpes

Le nombre de procédures en région Auvergne-Rhône-Alpes a baissé de 6% en 2018, une baisse plus forte que celle observée au niveau national. Cette baisse plus importante s'explique par :

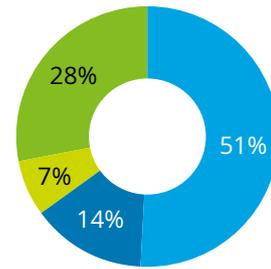
- la baisse de 6% (soit -254 procédures) du nombre de LJ ouvertes en 2018 dans la région, comparée à la baisse nationale (-1%) ;
- la baisse de 6% (soit -124 procédures) du nombre de RJ ouverts en 2018 dans la région, comparée à la baisse nationale (-1%) ; et
- le niveau globalement stable des procédures de sauvegarde ouvertes en 2018 dans la région (+3% ; +4 procédures).

La baisse du nombre de procédures ouvertes en 2018 est concentrée dans les entreprises de moins de 10 salariés (-6% soit -363 procédures), contre une baisse nationale de 1%.

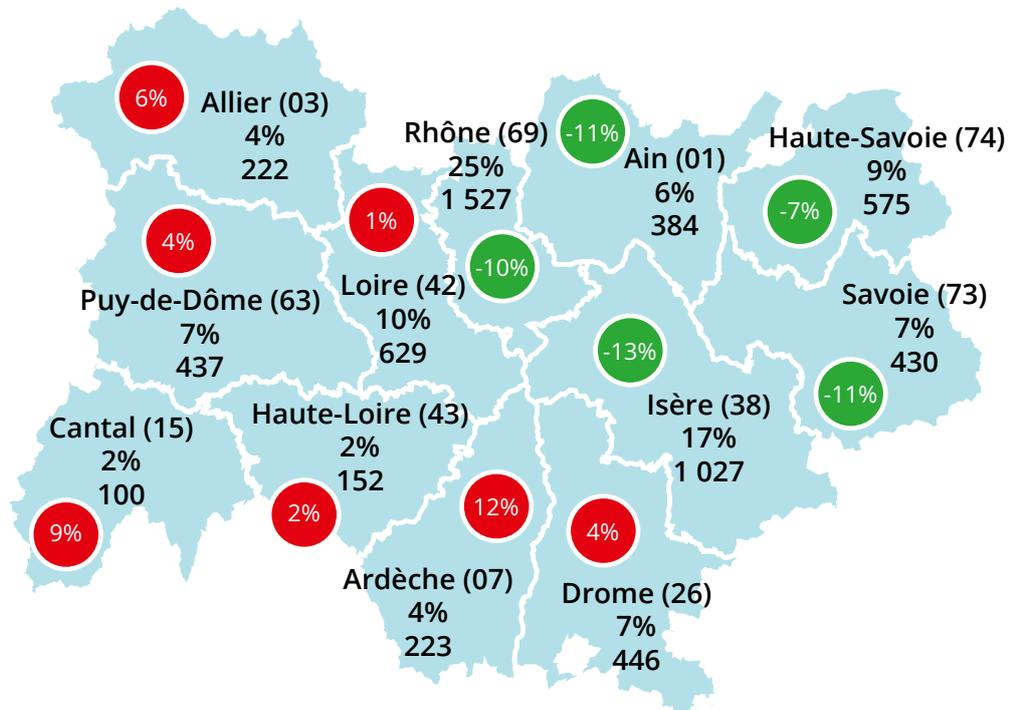
D'autre part, il est à noter une hausse du nombre de procédures ouvertes en 2018 dans 7 départements de la région : Allier (6%), Puy-de-Dôme (4%), Loire (1%), Cantal (9%), Haute-Loire (2%), Ardèche (12%) et Drôme (4%).

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 8 026 685 habitants
- Surface : 69 711 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 508 721



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2017.

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	1 950	2 010	1 855	1 959	1 835	(6%)	29%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	5 565	5 396	4 754	4 571	4 317	(6%)	69%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	260	203	179	138	142	3%	2%	1 054	(11%)	2%
Total région	7 775	7 609	6 788	6 668	6 294	(6%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	7 248	7 092	6 379	6 308	5 945	(6%)	94%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	475	478	371	332	323	(3%)	5%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	52	39	38	28	26	(7%)	0%	305	3%	1%
Total région	7 775	7 609	6 788	6 668	6 294	(6%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Nfm Technologies	69	1987	66	RJ	08	261	2892Z	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction
Saint-Jean Industries Poitou	69	2012	60	RJ	11	334	2453Z	Fonderie de métaux légers
Floriot Construction	01	1985	58	RJ	11	153	4120B	Construction d'autres bâtiments
Global Pqv France Sas	69	2009	34	LJ	06	10	7112B	Ingénierie, études techniques
Patricola Entreprise	69	1986	33	RJ	02	98	4322B	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
Compagnie européenne de cartonnages	26	2003	31	RJ	12	127	1721B	Fabrication de cartonnages
Escot Telecom	15	1978	24	LJ	06	154	4222Z	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
Artefact	69	2007	22	RJ	11	10	7112B	Ingénierie, études techniques
Proxidix Express	69	1999	22	RJ	10	91	4941B	Transports routiers de fret de proximité
Eclat Bâtiment	01	2016	18	RJ	12	5	4120B	Construction d'autres bâtiments

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	89	82	96	130	124	(5%)	2%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	11	11	11	17	19	12%	0%	222	(8%)	0%
Culture	26	28	30	47	42	(11%)	1%	549	(2%)	1%
Elevage	52	43	55	66	63	(5%)	1%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	2 200	2 236	1 831	1 676	1 586	(5%)	26%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	1 956	1 949	1 578	1 455	1 389	(5%)	23%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	244	287	253	221	197	(11%)	3%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	1 699	1 569	1 459	1 447	1 336	(8%)	22%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	267	264	264	251	224	(11%)	4%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	1 084	963	892	894	829	(7%)	13%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	348	342	303	302	283	(6%)	5%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	595	594	511	518	460	(11%)	7%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	164	200	165	188	179	(5%)	3%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	431	394	346	330	281	(15%)	5%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	168	128	143	127	113	(11%)	2%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	117	91	100	100	75	(25%)	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	51	37	43	27	38	41%	1%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	199	169	183	221	195	(12%)	3%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	154	120	134	139	138	(1%)	2%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	45	49	49	82	57	(30%)	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	52	43	50	35	46	31%	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	905	866	769	760	780	3%	13%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	453	420	371	362	382	6%	6%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	452	446	398	398	398	-	6%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	296	319	272	276	230	(17%)	4%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	36	35	40	36	30	(17%)	0%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	196	219	187	187	157	(16%)	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	64	65	45	53	43	(19%)	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	966	1 006	934	962	916	(5%)	15%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	74	69	73	55	64	16%	1%	376	(27%)	1%
Restauration	754	790	707	736	672	(9%)	11%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	138	147	154	171	180	5%	3%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	346	393	361	379	366	(3%)	6%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	92	113	79	121	110	(9%)	2%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	107	129	126	90	118	31%	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	98	97	112	107	95	(11%)	2%	913	13%	2%
Autres activités	49	54	44	61	43	(30%)	1%	466	(7%)	1%
Total région	7 515	7 405	6 609	6 531	6 152	(6%)	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- La construction (26%), le commerce (22%) et l'hébergement (15%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- La baisse moyenne des ouvertures de procédures dans la région (-6%) est portée par le commerce (-8% soit -111 procédures), par la construction (-5% soit -90 procédures) et par l'industrie (-11% soit -58 procédures).
- La plupart des secteurs d'activité présentent des variations plus favorables dans la région que ceux constatés au niveau national.
- La région compte néanmoins une hausse des ouvertures de procédures en 2018 dans les activités de services aux entreprises (+3% soit +20 procédures) et dans les activités financières et d'assurance (+31% soit +11 procédures).

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.

En vert, la variation est supérieure au niveau national.

Les procédures judiciaires

Analyse par région

Bourgogne - Franche-Comté

Le nombre de procédures en région Bourgogne - Franche-Comté a baissé de 2% en 2018, une baisse plus forte que celle observée au niveau national (-1%). Cette baisse plus importante s'explique principalement par :

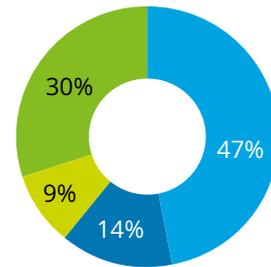
- la baisse (-4%) du nombre de RJ ouverts en 2018, comparée à la baisse nationale (-1%) ;
- la baisse (-28%) du nombre de procédures de sauvegarde ouvertes en 2018, comparée à la baisse nationale (-11%) ; et
- la relative stabilité des ouvertures des LJ entre 2017 et 2018.

La baisse des ouvertures de procédures en 2018 est concentrée sur les entreprises de moins de 10 salariés (-1% soit -27 procédures) et sur les entreprises comptant entre 10 et 49 salariés (-9% soit -8 procédures).

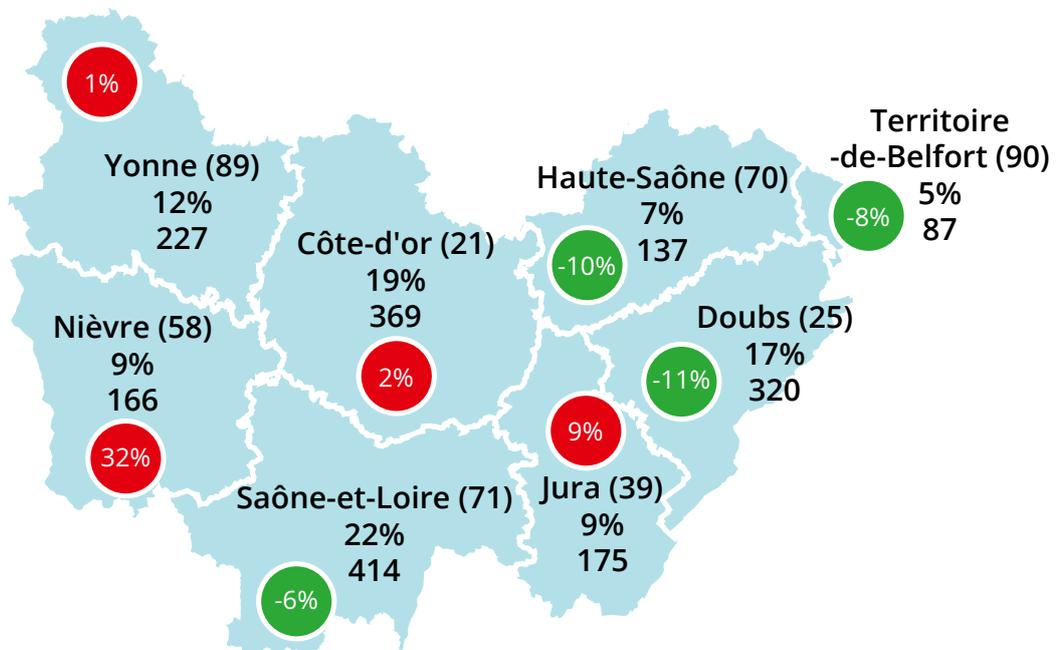
D'autre part, il est à noter une hausse du nombre de procédures ouvertes en 2018 dans 4 départements de la région : Yonne (1%), Côte d'Or (2%), Nièvre (32%) et Jura (9%).

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 2 795 301 habitants
- Surface : 47 784 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 156 655



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2017.

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	785	866	659	663	639	(4%)	33%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	1 503	1 459	1 292	1 254	1 256	0%	65%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	47	51	63	46	33	(28%)	2%	1 054	(11%)	2%
Total région	2 335	2 376	2 014	1 963	1 928	(2%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	2 175	2 211	1 879	1 861	1 834	(1%)	95%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	145	150	110	93	85	(9%)	4%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	15	15	25	9	9	-	0%	305	3%	1%
Total région	2 335	2 376	2 014	1 963	1 928	(2%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Peugeot Japy	25	1991	79,8	RJ	02	336	2932Z	Fabrication d'autres équipements automobiles
Dominique Prudent	71	1971	46,4	RJ	04	500	4941B	Transports routiers de fret de proximité
Selni	58	2001	20,6	LJ	03	50	2711Z	Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques
Menuiserie Pacotte Et Mignotte	21	1966	14,3	RJ	12	144	4332A	Travaux de menuiserie bois et PVC
Solar Euromed	21	2007	10,8	LJ	02	10	7112B	Ingénierie, études techniques
Bi & Bi Investissements	71	2010	9,7	RJ	06	1	3109B	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
Bois Secs De Bourgogne	21	1969	6,9	RJ	05	23	4647Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de meubles, de tapis et d'appareils d'éclairage
Entreprise Champale	71	1959	6,8	RJ	07	20	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
Entreprise Loichot	25	1999	6,7	RJ	03	20	2512Z	Fabrication de portes et fenêtres en métal
Entreprise Nouveau	39	1964	6,4	RJ	06	65	4322B	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	92	95	58	84	113	35%	6%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	17	21	11	16	14	(13%)	1%	222	(8%)	0%
Culture	33	26	17	24	37	54%	2%	549	(2%)	1%
Elevage	42	48	30	44	62	41%	3%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	622	599	503	450	400	(11%)	21%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	511	509	420	358	325	(9%)	17%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	111	90	83	92	75	(18%)	4%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	557	532	445	471	486	3%	26%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	81	85	75	97	87	(10%)	5%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	383	353	305	299	326	9%	17%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	93	94	65	75	73	(3%)	4%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	211	196	185	157	167	6%	9%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	73	64	57	62	64	3%	3%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	138	132	128	95	103	8%	5%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	22	28	25	34	23	(32%)	1%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	16	16	14	25	11	(56%)	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	6	12	11	9	12	33%	1%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	50	40	53	53	49	(8%)	3%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	34	28	31	34	35	3%	2%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	16	12	22	19	14	(26%)	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	12	10	13	5	13	160%	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	199	202	184	164	168	2%	9%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	91	109	99	89	82	(8%)	4%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	108	93	85	75	86	15%	5%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	90	121	82	75	100	33%	5%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	12	14	12	9	20	122%	1%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	63	88	57	47	58	23%	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	15	19	13	19	22	16%	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	325	373	299	326	277	(15%)	15%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	25	36	24	19	18	(5%)	1%	376	(27%)	1%
Restauration	236	281	217	244	205	(16%)	11%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	64	56	58	63	54	(14%)	3%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	108	129	104	98	99	1%	5%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	32	37	29	25	23	(8%)	1%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	30	43	34	35	38	9%	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	29	30	26	18	24	33%	1%	913	13%	2%
Autres activités	17	19	15	20	14	(30%)	1%	466	(7%)	1%
Total région	2 288	2 325	1 951	1 917	1 895	(1%)	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- Le commerce (26%), la construction (21%) et l'hébergement (15%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- L'agriculture et les services aux particuliers ont été particulièrement impactés dans cette région en 2018 (respectivement +35% et +33% par rapport à 2017) et se situent ainsi bien au-dessus de l'évolution nationale de ces secteurs (respectivement -9% et -2%).
- La région se distingue néanmoins par une diminution des ouvertures de procédures dans les activités d'hébergement et de restauration (-15% soit - 49 procédures), de construction (-11% soit -50 procédures) et d'information et de communication (-32% soit -11 procédures) largement supérieure à la variation nationale de ces secteurs (respectivement -1%, -2% et -7%).

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.
En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Bretagne

Le nombre de procédures en région Bretagne a baissé de 6% en 2018, une baisse plus forte que celle observée au niveau national (baisse de 1%). Cette baisse plus importante s'explique principalement par :

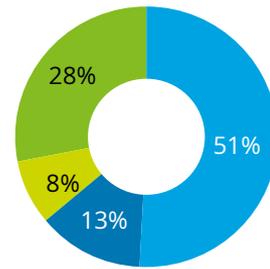
- une baisse plus importante (-7%) du nombre de RJ ouverts en 2018, comparée à la baisse nationale (-1%) ; et
- une baisse plus importante (-6%) du nombre de LJ ouverts en 2018, comparée à la baisse nationale (-1%).

La baisse est concentrée sur les entreprises de moins de 10 salariés en 2018 (-7% soit -148 procédures), comparée à la baisse nationale (-1%).

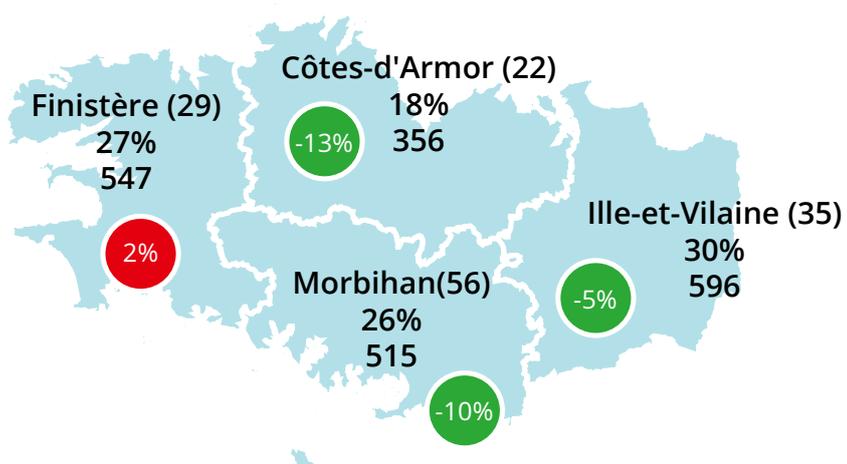
Le nombre de procédures ouvertes en 2018 a diminué dans les départements de Côtes-d'Armor (-13%), de l'Ille-et-Vilaine (-5%) et du Morbihan (-10%). Il a néanmoins augmenté dans le Finistère (+2% vs. 2017).

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 3 329 395 habitants
- Surface : 34 023 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 192 183



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2017.


Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	827	753	688	675	631	(7%)	31%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	1 902	1 753	1 534	1 476	1 383	(6%)	68%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	36	40	28	28	26	(7%)	1%	1 054	(11%)	2%
Total région	2 765	2 546	2 250	2 179	2 040	(6%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	2 617	2 410	2 119	2 091	1 943	(7%)	95%	51 188	(1%)	1
10 à 49 salariés	134	129	116	81	82	1%	4%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	14	7	15	7	15	114%	1%	305	3%	1%
Total région	2 765	2 546	2 250	2 179	2 040	(6%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Doux	29	1960	316,1	LJ	04	997	1012Z	Transformation et conservation de la viande de volaille
Doux Aliments	29	1976	109,7	LJ	04	33	1091Z	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme
Jestin Sas	29	2004	97,6	RJ	10	10	4639A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés
Etablissements Michel Pichon	29	1988	32,0	RJ	11	183	2830Z	Fabrication de machines agricoles et forestières
Charcuteries Gourmandes	56	1980	19,8	LJ	04	109	1013A	Préparation industrielle de produits à base de viande
Doux Accoupage	29	1979	18,9	LJ	04	81	0147Z	Élevage de volailles
Mmo	35	2012	16,0	RJ	12	116	3109B	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement
Sib Soc Isolation Brestoise	29	1977	15,5	RJ	02	111	3900Z	Dépollution et autres services de gestion des déchets
Paon Senanne	29	2004	13,5	LJ	11	20	4638A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de poissons, crustacés et mollusques
Etablissements Gautier	35	2005	12,1	RJ	01	3	4621Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	114	82	143	148	139	(6%)	7%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	14	14	19	11	20	82%	1%	222	(8%)	0%
Culture	25	22	24	27	29	7%	1%	549	(2%)	1%
Elevage	75	46	100	110	90	(18%)	4%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	760	691	555	476	456	(4%)	23%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	626	565	447	372	353	(5%)	18%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	134	126	108	104	103	(1%)	5%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	581	558	475	502	435	(13%)	22%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	77	65	69	67	64	(4%)	3%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	398	408	333	365	293	(20%)	15%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	106	85	73	70	78	11%	4%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	194	200	167	173	149	(14%)	7%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	88	101	70	75	65	(13%)	3%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	106	99	97	98	84	(14%)	4%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	39	47	48	53	39	(26%)	2%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	29	32	33	41	33	(20%)	2%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	10	15	15	12	6	(50%)	0%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	49	38	31	34	38	12%	2%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	39	21	15	20	23	15%	1%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	10	17	16	14	15	7%	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	29	14	11	10	11	10%	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	288	237	235	223	220	(1%)	11%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	131	126	119	107	104	(3%)	5%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	157	111	116	116	116	-	6%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	107	112	98	91	91	-	5%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	11	16	23	12	13	8%	1%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	65	61	52	58	63	9%	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	31	35	23	21	15	(29%)	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	450	416	360	311	311	-	15%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	34	23	19	20	18	(10%)	1%	376	(27%)	1%
Restauration	312	289	244	203	204	0%	10%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	104	104	97	88	89	1%	4%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	118	111	99	130	125	(4%)	6%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	32	37	37	43	39	(9%)	2%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	33	33	32	37	27	(27%)	1%	886	(7%)	2%
Enseignement	31	19	19	30	36	20%	2%	913	13%	2%
Autres activités	22	22	11	20	23	15%	1%	466	(7%)	1%
Total région	2 729	2 506	2 222	2 151	2 014	(6%)	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- La construction (23%), le commerce (22%) et l'hébergement (15%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- La plupart des secteurs d'activités connaissent une baisse du nombre d'ouvertures de procédures en 2018 par rapport à 2017.

- Le nombre d'ouvertures de procédures augmente dans le transport et la logistique ou l'enseignement mais ces activités ne représentent qu'une faible part des défaillances de la région.

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.
En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Centre - Val de Loire

Le nombre de procédures ouvertes en 2018 en région Centre-Val de Loire a diminué de 2% (contre une baisse nationale moyenne de 1%) principalement du fait de :

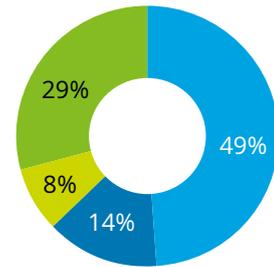
- une baisse (-4%) du nombre de RJ (les RJ représentant 32% des procédures ouvertes dans la région en 2018) ouverts dans la région, comparée à la baisse nationale (-1%) ; et
- un niveau stable de LJ ouvertes en 2018 (les LJ représentant 66% des procédures ouvertes dans la région en 2018) et en ligne avec la baisse nationale de 1%.

La baisse des ouvertures de procédures dans les entreprises de moins de 10 salariés (-4% soit -63 procédures) est partiellement compensée par la hausse des ouvertures de procédures dans les entreprises comptant entre 10 et 49 salariés (+21% soit +18 procédures) et dans les entreprises de plus de 50 salariés (+78% soit +7 procédures).

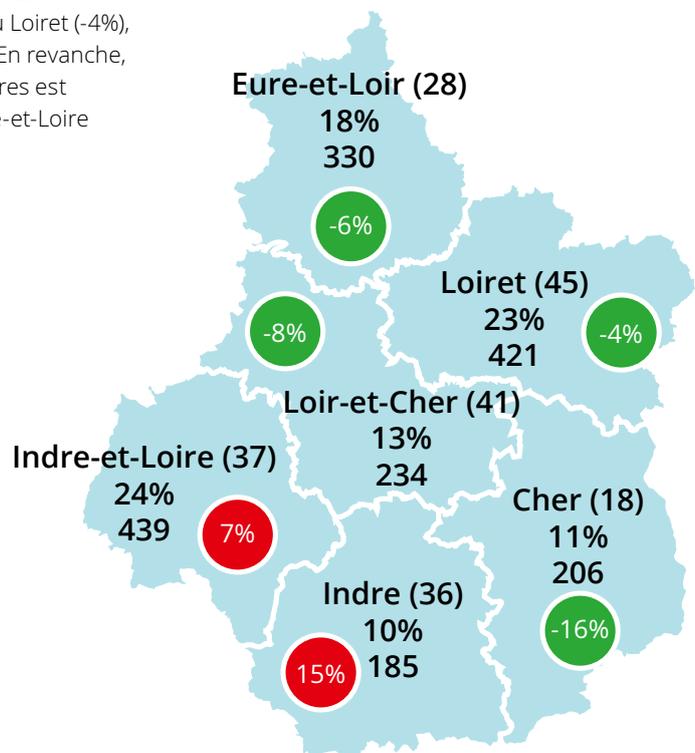
Une baisse des ouvertures de procédures par rapport à 2017 est enregistrée dans les départements de l'Eure-et-Loir (-6%), du Loiret (-4%), du Loir-et-Cher (-8%) et du Cher (-16%). En revanche, une hausse des ouvertures de procédures est enregistrée dans l'Indre (+15%) et l'Indre-et-Loire (+7%).

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 2 566 759 habitants
- Surface : 39 151 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 133 324



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2017.



Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	722	931	672	616	590	(4%)	32%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	1 380	1 365	1 189	1 243	1 225	(1%)	66%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	44	51	30	27	33	22%	2%	1 054	(11%)	2%
Total région	2 146	2 347	1 891	1 886	1 848	(2%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	1 988	2 172	1 761	1 793	1 730	(4%)	94%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	140	157	120	84	102	21%	6%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	18	18	10	9	16	78%	1%	305	3%	1%
Total région	2 146	2 347	1 891	1 886	1 848	(2%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Vallegrain Distribution	28	1989	88,6	RJ	11	135	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie
Ar Industries	36	2015	72,6	RJ	01	379	2453Z	Fonderie de métaux légers
Entreprise Bagot	45	1972	47,7	RJ	06	139	4120B	Construction d'autres bâtiments
Ono Packaging	28	2006	25,9	RJ	12	81	2222Z	Fabrication d'emballages en matières plastiques
Société des Ets Râteau	18	1960	17,3	Sauv	08	31	4643Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils électroménagers
Presta Industrie	28	2007	14,3	LJ	10	65	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie
Brancher Kingswood	28	2 012	11,1	RJ	10	65	2030Z	Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics
Atel électriques métallurgiques Loiret	45	1954	10,8	LJ	01	79	2511Z	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
Alpa Bio Noso Conseil	37	2000	10,6	RJ	09	49	8690B	Laboratoires d'analyses médicales
A. Guillemet Et Fils	36	1980	9,7	RJ	01	103	4941B	Transports routiers de fret de proximité

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte



Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	70	82	89	90	85	(6%)	5%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	15	18	22	14	18	29%	1%	222	(8%)	0%
Culture	34	45	40	52	44	(15%)	2%	549	(2%)	1%
Elevage	21	19	27	24	23	(4%)	1%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	653	669	506	486	450	(7%)	25%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	565	584	420	400	394	(2%)	22%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	88	85	86	86	56	(35%)	3%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	439	524	382	417	421	1%	23%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	89	92	83	88	85	(3%)	5%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	278	334	243	262	273	4%	15%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	72	98	56	67	63	(6%)	3%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	181	184	133	149	119	(20%)	7%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	63	54	49	65	66	2%	4%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	118	130	84	84	53	(37%)	3%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	26	26	28	39	28	(28%)	2%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	22	16	20	22	20	(9%)	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	4	10	8	17	8	(53%)	0%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	59	58	39	50	56	12%	3%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	46	42	28	30	35	17%	2%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	13	16	11	20	21	5%	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	20	19	19	10	16	60%	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	222	232	220	176	189	7%	10%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	104	111	106	88	88	-	5%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	118	121	114	88	101	15%	6%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	88	84	65	86	76	(12%)	4%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	13	7	13	14	11	(21%)	1%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	55	63	46	50	43	(14%)	2%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	20	14	6	22	22	-	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	255	309	268	243	269	11%	15%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	24	20	18	22	13	(41%)	1%	376	(27%)	1%
Restauration	192	243	193	170	196	15%	11%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	39	46	57	51	60	18%	3%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	89	109	112	113	106	(6%)	6%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	33	29	33	38	36	(5%)	2%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	21	39	37	36	30	(17%)	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	26	33	32	29	33	14%	2%	913	13%	2%
Autres activités	9	8	10	10	7	(30%)	0%	466	(7%)	1%
Total région	2 102	2 296	1 861	1 859	1 815	(2%)	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- La construction (25%), le commerce (23%) et l'hébergement (15%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- Les activités d'hébergement (+11% soit +26 procédures) et de services aux entreprises (+7% soit +13 procédures) ont connu une année 2018 compliquée.

- La région a néanmoins vu diminuer le nombre de procédures liées aux activités de construction (-7% soit -36 procédures), d'industrie (-20% soit -30 procédures) et d'information et de communication (-28% soit -11 procédures). Ces baisses sont supérieures aux variations constatées sur ces secteurs au niveau national (respectivement -2%, +1% et -7%).

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.
En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Corse

Le nombre de procédures en région Corse a baissé de 4% en 2018, une baisse plus forte que celle observée au niveau national (-1%). Cette baisse plus importante s'explique par :

- la baisse (-11%) du nombre de procédures de liquidations judiciaires ouvertes en 2018, comparée à la baisse nationale (-1%). Ces procédures représentent 48% des procédures ouvertes dans la région en 2018 ; et
- la baisse (-36%) du nombre de procédures de sauvegardes ouvertes en 2018, comparée à la baisse nationale (-11%). Ces procédures représentent 2% de procédures ouvertes en 2018.

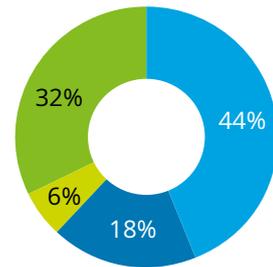
La baisse des ouvertures de procédures est concentrée dans les entreprises de moins de 10 salariés (-5% par rapport à 2017 comparée à une baisse nationale sur ce type d'entreprises de 1%).

La baisse des procédures ouvertes en 2018 est principalement portée par la Haute-Corse (-7% par rapport à 2017). Le nombre de procédures ouvertes en Corse du Sud est stable entre 2017 et 2018.

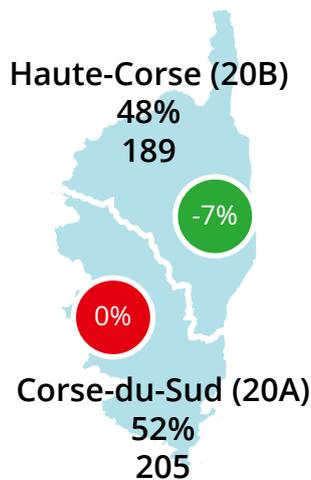
Il est à noter que le nombre de RJ ouverts en 2018 est en hausse par rapport à 2017 (+5%), comparée à une baisse au niveau national de 1%. Ces procédures représentent 50% des procédures ouvertes en 2018 dans la région.

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 339 178 habitants
- Surface : 8 722 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 30 470



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2017.



Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	185	147	192	190	200	5%	50%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	181	196	231	218	194	(11%)	48%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	6	4	6	11	7	(36%)	2%	1 054	(11%)	2%
Total région	372	347	429	419	401	(4%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	347	331	409	400	382	(5%)	95%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	23	15	20	16	16	-	4%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	2	1	-	3	3	-	1%	305	3%	1%
Total région	372	347	429	419	401	(4%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Mannarini	20	1981	13,7	RJ	06	20	4632A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de viandes de boucherie
Constructions Du Nebbio	20	1991	4,7	Sauv	07	20	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
Codipral	20	2004	3,8	RJ	04	13	4638B	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire spécialisé divers
Sarl Nebbio Matériaux	20	2000	3,3	Sauv	07	10	2363Z	Fabrication de béton prêt à l'emploi
Borgo nettoyage industriel et commercial	20	1993	2,8	RJ	03	160	8121Z	Nettoyage courant des bâtiments
Société Corse Des Bois	20	1976	2,1	LJ	05	6	4673A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
Sarl Mediacomm	20	1997	1,8	RJ	10	50	8220Z	Activités de centres d'appels
Menuiserie Di Luna	20	1985	1,7	LJ	02	16	2512Z	Fabrication de portes et fenêtres en métal
Borgo Voyages	20	1995	1,5	RJ	02	10	4939A	Transports routiers réguliers de voyageurs
Corsanim	20	1995	1,4	RJ	12	50	8299Z	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	11	7	5	8	4	(50%)	1%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	1	1	1	1	2	100%	1%	222	(8%)	0%
Culture	5	3	1	4	2	(50%)	1%	549	(2%)	1%
Elevage	5	3	3	3	-	(100%)	-	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	140	118	166	111	122	10%	31%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	127	106	158	101	111	10%	28%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	13	12	8	10	11	10%	3%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	64	69	72	88	68	(23%)	17%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	10	11	9	19	10	(47%)	3%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	43	47	57	58	48	(17%)	12%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	11	11	6	11	10	(9%)	3%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	23	23	26	34	21	(38%)	5%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	10	13	10	18	6	(67%)	2%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	13	10	16	16	15	(6%)	4%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	4	4	3	4	6	50%	2%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	1	1	2	2	4	100%	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	3	3	1	2	2	-	1%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	4	3	7	6	9	50%	2%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	4	1	4	3	4	33%	1%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	-	2	3	3	5	67%	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	3	1	1	1	5	400%	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	31	26	36	40	36	(10%)	9%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	17	10	21	17	12	(29%)	3%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	14	16	15	23	24	4%	6%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	13	15	15	11	11	-	3%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	3	2	3	2	3	50%	1%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	10	13	8	9	6	(33%)	2%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	-	-	4	-	2	-	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	48	60	78	75	76	1%	19%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	4	4	7	4	7	75%	2%	376	(27%)	1%
Restauration	37	50	64	59	60	2%	15%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	7	6	7	12	9	(25%)	2%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	25	17	14	30	36	20%	9%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	12	10	7	17	14	(18%)	4%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	5	5	2	5	9	80%	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	3	2	3	3	5	67%	1%	913	13%	2%
Autres activités	5	-	2	5	8	60%	2%	466	(7%)	1%
Total région	366	343	423	408	394	(3%)	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

• La construction (31%), le commerce (17%) et l'hébergement/restauration (19%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.

• La région Corse connaît un nombre très faible de procédures, ce qui explique des variations très importantes d'une année sur l'autre.

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.

En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Grand Est

Le nombre de procédures en région Grand Est a baissé de 0,3% en 2018, une baisse moins importante que celle observée au niveau national (-1%). Cette moindre baisse s'explique par :

- la hausse du nombre de RJ ouverts en 2018 de 1% contre une baisse nationale de 1% ;
- la hausse du nombre de procédures de sauvegarde ouvertes de 13%, comparée à une baisse nationale de 11% ; et
- la baisse des ouvertures de liquidations judiciaires de 1% en ligne avec la baisse nationale.

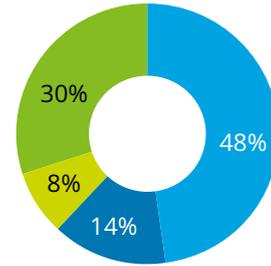
La baisse des ouvertures de procédures en 2018 est concentrée dans les entreprises de moins de 10 salariés (-1% soit -55 procédures). 93% des procédures ouvertes en 2018 dans la région concernent des entreprises de moins de 10 salariés. Cette baisse est compensée par la hausse des ouvertures de procédures dans les entreprises comptant entre 10 et 49 salariés (+16% soit +36 procédures).

D'une part, cinq départements ont connu en 2018 une hausse des ouvertures de procédures dans la région : l'Aube (+38% soit +73 procédures), les Ardennes (+25% soit 47 procédures), la Marne (+10% soit +38 procédures), la Meuse (+25% soit 24 procédures) et les Vosges (+2% soit +7 procédures).

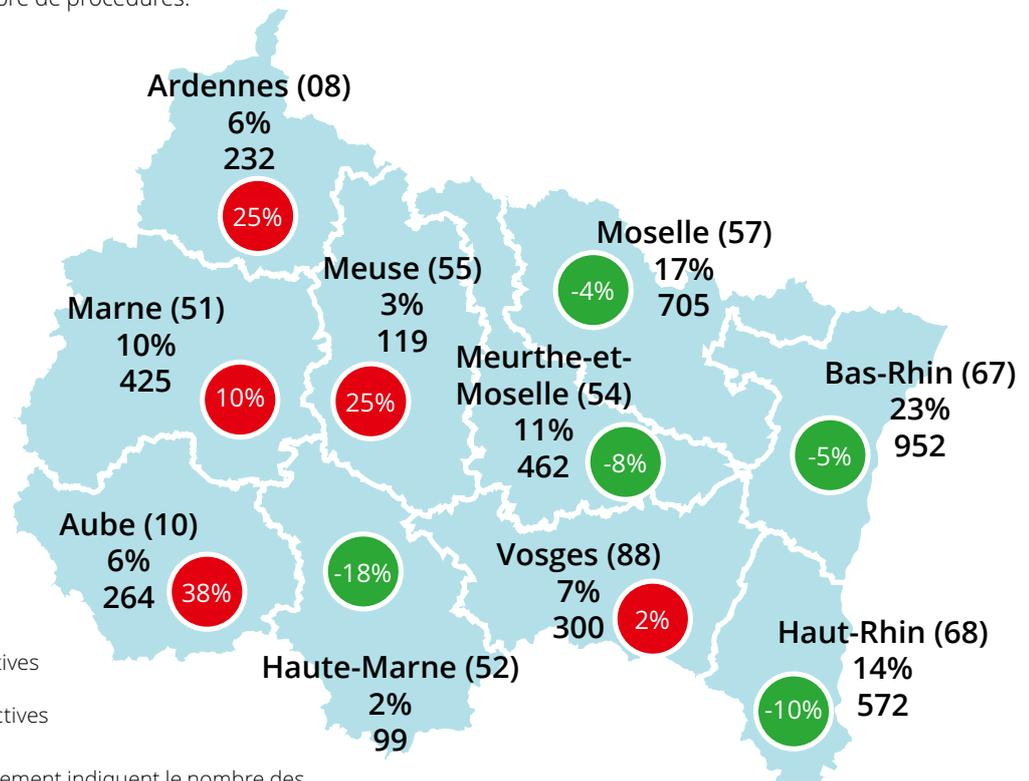
D'autre part, le Haut-Rhin (-10% soit -64 procédures), le Bas-Rhin (-5% soit -55 procédures), la Meurthe-et-Moselle (-8% soit -40 procédures), la Moselle (-4% soit -30 procédures) et la Haute-Marne (-18% soit -21 procédures) ont connu une baisse des ouvertures du nombre de procédures.

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 5 518 188 habitants
- Surface : 57 433 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 313 854



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2017.

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	1 310	1 243	1 105	1 205	1 221	1%	29%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	3 624	3 444	3 336	2 946	2 909	(1%)	69%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	129	74	79	72	81	13%	2%	1 054	(11%)	2%
Total région	5 063	4 761	4 520	4 223	4 211	(0%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	4 653	4 421	4 224	3 976	3 921	(1%)	93%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	360	306	256	221	257	16%	6%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	50	34	40	26	33	27%	1%	305	3%	1%
Total région	5 063	4 761	4 520	4 223	4 211	(0%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
O'Energie	55	2009	76,0	LJ	12	3	4671Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de combustibles et de produits annexes
Cookup Solutions	57	2006	71,0	RJ	07	10	4639A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés
Skbt Aluminium	54	2014	70,1	RJ	05	50	2442Z	Métallurgie de l'aluminium
Ateliers Des Janves	08	1957	58,8	RJ	09	0	2550A	Forge, estampage, matriçage ; métallurgie des poudres
Mph Distribution	57	2004	36,5	RJ	11	5	4633Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles
Société Ardennaise De Menuiserie, Bois Et Plastique	08	1978	24,0	RJ	12	0	4332A	Travaux de menuiserie bois et PVC
Maurer Tempe Sas	68	1967	22,6	RJ	01	150	1013A	Préparation industrielle de produits à base de viande
Sarplast Industrie	57	2000	20,4	RJ	07	102	2932Z	Fabrication d'autres équipements automobiles
Fendri Auto SFA	51	2004	19,6	Sauv	04	20	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
Ardennes Machining Industries	08	2007	19,2	RJ	09	107	2562B	Mécanique industrielle

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	105	115	118	116	90	(22%)	2%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	33	34	44	48	34	(29%)	1%	222	(8%)	0%
Culture	45	43	33	36	30	(17%)	1%	549	(2%)	1%
Elevage	27	38	41	32	26	(19%)	1%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	1 453	1 309	1 244	1 046	1 033	(1%)	25%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	1 208	1 086	999	865	818	(5%)	20%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	245	223	245	181	215	19%	5%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	1 142	1 108	1 108	953	960	1%	23%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	219	194	215	182	209	15%	5%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	663	665	663	593	568	(4%)	14%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	260	249	230	178	183	3%	4%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	387	362	335	333	352	6%	9%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	129	124	114	116	148	28%	4%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	258	238	221	217	204	(6%)	5%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	87	66	53	75	57	(24%)	1%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	54	42	34	51	42	(18%)	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	33	24	19	24	15	(38%)	0%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	155	127	116	129	117	(9%)	3%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	123	94	86	91	82	(10%)	2%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	32	33	30	38	35	(8%)	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	39	23	25	30	34	13%	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	501	468	427	454	431	(5%)	10%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	238	239	225	232	220	(5%)	5%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	263	229	202	222	211	(5%)	5%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	227	212	211	205	206	0%	5%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	22	16	31	27	24	(11%)	1%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	148	140	133	149	138	(7%)	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	57	56	47	29	44	52%	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	670	680	585	564	616	9%	15%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	34	42	31	29	35	21%	1%	376	(27%)	1%
Restauration	541	524	465	433	476	10%	12%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	95	114	89	102	105	3%	3%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	168	219	219	246	234	(5%)	6%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	35	61	63	72	60	(17%)	1%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	53	78	64	64	64	-	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	53	50	63	62	65	5%	2%	913	13%	2%
Autres activités	27	30	29	48	45	(6%)	1%	466	(7%)	1%
Total région	4 934	4 689	4 441	4 151	4 130	(1%)	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- La construction (25%), le commerce (23%) et l'hébergement (15%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- Les activités d'agriculture (-22% soit -26 procédures), de services aux entreprises (-5% soit -23 procédures) et d'information et de communication (-24% soit -18 procédures) ont connu une baisse des ouvertures de procédures supérieures à la variation nationale de ces secteurs (respectivement -9%, +7% et -7%).
- Les activités d'hébergement et de restauration (+9% soit +52 procédures), l'immobilier (+19% soit +34 procédures), l'industrie agroalimentaire (+28% soit +32 procédures) et le commerce et la réparation de véhicule (+15% soit +27 procédures) ont souffert en 2018 avec une hausse supérieure à la moyenne nationale de ces secteurs.

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.
En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Hauts-de-France

Le nombre de procédures en région Hauts-de-France a augmenté de 1% en 2018, alors que la tendance nationale est à la baisse (-1%). Cette hausse s'explique par :

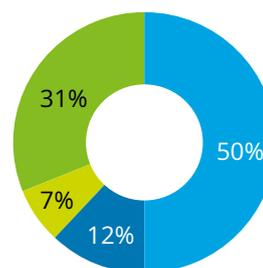
- la forte hausse du nombre de procédures de RJ ouvertes dans la région (+9%), comparée à la baisse observée au niveau national (-1%). Les RJ représentent 33% des procédures ouvertes dans la région en 2018 ;
- la hausse de 1% des procédures ouvertes en 2018 dans les entreprises de moins de 10 salariés, représentant 93% des entreprises concernées par des ouvertures de procédures dans la région en 2018 ; et
- la hausse de 30% des procédures ouvertes en 2018 dans les entreprises de plus de 50 salariés. Ce type d'entreprises représentent 1% des ouvertures de procédures en 2018 dans la région.

D'autre part, la baisse du nombre d'ouvertures de LJ (66% des procédures ouvertes en 2018 dans la région) et de procédures de sauvegarde (1% des procédures ouvertes dans la région) compense partiellement l'impact défavorable des RJ.

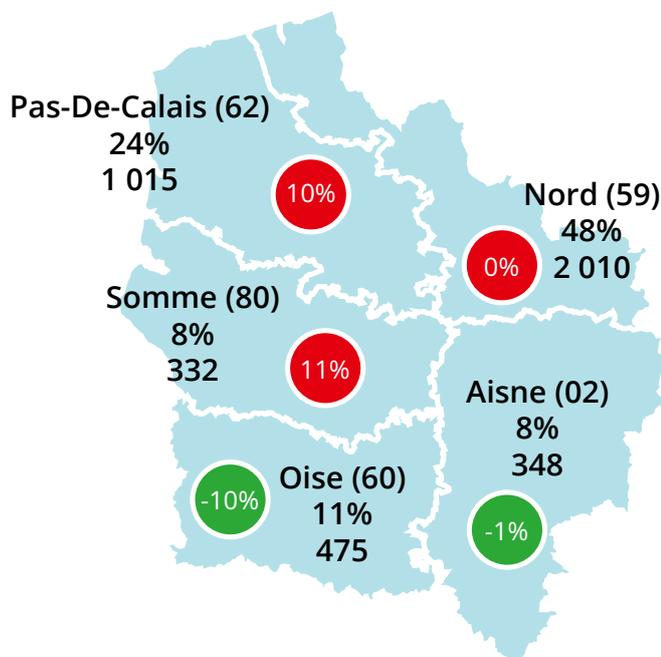
Les départements de l'Oise (-10%) et l'Aisne (-1%) connaissent une baisse des ouvertures de procédures en 2018, au contraire des départements de la Somme (+11%), du Pas-de-Calais (+10%) et du Nord (+0%).

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 5 978 266 habitants
- Surface : 31 813 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 283 725



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2017.


Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	1 624	1 606	1 485	1 261	1 379	9%	33%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	3 331	3 317	3 023	2 845	2 801	(2%)	66%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	106	61	59	71	53	(25%)	1%	1 054	(11%)	2%
Total région	5 061	4 984	4 567	4 177	4 233	1%	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	4 633	4 619	4 278	3 898	3 945	1%	93%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	370	334	265	252	253	0%	6%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	58	31	24	27	35	30%	1%	305	3%	1%
Total région	5 061	4 984	4 567	4 177	4 233	1%	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Electrolux Home Products France	60	1976	286,5	RJ	02	160	4643Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils électroménagers
Artmadis	59	1995	72,0	RJ	05	219	4644Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de vaisselle, verrerie et produits d'entretien
Seco Fertilisants	60	1956	60,2	RJ	04	96	2015Z	Fabrication de produits azotés et d'engrais
Cades	59	1977	30,3	Sauv	10	130	4649Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
Scarna Construction	59	2003	29,1	RJ	06	100	4120B	Construction d'autres bâtiments
Plantiflor Sarl	59	1985	21,9	LJ	04	41	4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé
Velysam Soc	59	1972	16,6	RJ	05	31	1391Z	Fabrication d'étoffes à mailles
Bon Bon Buddies	62	2003	15,7	LJ	12	8	4636Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de sucre, chocolat et confiserie
Etablissements Dachy	02	1955	14,9	RJ	10	38	4661Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel agricole
Clôtures Place	59	1956	14,0	LJ	01	64	2593Z	Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	66	72	62	59	56	(5%)	1%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	24	21	18	19	13	(32%)	0%	222	(8%)	0%
Culture	19	18	19	20	26	30%	1%	549	(2%)	1%
Elevage	23	33	25	20	17	(15%)	0%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	1 409	1 298	1 099	898	1 035	15%	25%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	1 209	1 134	933	766	915	19%	22%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	200	164	166	132	120	(9%)	3%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	1 126	1 172	1 058	1 087	1 038	(5%)	25%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	200	182	184	184	200	9%	5%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	710	762	701	699	666	(5%)	16%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	216	228	173	204	172	(16%)	4%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	396	387	357	324	305	(6%)	7%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	141	151	136	137	127	(7%)	3%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	255	236	221	187	178	(5%)	4%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	68	77	79	70	71	1%	2%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	40	55	56	48	48	-	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	28	22	23	22	23	5%	1%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	158	157	131	129	145	12%	3%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	117	113	93	88	82	(7%)	2%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	41	44	38	41	63	54%	2%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	38	43	38	35	26	(26%)	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	487	476	495	408	457	12%	11%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	248	238	242	192	214	11%	5%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	239	238	253	216	243	13%	6%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	257	251	244	215	186	(13%)	4%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	27	30	18	21	20	(5%)	0%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	182	175	175	156	127	(19%)	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	48	46	51	38	39	3%	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	711	717	670	622	593	(5%)	14%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	30	19	20	21	12	(43%)	0%	376	(27%)	1%
Restauration	522	548	504	454	443	(2%)	11%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	159	150	146	147	138	(6%)	3%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	239	274	275	259	268	3%	6%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	55	99	90	80	84	5%	2%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	69	73	89	81	75	(7%)	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	69	56	68	64	75	17%	2%	913	13%	2%
Autres activités	46	46	28	34	34	-	1%	466	(7%)	1%
Total région	4 955	4 924	4 508	4 106	4 180	2%	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- Le commerce (25%), la construction (25%) et l'hébergement (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- Après plusieurs années favorables, les activités de construction et de services aux entreprises ont connu une année 2018 compliquée avec des hausses respectives du nombre d'ouvertures de procédures de 15% et 12%, (contre

une baisse nationale de 2% pour la construction et une hausse de 7% au niveau national pour le service aux entreprises.

- Les activités de commerce (-5%), de services aux particuliers (-13%), d'hébergement et de restauration (-5%) et d'industrie (-6%) connaissent une diminution du nombre d'ouvertures de

procédures et surpassent la tendance baissière sur ces secteurs au niveau national.

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.
En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Ile-de-France

Le nombre de procédures en région Ile-de-France a augmenté de 6% en 2018 alors que la tendance nationale est à la baisse (-1%). Cette forte hausse s'explique par :

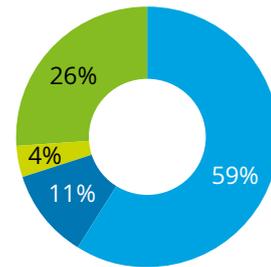
- la hausse du nombre de procédures de RJ ouvertes dans la région (+15%), comparée à la baisse observée au niveau national (-1%). Les RJ représentent 19% des procédures ouvertes en 2018 dans la région ; et
- la hausse du nombre d'ouvertures de LJ de 4%, comparée à une baisse nationale de 1%.

La hausse du nombre d'ouvertures de procédures a principalement augmenté dans les entreprises de moins de 10 salariés (+6%) alors que la tendance nationale sur ce type d'entreprises est baissière (-1%). 93% des procédures ouvertes dans la région 2018 concernent des entreprises de moins de 10 salariés.

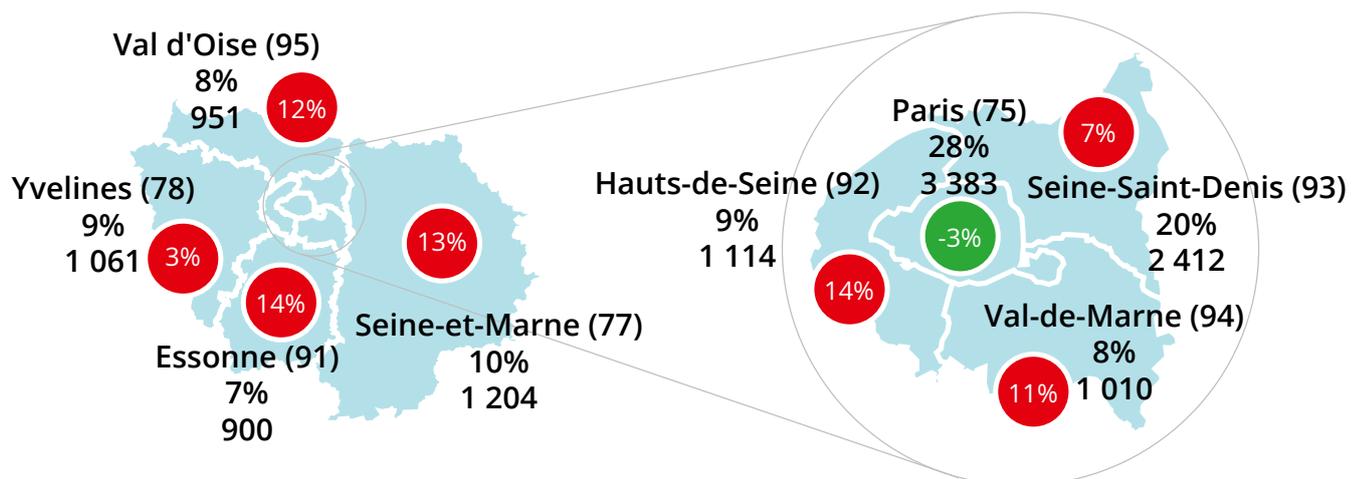
A l'exception du département parisien (-3%), tous les départements de l'Ile-de-France connaissent une hausse du nombre d'ouvertures des procédures.

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 12 213 364 habitants
- Surface : 12 011 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 1 044 865



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2017.

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	2 210	2 404	2 450	2 036	2 340	15%	19%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	9 435	10 163	9 736	9 316	9 695	4%	80%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	190	194	137	137	114	(17%)	1%	1 054	(11%)	2%
Total région	11 835	12 761	12 323	11 489	12 149	6%	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	10 751	11 532	11 264	10 577	11 238	6%	93%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	971	1 103	981	824	844	2%	7%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	113	126	78	88	67	(24%)	1%	305	3%	1%
Total région	11 835	12 761	12 323	11 489	12 149	6%	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Toys"R"Us	77	1988	326,8	RJ	07	1 315	4765Z	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
Audim	93	1981	158,4	RJ	08	20	4619A	Centrales d'achat non alimentaires
Majencia	92	1989	112,6	RJ	11	685	3101Z	Fabrication de meubles de bureau et de magasin
Sbmtpt	75	2009	72,3	RJ	09	201	4663Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil
Gibson Innovations France Sas	92	2013	67,9	LJ	05	55	4643Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'appareils électroménagers
Cef Entreprise générale du bâtiment	91	1975	61,4	RJ	10	116	4120B	Construction d'autres bâtiments
Gimaex	77	1984	60,0	RJ	01	134	2910Z	Construction de véhicules automobiles
Isopro sécurité privée Idf	75	2013	39,4	LJ	10	1 382	8010Z	Activités de sécurité privée
International Telecommunication Network France	92	1995	36,9	RJ	08	32	6110Z	Télécommunications filaires
H2D Didier Mary	77	2011	34,0	RJ	03	100	1812Z	Autre imprimerie (labeur)

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte



Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	28	14	16	18	19	6%	0%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	15	5	3	8	8	-	0%	222	(8%)	0%
Culture	4	5	9	6	4	(33%)	0%	549	(2%)	1%
Elevage	9	4	4	4	7	75%	0%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	3 586	3 978	3 706	3 335	3 400	2%	28%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	3 187	3 585	3 303	3 066	3 118	2%	26%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	399	393	403	269	282	5%	2%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	2 384	2 399	2 298	2 280	2 329	2%	19%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	296	295	288	303	353	17%	3%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	1 210	1 211	1 151	1 189	1 148	(3%)	10%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	878	893	859	788	828	5%	7%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	593	618	605	585	572	(2%)	5%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	139	152	167	164	181	10%	2%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	454	466	438	421	391	(7%)	3%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	637	665	646	590	590	-	5%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	336	349	357	312	332	6%	3%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	301	316	289	278	258	(7%)	2%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	478	569	652	683	889	30%	7%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	366	435	443	378	409	8%	3%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	112	134	209	305	480	57%	4%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	102	88	74	60	71	18%	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 887	1 989	1 979	1 803	1 916	6%	16%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	1 024	1 046	1 104	975	1 008	3%	8%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	863	943	875	828	908	10%	8%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	440	498	482	423	491	16%	4%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	41	36	46	58	61	5%	1%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	306	373	350	285	332	16%	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	93	89	86	80	98	23%	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	949	1 142	1 106	1 033	1 157	12%	10%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	32	37	37	47	25	(47%)	0%	376	(27%)	1%
Restauration	871	1 044	1 006	907	1 039	15%	9%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	46	61	63	79	93	18%	1%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	561	606	622	542	601	11%	5%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	150	162	188	152	162	7%	1%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	144	176	168	165	156	(5%)	1%	886	(7%)	2%
Enseignement	178	169	166	151	197	30%	2%	913	13%	2%
Autres activités	89	99	100	74	86	16%	1%	466	(7%)	1%
Total région	11 645	12 566	12 186	11 352	12 035	6%	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- La construction (28%), le commerce (19%) et le service aux entreprises (16%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- La grande majorité des secteurs ont connu une année 2018 défavorable.

- La région Ile-de-France ne suit pas la tendance baissière constatée au niveau national. Les ouvertures de procédures ont augmenté de 6% en 2018 dans la région contre une baisse au niveau national de 1%.

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.
En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Normandie

Le nombre de procédures en région Normandie a augmenté de 1% en 2018 tandis que la tendance nationale est une baisse (-1%). Cette hausse s'explique par :

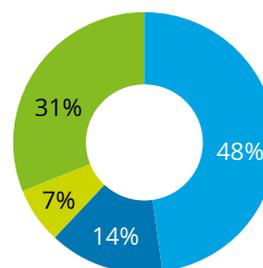
- la hausse du nombre de procédures de RJ ouvertes dans la région (+17%), comparée à la baisse observée au niveau national (-1%). Les RJ représentent 34% des procédures ouvertes en 2018 dans la région ; partiellement compensée par ;
- la baisse du nombre d'ouvertures de LJ ouvertes dans la région (-5%) au-delà de la tendance nationale (-1%) ; et
- la baisse des ouvertures de sauvegardes (-26%), qui surpassent la baisse nationale de 1%.

Le nombre d'ouvertures de procédures est stable dans les entreprises de moins de 10 salariés (+0%) et augmente dans les entreprises comptant entre 10 et 49 salariés (+6%) et diminue dans les entreprises de plus de 50 salariés (-8%).

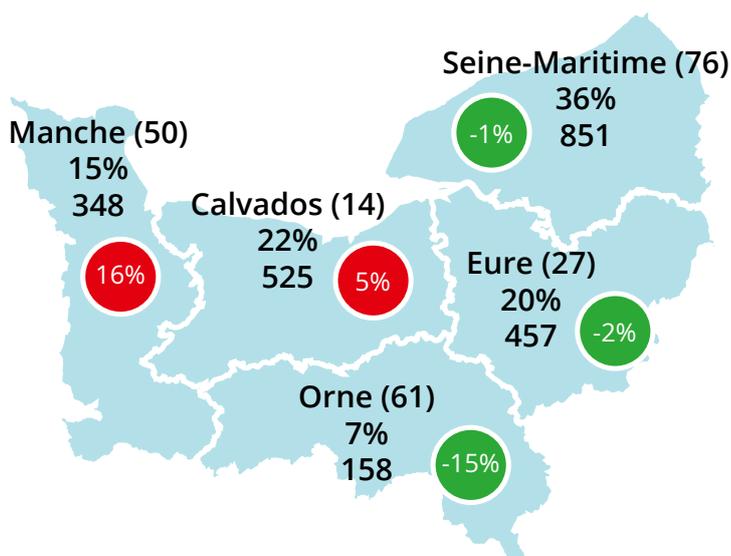
Deux départements concentrent la hausse des ouvertures de procédures : la Manche (+16%) et le Calvados (+5%). Les départements l'Orne (-15%), de l'Eure (-2%) et de la Seine-Maritime (-1%) ont connu une année 2018 plus favorable.

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 3 319 067 habitants
- Surface : 29 906 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 162 556



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2017.



Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	1 030	914	789	702	824	17%	34%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	1 731	1 883	1 680	1 603	1 515	(5%)	63%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	63	69	61	68	50	(26%)	2%	1 054	(11%)	2%
Total région	2 824	2 866	2 530	2 373	2 389	1%	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	2 594	2 693	2 365	2 224	2 233	0%	93%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	212	158	146	137	145	6%	6%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	18	15	19	12	11	(8%)	0%	305	3%	1%
Total région	2 824	2 866	2 530	2 373	2 389	1%	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Société Nouvelle Aim Group	50	2015	64,1	RJ	04	225	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie
Maisonneuve	50	1989	25,7	RJ	05	100	2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques
Bovex	50	2012	23,2	RJ	04	10	4623Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'animaux vivants
Du Noireau	14	1998	19,8	Sauv	04	50	4711F	Hypermarchés
Tecma	14	1982	16,7	RJ	12	100	2899B	Fabrication d'autres machines spécialisées
Maryo	27	1999	15,4	LJ	09	47	4120A	Construction de maisons individuelles
Groupe Risloise	27	1984	12,6	RJ	01	143	8292Z	Activités de conditionnement
Ivt Security	76	2008	12,1	RJ	07	23	4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
Etablissements G. Michel	14	1970	12,0	RJ	07	20	4673A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
Société Nouvelle Areacem	61	1980	11,8	LJ	02	50	1820Z	Reproduction d'enregistrements

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	85	121	101	97	80	(18%)	3%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	15	16	13	13	11	(15%)	0%	222	(8%)	0%
Culture	20	25	19	14	20	43%	1%	549	(2%)	1%
Elevage	50	80	69	70	49	(30%)	2%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	766	772	631	570	613	8%	26%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	682	687	528	488	518	6%	22%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	84	85	103	82	95	16%	4%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	642	621	555	550	489	(11%)	21%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	108	100	85	104	92	(12%)	4%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	427	411	370	364	323	(11%)	14%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	107	110	100	82	74	(10%)	3%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	241	199	210	152	172	13%	7%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	91	97	96	71	91	28%	4%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	150	102	114	81	81	-	3%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	37	27	43	38	28	(26%)	1%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	27	17	29	24	19	(21%)	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	10	10	14	14	9	(36%)	0%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	67	49	63	69	76	10%	3%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	46	40	45	46	46	-	2%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	21	9	18	23	30	30%	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	19	18	14	9	12	33%	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	268	308	248	217	239	10%	10%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	148	165	127	101	110	9%	5%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	120	143	121	116	129	11%	6%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	127	127	96	98	97	(1%)	4%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	13	20	11	10	18	80%	1%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	88	80	63	68	63	(7%)	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	26	27	22	20	16	(20%)	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	376	424	380	358	388	8%	17%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	25	35	27	18	29	61%	1%	376	(27%)	1%
Restauration	281	314	270	260	279	7%	12%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	70	75	83	80	80	-	3%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	133	130	128	147	145	(1%)	6%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	31	32	40	38	36	(5%)	2%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	47	47	41	39	42	8%	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	40	31	27	39	42	8%	2%	913	13%	2%
Autres activités	15	20	20	31	25	(19%)	1%	466	(7%)	1%
Total région	2 761	2 796	2 469	2 305	2 339	1%	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- La construction (26%), le commerce (21%) et l'hébergement (17%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- Le commerce (-11% soit -61 procédures), l'agriculture (-18% soit -17 procédures) et les activités d'information et de communication (-26% soit -10 procédures) ont connu une nouvelle année favorable, au-delà de la baisse moyenne constatée sur ces secteurs d'activité au niveau national.

- La région Normandie est pénalisée par les secteurs de la construction (+8% soit +43 procédures), de l'hébergement et de la restauration (+8% soit +30 procédures), des services aux entreprises (+10% soit +22 procédures) et de l'industrie (+13% soit +20 procédures), au-dessus des tendances nationales pour ces secteurs d'activité.

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.

En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Nouvelle-Aquitaine

Le nombre de procédures en région Nouvelle-Aquitaine est relativement stable en 2018 (+0,3% vs. 2017). Cette relative stabilité est le résultat de différents effets :

- la hausse du nombre de procédures de LJ ouvertes dans la région (+2% soit +47 procédures), comparée à la baisse observée au niveau national (-1%). Les LJ représentent 62% des procédures ouvertes en 2018 dans la région ; partiellement compensée par
- la baisse mesurée du nombre de procédures de RJ ouvertes dans la région (-1% soit -23 procédures), en ligne avec la baisse nationale (-1%) ;
- la baisse des ouvertures de sauvegardes (-6% soit -10 procédures), plus faible que la baisse nationale (-11%).

Les procédures ouvertes au bénéfice des entreprises de moins de 10 salariés (représentant 94% des entreprises concernées par les procédures en 2018) ont diminué en 2018 (-1% soit -26 procédures). En revanche, les entreprises de plus de 10 salariés ont connu une année plus difficile dans la région avec une hausse de 18% du nombre d'ouvertures de procédures (soit +40 procédures).

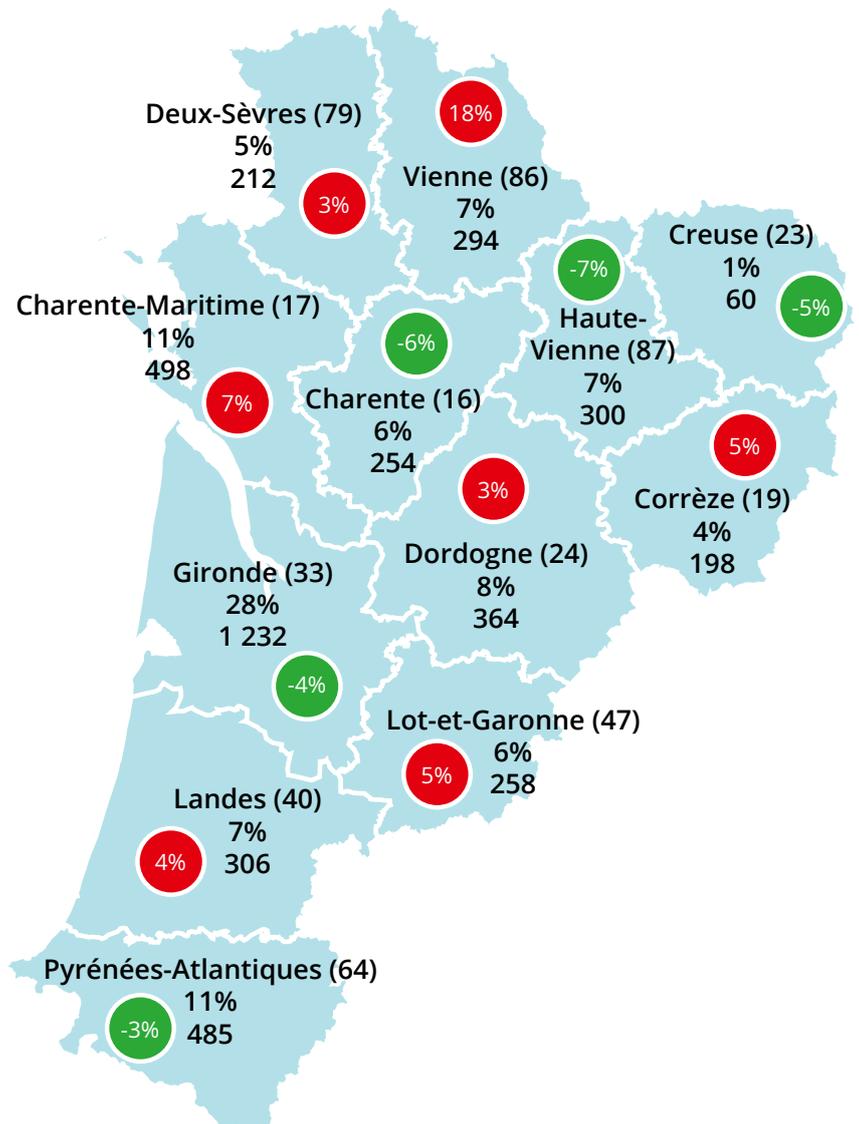
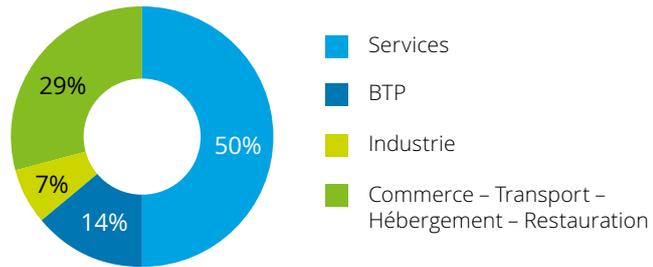
La région est également marquée par la disparité de l'évolution du nombre de procédures ouvertes dans chacun des départements : 5 départements ont connu une baisse des procédures ouvertes et 7 une hausse.

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2017.

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 5 987 014 habitants
- Surface : 84 036 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 377 790





Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	1 982	1 807	1 618	1 593	1 570	(1%)	34%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	3 530	3 703	3 100	2 844	2 891	2%	62%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	271	267	189	175	165	(6%)	4%	1 054	(11%)	2%
Total région	5 783	5 777	4 907	4 612	4 626	0,3%	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	5 417	5 408	4 673	4 385	4 359	(1%)	94%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	336	333	214	213	250	17%	5%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	30	36	20	14	17	21%	0%	305	3%	1%
Total région	5 783	5 777	4 907	4 612	4 626	0%	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Rougier Afrique International	79	1997	109,2	RJ	03	37	4673A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
Menuiserie Grégoire S A	24	1973	37,7	RJ	07	250	2512Z	Fabrication de portes et fenêtres en métal
Atlantique Alimentaire	17	1997	27,7	RJ	07	173	1085Z	Fabrication de plats préparés
Logi Mod	19	2002	16,7	LJ	02	20	4642Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
Compagnie des villas et demeures de France	86	1991	14,9	RJ	11	40	7111Z	Activités d'architecture
Cobelba Construction Sas	33	2013	13,2	LJ	08	10	4299Z	Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.
Distribution Automobile Creusois	23	2006	12,5	LJ	11	25	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
A T N	47	2000	11,9	RJ	06	72	2822Z	Fabrication de matériel de levage et de manutention
Jeva-Rondinaud	16	1954	11,3	RJ	02	50	1520Z	Fabrication de chaussures
Steva Limousin	87	2015	11,1	RJ	04	117	2550B	Découpage, emboutissage

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte



Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	291	279	260	261	266	2%	6%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	53	28	52	45	46	2%	1%	222	(8%)	0%
Culture	121	128	112	105	124	18%	3%	549	(2%)	1%
Elevage	117	123	96	111	96	(14%)	2%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	1 538	1 425	1 200	1 077	1 044	(3%)	23%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	1 302	1 177	965	877	871	(1%)	20%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	236	248	235	200	173	(14%)	4%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	1 268	1 335	1 105	1 001	996	(0%)	22%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	179	215	184	156	176	13%	4%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	833	886	735	654	670	2%	15%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	256	234	186	191	150	(21%)	3%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	402	413	324	342	357	4%	8%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	163	162	141	158	160	1%	4%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	239	251	183	184	197	7%	4%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	73	86	74	82	81	(1%)	2%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	46	51	51	57	55	(4%)	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	27	35	23	25	26	4%	1%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	123	114	89	87	98	13%	2%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	91	83	64	64	65	2%	1%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	32	31	25	23	33	43%	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	32	32	14	19	24	26%	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	565	553	489	492	476	(3%)	11%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	252	282	238	230	229	(0%)	5%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	313	271	251	262	247	(6%)	6%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	220	239	201	156	176	13%	4%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	33	51	33	33	26	(21%)	1%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	147	147	117	96	119	24%	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	40	41	51	27	31	15%	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	720	770	706	635	668	5%	15%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	50	71	44	31	50	61%	1%	376	(27%)	1%
Restauration	582	584	537	478	494	3%	11%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	88	115	125	126	124	(2%)	3%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	280	263	256	285	275	(4%)	6%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	91	90	92	101	107	6%	2%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	85	97	88	94	83	(12%)	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	69	51	49	62	62	-	1%	913	13%	2%
Autres activités	35	25	27	28	23	(18%)	1%	466	(7%)	1%
Total région	5 512	5 509	4 718	4 437	4 461	1%	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- La construction (23%), le commerce (22%) et l'hébergement (15%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- Les activités d'hébergement (+5% soit +33 procédures) et les activités de services aux particuliers (+13% soit +20 procédures) sont les secteurs qui ont connu le plus d'ouvertures de procédures en 2018.
- La région se distingue néanmoins par une diminution des ouvertures de procédures dans la construction (-3% soit -33 procédures).

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.
En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Occitanie

Le nombre de procédures en région Occitanie a diminué de 6% en 2018, une baisse plus marquée que celle observée au niveau national (-1%) en raison de :

- la baisse du nombre de procédures de RJ ouvertes dans la région (-3%), comparée à la baisse observée au niveau national (-1%) ;
- la baisse du nombre de procédures de LJ ouvertes dans la région (-7%), comparée à la baisse observée au niveau national (-1%) ; et
- le nombre de procédures de sauvegarde ouvertes, qui a baissé en 2018 de 19% par rapport à l'année précédente (contre une baisse nationale de 11%).

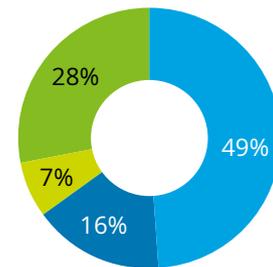
La baisse est marquée dans les entreprises de toutes tailles :

- dans les entreprises de moins de 10 salariés, la baisse est de 6% (contre -1% au niveau national) ;
- dans les entreprises comptant entre 10 et 49 salariés, la baisse enregistrée est de 3% (contre une hausse de 2% au niveau national) ; et
- dans les entreprises de plus de 50 salariés, la baisse est de 19% (contre une hausse de 3% au niveau national).

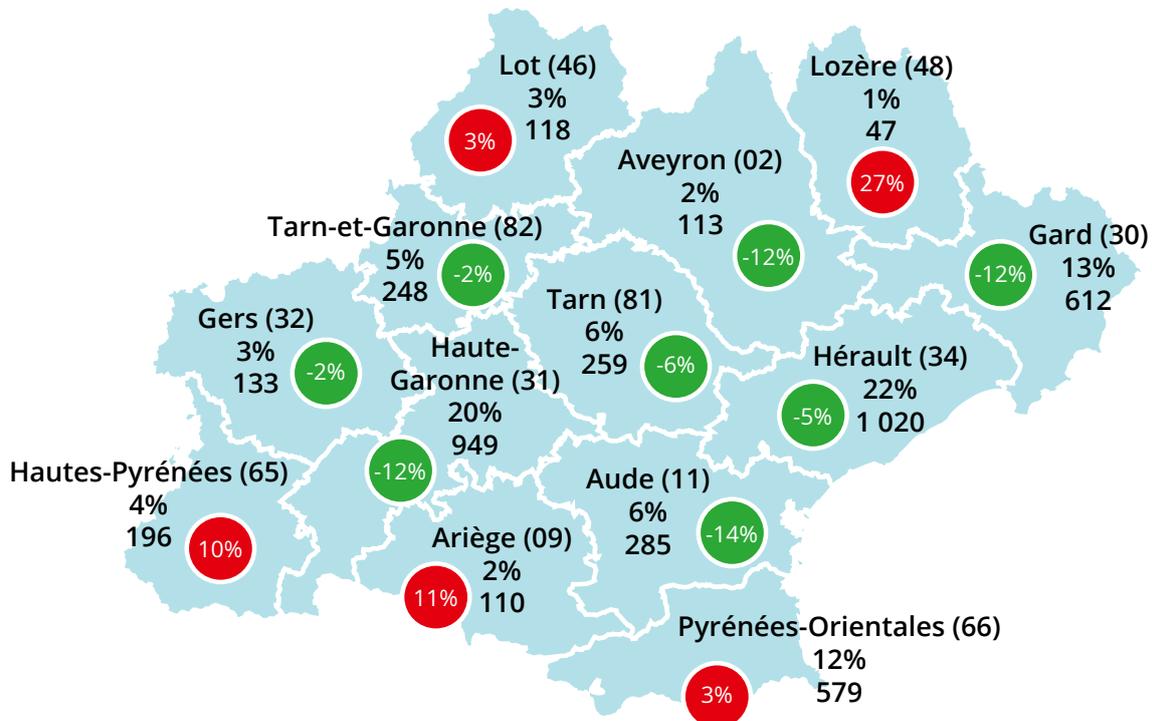
Néanmoins, le nombre de procédures augmente dans 5 départements : les Hautes-Pyrénées (+10% soit +18 procédures), les Pyrénées-Orientales (+3% soit +17 procédures), l'Ariège (+11% soit +11 procédures), la Lozère (+27% soit +10 procédures) et le Lot (+3% soit + 3 procédures).

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 5 892 817 habitants
- Surface : 72 724 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 401 143



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2017.


Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	1 833	1 951	1 724	1 602	1 555	(3%)	33%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	4 120	3 879	3 448	3 353	3 114	(7%)	65%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	167	197	141	108	87	(19%)	2%	1 054	(11%)	2%
Total région	6 120	6 027	5 313	5 063	4 756	(6%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	5 788	5 668	5 039	4 811	4 513	(6%)	95%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	310	327	253	236	230	(3%)	5%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	22	32	21	16	13	(19%)	0%	305	3%	1%
Total région	6 120	6 027	5 313	5 063	4 756	(6%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Sa François Fondeville	66	1991	120,4	RJ	10	357	4120B	Construction d'autres bâtiments
Delta Recyclage	34	2001	39,4	Sauv	07	100	3832Z	Récupération de déchets triés
Freducci	31	1990	34,2	RJ	04	250	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
New Eas	66	2014	18,8	RJ	10	237	3316Z	Réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux
Cheville Languedocienne	11	2000	15,0	RJ	11	31	4632A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de viandes de boucherie
André Badie & Fils	66	1960	14,3	RJ	01	72	2312Z	Façonnage et transformation du verre plat
Assainissement du sud de la France	31	1984	12,7	LJ	04	6	7112B	Ingénierie, études techniques
Plafonds et constructions du Languedoc	34	1975	12,7	RJ	05	76	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
Libellule Corporation	31	2006	10,7	RJ	04	20	1413Z	Fabrication de vêtements de dessus
Tel Express	34	1992	10,3	Sauv	07	199	5229A	Messagerie, fret express

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte



Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	207	168	177	213	161	(24%)	3%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	19	20	28	25	22	(12%)	0%	222	(8%)	0%
Culture	135	103	104	125	96	(23%)	2%	549	(2%)	1%
Elevage	53	45	45	63	43	(32%)	1%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	1 764	1 670	1 499	1 268	1 167	(8%)	25%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	1 423	1 395	1 214	1 045	954	(9%)	20%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	341	275	285	223	213	(4%)	5%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	1 398	1 296	1 157	1 115	1 120	0%	24%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	262	195	209	183	194	6%	4%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	876	831	758	726	716	(1%)	15%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	260	270	190	206	210	2%	4%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	362	385	324	323	299	(7%)	6%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	138	137	135	146	136	(7%)	3%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	224	248	189	177	163	(8%)	3%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	79	88	75	92	93	1%	2%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	40	45	46	57	69	21%	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	39	43	29	35	24	(31%)	1%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	128	116	97	106	102	(4%)	2%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	98	79	63	79	60	(24%)	1%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	30	37	34	27	42	56%	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	46	35	32	31	31	-	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	638	564	516	527	459	(13%)	10%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	279	286	250	232	221	(5%)	5%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	359	278	266	295	238	(19%)	5%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	211	221	175	180	181	1%	4%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	31	27	18	27	21	(22%)	0%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	132	146	131	122	124	2%	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	48	48	26	31	36	16%	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	824	918	825	789	740	(6%)	16%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	86	86	63	53	40	(25%)	1%	376	(27%)	1%
Restauration	637	705	642	597	570	(5%)	12%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	101	127	120	139	130	(6%)	3%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	296	368	295	311	316	2%	7%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	96	130	92	106	110	4%	2%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	81	112	85	101	79	(22%)	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	70	76	70	68	92	35%	2%	913	13%	2%
Autres activités	49	50	48	36	35	(3%)	1%	466	(7%)	1%
Total région	5 953	5 829	5 172	4 955	4 669	(6%)	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- La construction (25%), le commerce (24%) et l'hébergement (16%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- La plupart des secteurs d'activité connaissent une baisse du nombre d'ouvertures de procédures en 2018. Aux premiers rangs d'entre eux se trouvent la construction (-8% soit -101 procédures),

les services aux entreprises (-13% soit -68 procédures) et l'hébergement (-6% soit -49 procédures). Ces trois secteurs d'activité connaissent une baisse du nombre d'ouvertures de procédures supérieure à la baisse moyenne nationale de ces secteurs.

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.

En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Les procédures judiciaires

Analyse par région

Pays de la Loire

Le nombre de procédures en région Pays de la Loire a diminué de 2% en 2018, une baisse légèrement supérieure à celle observée au niveau national (-1%). Cette baisse s'explique par :

- la baisse du nombre de RJ ouverts en 2018 par rapport à l'année précédente (-12%). Les RJ représentent 32% des procédures ouvertes dans la région en 2018 ; et
- la baisse du nombre de procédures de sauvegarde ouvertes en 2018 par rapport à l'année précédente (-21%). Les sauvegardes ne représentent que 3% des procédures ouvertes dans la région en 2018.

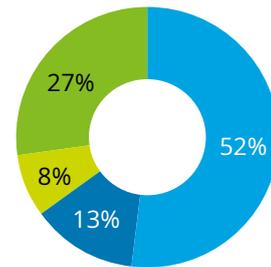
Ces baisses sont partiellement compensées par la hausse du nombre de liquidations judiciaires ouvertes dans la région en 2018.

La baisse des procédures est concentrée sur les entreprises de moins de 10 salariés (-3% soit -74 procédures). Ces entreprises représentent 94% des entreprises concernées par l'ouverture de procédures dans la région en 2018.

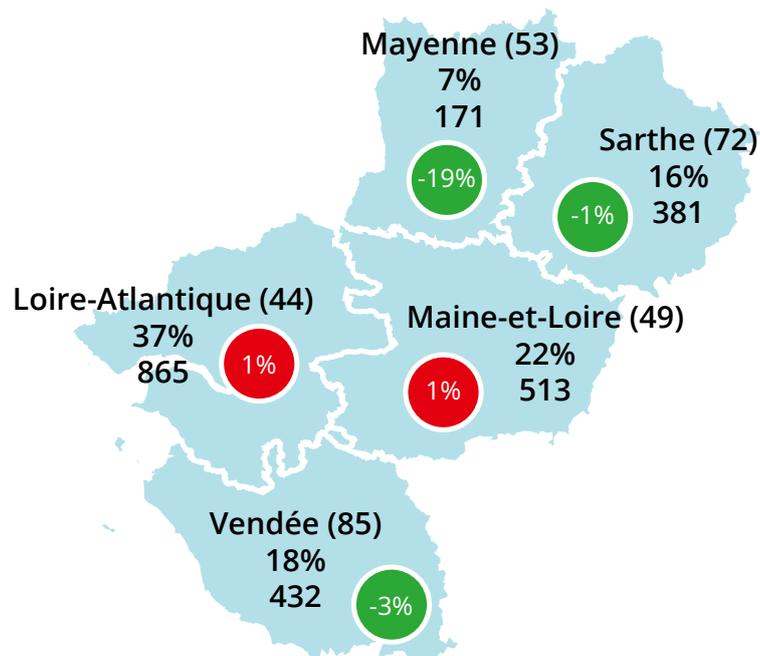
Deux départements ont connu une hausse des ouvertures de procédures en 2018 : la Loire-Atlantique (+1%) et le Maine-et-Loire (+1%).

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 3 786 545 habitants
- Surface : 32 082 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 204 511



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2017.

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	876	977	865	872	768	(12%)	32%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	2 021	2 035	1 706	1 532	1 594	4%	66%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	100	108	69	68	54	(21%)	2%	1 054	(11%)	2%
Total région	2 997	3 120	2 640	2 472	2 416	(2%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	2 801	2 886	2 485	2 344	2 270	(3%)	94%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	179	215	142	118	125	6%	5%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	17	19	13	10	21	110%	1%	305	3%	1%
Total région	2 997	3 120	2 640	2 472	2 416	(2%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Nox Ingénierie	44	1994	41,7	RJ	11	242	7112B	Ingénierie, études techniques
Lelièvre Constructions Mancelles	72	1977	41,5	RJ	10	3	4120A	Construction de maisons individuelles
Covia Filière Viandes	85	1975	37,3	RJ	12	78	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie
Constructions B. Fournigault	72	1978	25,3	RJ	10	142	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
Coop Viande de la région Atlantique	85	1971	24,1	RJ	12	10	4623Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'animaux vivants
Etablissements Daviet	85	1976	23,0	Sauv	05	50	0147Z	Élevage de volailles
Soc Ballis	85	1979	20,0	LJ	04	92	0147Z	Élevage de volailles
Sopromo	72	1980	19,9	RJ	10	29	4673A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
Lang Construction	44	1970	18,0	RJ	12	61	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
Vallegrain Abattoir	72	1997	17,5	RJ	11	115	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	90	108	131	161	127	(21%)	5%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	12	12	16	10	9	(10%)	0%	222	(8%)	0%
Culture	32	39	40	28	28	-	1%	549	(2%)	1%
Elevage	46	57	75	123	90	(27%)	4%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	838	842	653	537	533	(1%)	23%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	678	655	521	439	422	(4%)	18%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	160	187	132	98	111	13%	5%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	629	659	579	539	481	(11%)	20%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	110	97	99	80	87	9%	4%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	415	396	369	348	310	(11%)	13%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	104	166	111	111	84	(24%)	4%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	234	232	187	187	197	5%	8%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	70	74	69	65	80	23%	3%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	164	158	118	122	117	(4%)	5%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	62	47	52	49	49	-	2%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	46	29	36	34	30	(12%)	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	16	18	16	15	19	27%	1%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	67	50	53	46	53	15%	2%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	49	32	33	30	29	(3%)	1%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	18	18	20	16	24	50%	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	16	14	15	17	12	(29%)	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	354	352	302	303	323	7%	14%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	191	165	145	150	175	17%	7%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	163	187	157	153	148	(3%)	6%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	111	121	119	117	99	(15%)	4%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	17	22	23	24	13	(46%)	1%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	62	72	69	65	60	(8%)	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	32	27	27	28	26	(7%)	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	358	454	355	303	340	12%	14%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	21	17	19	23	16	(30%)	1%	376	(27%)	1%
Restauration	271	334	261	224	250	12%	11%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	66	103	75	56	74	32%	3%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	138	134	125	145	148	2%	6%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	26	31	22	43	42	(2%)	2%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	52	35	58	48	50	4%	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	34	43	28	34	42	24%	2%	913	13%	2%
Autres activités	26	25	17	20	14	(30%)	1%	466	(7%)	1%
Total région	2 897	3 013	2 571	2 404	2 362	(2%)	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- La construction (23%), le commerce (20%), les services aux entreprises (14%) et l'hébergement (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- Les activités de commerce (-11% soit -58 procédures vs 2017) et l'agriculture (-21% soit -34 procédures) ont connu une baisse du nombre d'ouvertures de

procédures en 2018 en deçà des baisses moyennes constatées sur ces secteurs en 2018 (respectivement -4% et -9%).

- Les secteurs de la restauration (+12% soit +26 procédures) et du service aux entreprises (+7% soit +20 procédures) ont connu une année 2018 compliquée.

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.
En vert, la variation est supérieure au niveau national.



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

Les procédures judiciaires

Analyse par région

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Après une année 2017 marquée par la hausse du nombre d'ouvertures de procédures, la région PACA a connu une année 2018 plus favorable, notamment du fait de :

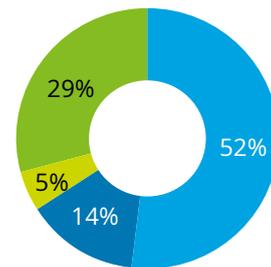
- la baisse du nombre d'ouvertures de RJ dans la région en 2018 (-26% soit -661 procédures) ;
- la baisse du nombre d'ouverture de LJ dans la région en 2018 (-4% soit -132 procédures) ; et
- la baisse du nombre d'ouverture de procédures de sauvegarde dans la région en 2018 (-9% soit -16 procédures).

La baisse du nombre d'ouvertures de procédures est principalement concentrée sur les entreprises de moins de 10 salariés (-13% soit -784 procédures).

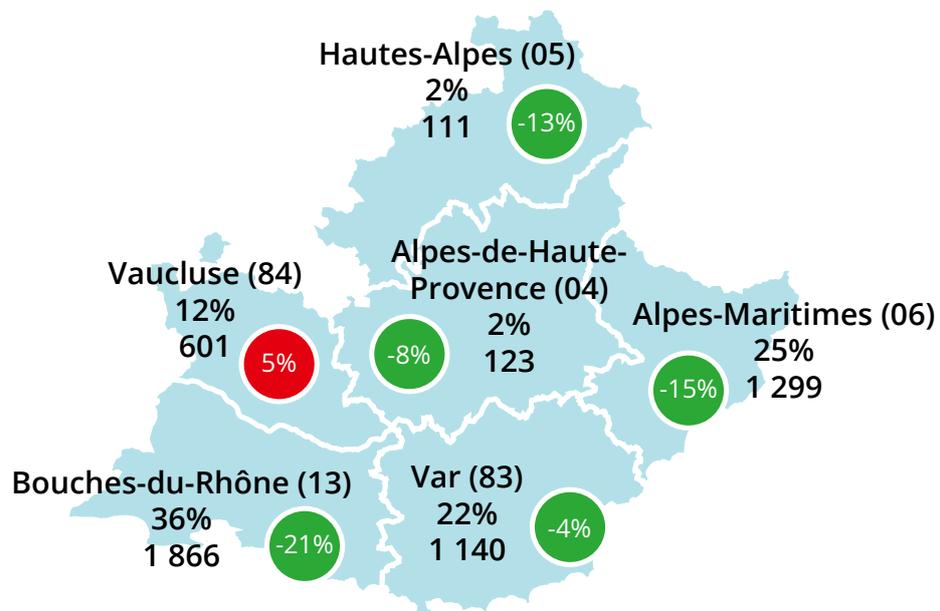
Seul le département du Vaucluse connaît une hausse du nombre d'ouvertures de procédures en 2018 par rapport à 2017.

Données clés en 2018

- Démographie (source Insee) : 5 059 473 habitants
- Surface : 31 400 km²
- Nombre d'entreprises (source Sirene) : 449 753



- Services
- BTP
- Industrie
- Commerce - Transport - Hébergement - Restauration



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre des défaillances enregistrées en 2018 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelon régional ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2017.


Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Nombre de RJ région	2 384	2 477	2 369	2 514	1 853	(26%)	35%	16 359	(1%)	30%
Nombre de LJ région	3 903	3 907	3 370	3 419	3 287	(4%)	62%	37 214	(1%)	68%
Nombre de sauvegardes région	196	189	163	187	171	(9%)	3%	1 054	(11%)	2%
Total région	6 483	6 573	5 902	6 120	5 311	(13%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
Moins de 10 salariés	6 094	6 230	5 611	5 842	5 058	(13%)	95%	51 188	(1%)	94%
10 à 49 salariés	354	323	268	262	236	(10%)	4%	3 134	2%	6%
50 salariés et plus	35	20	23	16	17	6%	0%	305	3%	1%
Total région	6 483	6 573	5 902	6 120	5 311	(13%)	100%	54 627	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€	Procédure ouverte	Date de la procédure	Effectif	Code Naf	Activité
Alazard et Roux	13	1961	18,5	RJ	04	103	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie
Marbrerie azuréeenne	06	1959	14,3	RJ	10	149	4333Z	Travaux de revêtement des sols et des murs
Thomas Fleurs	84	1993	13,5	LJ	04	10	4622Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fleurs et plantes
New Lexel Cosmetics	06	2010	10,0	RJ	02	1	4645Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
B 2 F Etanchéité	13	1998	9,9	RJ	11	15	4399A	Travaux d'étanchéification
Summer Time	06	2009	9,2	LJ	03	19	9002Z	Activités de soutien au spectacle vivant
Midex	13	1988	9,1	LJ	02	8	4633Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles
Souleiado	13	1956	8,0	Sauv	12	70	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
Depil Tech	06	2011	7,6	Sauv	05	50	9602B	Soins de beauté
Technofirst	13	1990	7,3	RJ	07	10	2651B	Fabrication d'instrumentation scientifique et technique

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible

Source : Altares/Deloitte

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par activité sur 5 ans (hors procédures de sauvegarde)

	2014	2015	2016	2017	2018	18vs17	Part 18	Fr 18	18vs17	Part 18
AGRICULTURE	98	98	75	87	52	(40%)	1%	1 357	(9%)	3%
Chasse, pêche, forêt	10	4	8	13	4	(69%)	0%	222	(8%)	0%
Culture	71	76	56	60	37	(38%)	1%	549	(2%)	1%
Elevage	17	18	11	14	11	(21%)	0%	586	(16%)	1%
CONSTRUCTION	1 814	1 848	1 569	1 609	1 312	(18%)	26%	13 554	(2%)	25%
Bâtiment	1 540	1 589	1 319	1 345	1 092	(19%)	21%	11 628	(2%)	22%
Immobilier	274	259	250	264	220	(17%)	4%	1 926	(4%)	4%
COMMERCE	1 421	1 416	1 282	1 265	1 159	(8%)	23%	11 573	(4%)	22%
Commerce & réparation de véhicules	207	192	226	214	219	2%	4%	2 038	4%	4%
Commerce de détail	886	885	826	781	688	(12%)	13%	7 017	(5%)	13%
Commerce de gros	328	339	230	270	252	(7%)	5%	2 518	(4%)	5%
INDUSTRIE	379	355	307	308	319	4%	6%	3 752	1%	7%
Industrie agroalimentaire	163	155	128	115	161	40%	3%	1 522	7%	3%
Industrie hors agroalimentaire	216	200	179	193	158	(18%)	3%	2 230	(4%)	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	118	90	103	105	88	(16%)	2%	1 283	(7%)	2%
Services informatiques & édition de logiciels	77	47	62	67	58	(13%)	1%	805	(5%)	2%
Autres activités information & communication	41	43	41	38	30	(21%)	1%	478	(11%)	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	178	165	130	138	155	12%	3%	2 051	14%	4%
Transport routier de marchandises	140	118	79	88	84	(5%)	2%	1 132	1%	2%
Autres activités de transport	38	47	51	50	71	42%	1%	919	35%	2%
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	47	32	28	46	29	(37%)	1%	338	6%	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	763	802	692	684	617	(10%)	12%	6 871	7%	13%
Activités scientifiques et techniques	353	366	314	302	280	(7%)	5%	3 179	1%	6%
Services administratifs aux entreprises	410	436	378	382	337	(12%)	7%	3 692	12%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	267	283	235	265	205	(23%)	4%	2 213	(2%)	4%
Activités de réparation	25	35	21	29	25	(14%)	0%	288	(7%)	1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	187	204	165	185	138	(25%)	3%	1 474	(3%)	3%
Autres services à la personne	55	44	49	51	42	(18%)	1%	451	6%	1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION	846	932	930	989	842	(15%)	16%	7 308	(1%)	14%
Hébergement	59	66	39	155	40	(74%)	1%	376	(27%)	1%
Restauration	700	757	782	714	683	(4%)	13%	5 672	1%	11%
Débites de boissons	87	109	109	120	119	(1%)	2%	1 260	1%	2%
AUTRES ACTIVITES	356	360	388	437	362	(17%)	7%	3 273	(1%)	6%
Santé humaine & action sociale	134	120	142	151	126	(17%)	2%	1 008	(4%)	2%
Activités récréatives	80	93	103	127	81	(36%)	2%	886	(7%)	2%
Enseignement	77	81	82	97	98	1%	2%	913	13%	2%
Autres activités	65	66	61	62	57	(8%)	1%	466	(7%)	1%
Total région	6 287	6 381	5 739	5 933	5 140	(13%)	100%	53 573	(1%)	100%

Source : Altares/Deloitte

- La construction (26%), le commerce (23%) et l'hébergement (16%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures.
- Après une année 2017 particulièrement difficile pour la région au cours de laquelle tous les secteurs (à l'exception du commerce) avaient connu une hausse du nombre d'ouvertures de procédures, la

tendance de la région PACA s'est inversée puisque la plupart des secteurs d'activité ont enregistré une tendance favorable en 2018.

- L'industrie agroalimentaire a néanmoins connu une année difficile (+40% soit 46 procédures).

Grille de lecture

En rouge, la variation est inférieure au niveau national.

En vert, la variation est supérieure au niveau national.

Deloitte Restructuring Services

Une équipe expérimentée au service de l'entreprise sous-performante et/ou en difficulté

L'activité Financial Advisory de Deloitte rassemble plus de 400 collaborateurs à même de conseiller les dirigeants, actionnaires, investisseurs financiers et banquiers dans leurs projets d'acquisition, de cession ou de restructuration.

Au sein de ce département, **l'équipe Restructuring**, créée en 1987, compte plus de 40 professionnels qui accompagnent dans leur restructuration financière et opérationnelle, tant en mode amiable que judiciaire, les entreprises en difficulté afin de favoriser leur retournement.

Ses interventions apportent, dans un contexte d'urgence, une vision objective et structurée de la situation financière et opérationnelle afin de restaurer la confiance des partenaires et de rétablir une convergence de vues pour une sortie positive de crise.

Afin de répondre à la diversité des situations et aux problématiques de ses clients, **l'équipe Restructuring intervient dans des domaines variés**, tels que :

- restauration de performance opérationnelle (organisation/process/cash/BFR) ;
- détournement d'actifs ;
- définition et mise en place de plans de retournement ;
- IBR & cash forecast ;
- cash flow performance ;
- business plan et prévisions de trésorerie/ suivi des réalisations en procédure ;
- CRO & turnaround advisory ;
- assistance technique et accompagnement du management :
 - en prévention, afin d'obtenir des accords avec les créanciers,
 - en procédure collective, afin d'obtenir un plan de redressement.

- expertises techniques financières pour le compte des organes de la procédure ;
- assistance à la cession ou à la reprise d'entreprises en difficulté (Distressed M&A).

Les atouts dont elle bénéficie sont les suivants :

- un sens de l'urgence démontré et éprouvé ;
- une expertise financière au service d'une dimension conseil à destination des dirigeants et des actionnaires d'entreprises de toutes tailles ;
- des savoir-faire complémentaires : financier, judiciaire, sectoriel, stratégique et opérationnel ;
- une technicité au service d'un accompagnement « sur mesure », rompue aux contingences spécifiques des situations de crise et aux attentes des acteurs ;
- des spécialistes intégrant la dimension humaine (stress, déni, conflit...) des équipes clients dans leurs interventions (accompagnement et pédagogie) ;
- une approche permettant d'assurer l'alignement entre le projet opérationnel et les objectifs stratégiques et financiers de l'entreprise ;
- un réseau Restructuring intégré au niveau international.

Nous contacter

Deloitte
6, place de la Pyramide, La Défense 9
92800 Puteaux-Paris La Défense



Jean-Pascal Beauchamp
Associé responsable de l'activité Restructuring financier
Tél. : 06 07 18 54 40



Sandrine Gril-Prats
Associée
Tél. : 06 88 24 19 74

Altares

Qui est Altares ?

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Altares est le partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, le 1^{er} réseau international d'informations BtoB.

La vision Altares

D'abord notion lointaine puis *buzzword* en vogue, la perception de la data est arrivée à maturité et représente aujourd'hui un socle de ressources incontournables. Toutefois, si elle n'a pas d'usage, elle n'a aucune valeur. Partie intégrante de l'ADN d'Altares, la data représente une des principales matières premières de la croissance des entreprises. La connaissance complète du cycle de vie de la data BtoB combinée aux contacts réguliers des équipes avec les enjeux liés aux métiers dans l'entreprise a permis de développer un modèle unique : le **Data Driven Business**.

La mission Altares

Elle consiste à proposer notre expertise sur toute la chaîne de valeur de la data afin de valoriser le patrimoine de données des entreprises et d'en faire un moteur de performance.

Concrètement, Altares est en capacité de fournir des données à échelle mondiale (sur une base de 300 millions d'entreprises réparties sur 220 pays, grâce à son partenariat exclusif avec le réseau mondial de Dun & Bradstreet), de les agréger si besoin avec celles de ses clients ou avec d'autres en provenance d'une multitude de sources afin de proposer des solutions sur mesure à l'appui d'expertises et de technologies pointues (IA, data scientists, algorithmes, data visualisation, plateformes digitales).

Notre mission consiste également à travailler sur des thématiques prospectives afin d'être en mesure de répondre avec un temps d'avance, *via* de nouvelles lignes business, aux challenges de la transformation digitale et des nouveaux usages des entreprises.

Nos clients

Altares met à disposition des directions générales et des directions métiers opérationnelles (Achats, Commerce, Marketing, Finance, Export, Développement...) des entreprises nationales et internationales, ses capacités technologiques et sa compréhension des usages clients pour leur permettre d'accroître leur performance. Nous couvrons les besoins des Grands Comptes, ETI, PME et Organisations Publiques des secteurs de la Banque & Assurance, de l'industrie et des services ; les ingénieurs d'affaires Altares sont spécialisés par grands secteurs d'activité afin de répondre aux spécificités de chaque marché.

Altares en quelques chiffres

- 170 ans d'expertise en bases de données
- Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB
- Présent dans 7 pays (France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Maroc, Algérie, Tunisie)
- La base mondiale la plus exhaustive :
 - plus de 300 millions d'entreprises ;
 - dans 220 pays.
- 20 000 clients dont :
 - 39 entreprises du CAC 40
 - 65% du SBF 120
- Effectif : 420 personnes
- Chiffre d'affaires : 115 M€
- Siège social : Colombes
- Filiale : Manageo, Invoxis
- Président Directeur Général : Luc Querton

Nous contacter

Altares-D&B
Campus Equilibre
Immeuble Le Yard
52-58, avenue Jean-Jaurès
92700 Colombes
Tél. : + 33 1 41 37 50 00
contact@altares.com
www.altares.com

Deloitte.

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL), société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. DTTL (ou « Deloitte Global ») ne fournit pas de services à des clients. Pour en savoir plus sur notre réseau global de firmes membres : www.deloitte.com/about. En France, Deloitte SAS est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.

Deloitte fournit des services professionnels en audit & assurance, consulting, financial advisory, risk advisory, juridique & fiscal et expertise comptable à ses clients des secteurs public et privé, quel que soit leur domaine d'activité. Deloitte sert près de 90% des 2018 Fortune Global 500® companies à travers un réseau de firmes membres dans plus de 150 pays, et allie des compétences de niveau international à un service de grande qualité afin d'aider ses clients à répondre à leurs enjeux les plus complexes. Pour en savoir plus sur la manière dont nos 286 000 professionnels make an impact that matters (agissent pour ce qui compte), connectez-vous et échangez avec nous sur Facebook, LinkedIn ou Twitter.

En France, Deloitte mobilise un ensemble de compétences diversifiées pour répondre aux enjeux de ses clients, de toutes tailles et de tous secteurs – des grandes entreprises multinationales aux microentreprises locales, en passant par les ETI et PME. Fort de l'expertise de ses 11 900 collaborateurs et associés, Deloitte en France est un acteur de référence en audit & assurance, consulting, financial advisory, risk advisory, juridique & fiscal et expertise comptable, dans le cadre d'une offre pluridisciplinaire et de principes d'action en phase avec les exigences de notre environnement.

Deloitte
6, place de la Pyramide, La Défense 9 – 92800 Puteaux-Paris La Défense

© Mars 2019 Deloitte SAS – Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited
Tous droits réservés – Studio Design France

